



Courrier international

numéro spécial

N° 1391 du 29 juin au 5 juillet 2017
courrierinternational.com
tarif : 3,90 €

Afrique CFA 3,200 FCFA Algérie 480 DA
Allemagne 4,50 € Andorre 4,50 €
Autriche 4,50 € Canada 6,95 \$CAN
DOM 4,50 € Espagne 4,50 €
É-U 7,50 \$US G-B 3,30 £ Grèce 4,50 €
Irlande 4,50 € Italie 4,50 € Japon 800 ¥
Maroc 38 DH Pays-Bas 4,50 €
Portugal contr. 4,50 € Suisse 6,20 CHF
TOM 850 XPF Tunisie 6,50 DTU

CANADA LE NOUVEAU MONDE

*Un rêve multiculturel ; les lacs
du Manitoba ; Drake, roi de Toronto...
Plongée dans la diversité d'un pays
d'exceptions qui fête ses 150 ans
20 pages spéciales*



M 03183 - 1391 - F: 3,90 €



LA BÊTE OU LA BELLE ?

MONOSPACES D'EXCEPTION BMW SURÉQUIPÉS
À PARTIR DE 380 €/MOIS SANS APPORT*.



Le plaisir
de conduire



BMW SÉRIE 2 GRAN TOURER
FINITION M SPORT



BMW SÉRIE 2 ACTIVE TOURER
FINITION LUXURY

* CES DEUX MODÈLES PRÉSENTÉS COMPRENNENT LES ÉQUIPEMENTS SUIVANTS :



Jantes en alliage léger 17" (43 cm)
ou 18" (46 cm).



Système de manœuvres automatiques
« Park Assist ».



Projecteurs LED.



Navigation Multimédia Business.

www.bmw.fr/labeteoulabelle

* Exemple pour une BMW 216i Active Tourer à partir de 380 €/mois et Gran Tourer à partir de 390 €/mois suréquipées en Location Longue Durée sur 36 mois et pour 40 000 km intégrant l'entretien** et l'extension de garantie. Offre réservée aux particuliers et aux professionnels (hors loueurs et flottes), valable pour toute commande jusqu'au 30/09/2017 dans les concessions BMW participantes. Sous réserve d'acceptation par BMW Financial Services - Département de BMW Finance - SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles B 343 606 448 - TVA FR 65 343 606 448 - Immeuble Le Renaissance, 3 rond-point des Saules, 78280 Guyancourt. Courtier en Assurances immatriculé à l'ORIAS n° 07 008 883 (www.orias.fr). ** Hors pièce d'usure. Modèles présentés : BMW 216i Active Tourer Luxury avec options. Consommations en cycle mixte : 5,4 l/100 km. CO₂ : 123 g/km selon la norme NEDC. Loyer : 444,49 €/mois. BMW 216i Gran Tourer M Sport avec options. Consommations en cycle mixte : 5,7 l/100 km. CO₂ : 132 g/km selon la norme NEDC. Loyer : 455,97 €/mois. BMW France, S.A. au capital de 2 805 000 € - 722 000 965 RCS Versailles - 3 avenue Ampère, 78180 Montigny-le-Bretonneux.



EDITORIAL
ERIC CHOL

Le coup de pagaie

Si les Européens imaginent que l'océan qui les sépare des États-Unis les met à l'abri des dernières "trumpitudes", leurs cousins éloignés du Canada n'ont pas cette chance : partager 8900 kilomètres de frontière terrestre avec le pays de Donald place les 35 millions de Canadiens aux premières loges pour essayer les provocations de la Maison-Blanche. Or, loin de se réfugier dans les bois en attendant que l'orage populiste passe, artistes ou responsables politiques canadiens font preuve d'une étonnante pugnacité et d'un sens de l'humour reconnus dans le monde entier pour défendre les valeurs d'accueil et de tolérance de leur jeune pays.

La preuve par quatre :

- *Come from Away*. Depuis le 12 mars, cette comédie musicale fait un carton à Broadway : écrite par un couple torontois, elle met en scène une petite ville de Terre-Neuve juste après le 11 septembre 2001, qui reçoit avec beaucoup de générosité les milliers de passagers américains contraints de se poser au Canada. Justin Trudeau a eu la bonne idée d'emmener Ivanka, la fille de Donald Trump, assister à la représentation.

- *Kayak*. Le 5 juin, Justin Trudeau (encore lui) a payagé sur la rivière Niagara, afin de célébrer la Journée mondiale de l'environnement. Mieux qu'un moulinet, un pied de nez au locataire de la Maison-Blanche, quatre jours après l'annonce du retrait des États-Unis de l'accord de Paris.

- *La Servante écarlate*. Depuis avril, la télévision américaine diffuse la série inspirée du livre de la Canadienne Margaret Atwood publié il y a plus de trente ans. Devenu un best-seller, le roman fait figure de manifeste féministe anti-Trump. À voir aussi en France (sur OCS à partir du 27 juin).

- 11 provinces ? L'écrivain montréalais Ken McGoogan a connu son heure de gloire en proposant à l'Écosse de sortir des affres du Brexit pour devenir une nouvelle province du Canada. Loufoque, l'idée de McGoogan ? Elle vient aussi rappeler le rôle des Écossais dans la construction du Canada : depuis John Macdonald (le "père" du dominion du Canada, créé le 1^{er} juillet 1867), 13 des 22 Premiers ministres du Canada étaient d'ascendance écossaise - même Justin Trudeau a, par sa grand-mère, du sang écossais.

En couverture :

Dessin d'Ale + Ale, Italie, pour *Courrier international*.

J.-C. FRANCIS



Sommaire

numéro spécial

p.22 à la une

CANADA UN NOUVEAU MONDE

Qu'est-ce qu'être canadien ? À l'occasion des 150 ans de la Confédération, *Courrier international* consacre 20 pages (dossier central, *Courrier Expat*, 360°) à un pays qui fascine par son multiculturalisme et sa politique migratoire volontariste, à rebours des autres sociétés occidentales, et qui réinvente (peut-être) le monde de demain. Du *Globe and Mail* au *Toronto Star*, du magazine *Nouveau Projet* au *Vancouver Sun*, du *Devoir* à *L'Actualité*... les médias anglophones et francophones questionnent leur identité nationale. Voyage dans toute la diversité du Canada.

Reportage. La croisière des 150 ans s'amuse p.23

Analyse. Un rêve multiculturel p.24

Signaux. Quel âge a vraiment le Canada ? p.26

Photo. Cérémonies de citoyenneté p.28-29

Société. Un pays jeune et dynamique p.30

Expat. Vive les entreprises sans patron p.39

360°

Grands espaces. Et Dieu créa les lacs du Manitoba p.40-43

Musique. Drake, roi de Toronto p.44-45

Culture. Kent Monkman, une autre vision des mythes fondateurs p.46-47

Voyage. Vancouver, l'eldorado de la côte ouest p.48-49

Histoire. 1967, Vive le Québec moderne ! p.50



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com



Vidéo. Kelly Fraser, l'étoile polaire. Portrait de la star pop inuit, en partenariat avec Spicée.

Quiz. Êtes-vous canadophile ?

Playlist. Leonard Cohen, Arcade Fire, Caribou...
La bande-son parfaite pour accompagner le numéro.



Les sources Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés cette semaine :

L'Actualité Montréal, bimensuel. *Ha'aretz* Tel-Aviv, quotidien. *Dawn* Karachi, Lahore, Islamabad, quotidien. *Le Devoir* Montréal, quotidien. *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* Francfort, hebdomadaire. *Frankfurter Rundschau* Francfort, quotidien. *The Globe and Mail* Toronto, quotidien. *The Hindu* Madras, quotidien. *Ir* Riga, hebdomadaire. *Middle East Eye* (middleeasteye.net) Londres, en ligne. *Neues Deutschland* Berlin, quotidien. *Nouveau Projet* Montréal, bisannuel. *L'Orient-Le Jour* Beyrouth, quotidien. *El País* Madrid, quotidien. *Roads & Kingdoms* (roadsandkingdoms.com) New York, en ligne. *Der Spiegel* Hambourg, hebdomadaire. *Süddeutsche Zeitung* Munich, quotidien. *Toronto Star* Toronto, quotidien. *The Washington Examiner* Washington, hebdomadaire. *The Washington Post* Washington, quotidien. *Winnipeg Free Press* Winnipeg, quotidien. *Yediot Aharonot* Tel-Aviv, quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. La photo de la semaine
8. Italie. Un coup porté à l'union bancaire européenne
10. France. Syrie : l'inquiétante volte-face de Macron
11. Controverse. Théâtre : peut-on mettre en scène la mort de Trump ?

D'un continent à l'autre

12. Arabie Saoudite.

L'imprévisible prince héritier

Désigné pour succéder à son père, Mohammed Ben Salman pourrait accorder quelques libertés à son peuple. Le site *Middle East Eye* dresse son portrait.

15. Corée du Nord. La Chine n'a pas la solution miracle

16. Paris-Berlin. L'histoire d'amour recommence

19. Focus. Quand la Baltique fait des vagues

Après le débarquement de forces terrestres, l'Alliance atlantique se prépare à la guerre navale. Une stratégie qui vise à isoler la Russie. Reportages du journal allemand *Neues Deutschland* et de l'hebdomadaire letton *Ir* dans un village à côté de Riga.

20. Afrique. Les pionniers du skate rêvent de JO

Les jeunes Ougandais se voient déjà aux Jeux olympiques de 2020, où le skateboard intégrera les disciplines officielles. Reportage à Kampala du magazine en ligne *Roads & Kingdoms*.

Transversales

36. Environnement. Et en dessous coule une rivière

38. Économie. Le gourou japonais de l'intelligence artificielle



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

L'horoscope de Rob Breznsky

Le signe de la semaine

Cancer (21 juin - 22 juillet) :

Lorsqu'un Lion s'élève au-dessus de son moi convenu et s'autorise à être rigoureusement authentique, je vois en lui ou en elle un Roi-Soleil ou une Reine-Soleil. Lorsqu'un Cancer fait la même chose - quand, triomphant de son conditionnement, il reprend la maîtrise de sa destinée -, c'est un Roi-Lune ou une Reine-Lune que je salue. Dans les semaines à venir, je pense que tu accompliras des progrès notables pour mériter ce titre, Cancer. Tu es en effet sur le point d'affirmer davantage ce pouvoir de velours et cette puissante sensibilité qui te permettent de te sentir à ta place en ce monde, quoi que tu fasses et où que tu te trouves.

Également sur notre site

Enquête. Quand la Thaïlande envisage de dépenaliser l'usage du cannabis. Un article d'investigation initialement paru dans le grand quotidien de Hong Kong *South China Morning Post*.

Diaporama. La semaine en images.

Suivez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directeur, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directeur de la rédaction, membre du directeur : Éric Chol
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal juin 2017. Commission paritaire n° 0717C82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baif, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directeur de la rédaction Éric Chol Directrice adjointe de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteur en chef Jean-Hébert Armengaud (16 57) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Hamdam Mostafavi (17 33) Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (16 23) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31) Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Virginie Lepetit (chef d'édition, 16 12), Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE Paul Grisot (chef de rubrique, 17 48), EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe, Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Judith Sinnige (Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, 19 74), Carole Lyon (Italie, Belgique 17 36), Ana Teruel (Espagne, 16 68), Marie-Line Darcy (Portugal), Corentin Pennarguear (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Pavel Bartusek (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Bélangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Gabriel Hassan (États-Unis, 16 32), Sabine Grandadam (chef de service, Amérique latine, 16 97), Paul Jurgens (Brésil), Martin Gauthier (Canada) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) DELAUX-ORIENT Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Ousmane Ndiaye (chef de rubrique, 16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique, Maghreb, 16 35) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Catherine Guichard (Économie, 16 04), Carole Lembezat (chef de rubrique, Courrier Sciences, 16 40), Virginie Lepetit (Signal) MAGAZINE 360° Marie Bélouil (chef des informations, 17 32), Claire Pomarès (16 74), Delphine Veaudor (16 76), Mélanie Lifschitz (Histoire, 16 96)

SITE INTERNET Hamdam Mostafavi (responsable, 17 33), Carolin Lohrenz (chef de service adjointe, 19 77), Clara Tellier Savary (chef d'édition), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Laura Geisswiler (vidéo, 16 65)

COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

DÉVELOPPEMENT WEB Jonathan Parienté (responsable, 16 87), Paul-Boris Bouzin

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Marianne Bonneau, Philippe Czerepak PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), Jonnathan Renaud-Badet, Alexandre Erriehello, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Bernadette Dremière (chef de service, 16 67), Alice Andersen, Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller (16 84)

DIRECTEUR INDUSTRIEL Éric Carle DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Matthieu Beigbeder, Edwige Benoit, Gilles Berton, Jean-Baptiste Bor, Aurélie Carrier, Xavier Colas, Pierre Delbos, Auror Delvigne, Geneviève Deschamps, Ekaterina Dvinina, Benjamin Fernandez, Claire Gounon, Marion Gronier, Lison Hasse, Alexandros Kottis, Julie Martin, Hannah Monjarret, Valentine Morizot, Micaela Neustadt, Gabriel Panossian, Emmanuel Saal, Isabelle Taudière, Sarah Zhiri.

PUBLICITÉ M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 Directrice générale Laurence Boniclatzi Bridier Directeur délégué David Eskenazy (david.eskenazy@publicite.fr, 38 63) Directrices de clientèle Laëtitia de Clerck (laetitia.declerck@publicite.fr, 37 28), Marjorie Couderc (marjorie.couderc@publicite.fr, 37 97) Assistante commerciale Carole Fraschini (carole.fraschini@publicite.fr, 38 68) Partenariat et publicité culturelle Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@publicite.fr, 10 29) Régions Éric Langevin (eric.langevin@publicite.fr, 38 04) Annonces classées Cyril Gardère (cyril.gardere@publicite.fr, 38 88) Site Internet Alexandre de Montmarin (alexandre.demontmarin@publicite.fr, 38 07) Agence Courrier Patricia Fernández Pérez (responsable, 17 37), Emmanuelle Cardea (16 08)

GESTION ADMINISTRATION Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13), Étienne Waniart Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Hervé Bonnaud Responsable des ventes France Christophe Chantrel Chef de produit Carole Merceron (0 805 05 01 47, 01 57 28 33 78) Diffusion internationale Saveria Colosimo (01 57 28 32 20) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudeumont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9. Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 109 €. Autres destinations : http://boutique.courrierinternational.com

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



CE NUMÉRO COMPORTE DES PAGES SPÉCIALES



La Corse vue par la presse étrangère
(Pour les départements 20, 13, 83)
En couverture : Le vieux port de Bastia.
Photo Rita Scaglia



L'Occitanie vue par la presse étrangère
(Pour les départements 09, 11, 12, 15, 30, 31, 32, 34, 46, 47, 48, 64, 65, 66, 81, 82)
En couverture : La Garonne, le pont Saint-Pierre et l'hôpital La Grave, Toulouse.
Photo Ulrich Lebeuf/JMYOP

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 an (52 numéros) au prix de 109 € au lieu de 191,20 €*
 1 an (52 numéros) + 4 hors-séries au prix de 131,80 € au lieu de 225,20 €*

Monsieur Madame

RCO1700PB1003

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

TÉLÉPHONE e-mail @

Indiquez votre adresse mail pour créer votre compte et bénéficier de tous vos avantages

Je souhaite recevoir des offres de Courrier international : oui non
Je souhaite recevoir des offres des partenaires de Courrier international : oui non

Je choisis de régler par :

chèque à l'ordre de Courrier international

carte bancaire n° _____

Expire fin _____ Cryptogramme _____

date et signature obligatoires

* Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service Abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre.

Avantage abonnés

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- L'application

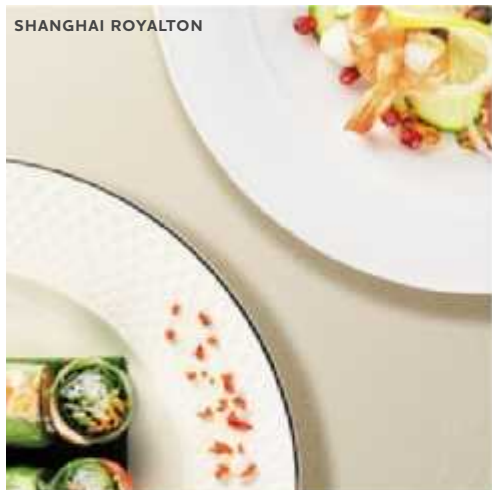
Plus simple et plus rapide

abonnez-vous sur boutique.courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (non surtaxé)

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

SHANGHAI ROYALTON



ROMA PIAZZA BOLOGNA



TOKYO GINZA



BORDEAUX LAC



RODEZ CATHÉDRALE



AVIGNON CENTRE PALAIS DES PAPES



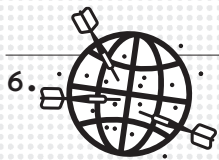
MADRID PLAZA DE ESPANA

NOS HÔTELS CONNAISSENT LEUR TERROIR.

Ce n'est pas rien de déguster un vin. Dans tous nos hôtels, en Provence comme en Alsace, et de Saumur à Mâcon, nos sommeliers sélectionnent leurs vins dans les vignobles et les chais voisins. Avec l'offre Cave & Saveurs, nos terroirs se dévoilent, de crus d'initiés en cuvées confidentielles.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.



7 jours dans le monde

Frères de larmes

Mossoul, le 24 juin. Zeid Ali, 12 ans, et Hodayfa Ali, 11 ans, tentent de se reconforter : la maison familiale des deux cousins vient d'être détruite lors de combats entre les forces irakiennes et l'État islamique, et des membres de leur famille sont toujours sous les décombres.

Dans la vieille ville de Mossoul, les combats font rage depuis le 18 juin, date à laquelle les forces irakiennes ont lancé l'offensive pour reprendre les derniers bastions tenus par Daech ; le 21 juin, la mosquée historique Al-Nouri avait ainsi été détruite par les combattants de l'État islamique. Et les djihadistes ont mené une contre-attaque meurtrière dans l'ouest de Mossoul dans la nuit du 25 au 26 juin.

Depuis le début de la bataille de Mossoul, le 17 octobre 2016, plus de 800 000 personnes ont fui les combats, précise le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**.

Photo Felipe Dana/AP Photo/Sipa



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez tous les vendredis notre diaporama "La semaine en images". Et dans notre édition imprimée, chaque jeudi, la photo d'actualité la plus forte.







Italie. Un coup porté à l'union bancaire de l'UE

Le 25 juin, l'État italien a annoncé l'engagement de 17 milliards d'euros pour un plan de sauvetage de deux banques de Venise. Une décision contraire aux nouvelles règles européennes.



— **El País** Madrid

Debut juin, quand [la banque espagnole] Banco Popular a fait l'objet d'une "résolution" – c'est-à-dire d'une intervention préventive de la part des autorités européennes – avant d'être revendue 1 euro symbolique à Banco Santander, autre banque espagnole, tout le monde s'est félicité du bon fonctionnement du mécanisme européen d'union bancaire. Que ce soit la Banque centrale européenne (BCE), le Système unique de supervision et le Mécanisme de résolution unique, ou encore l'Eurogroupe, tout ce petit monde s'est congratulé pour la rapidité et la netteté de la procédure.

Même si l'on pouvait regretter que les actionnaires et les titulaires d'obligations aient tout perdu, telle était la nouvelle règle du jeu : ce n'était plus aux contribuables de sauver les banques en Europe, mais bien aux actionnaires et aux investisseurs. Le risque bancaire était enfin dissocié de la capacité financière de l'État pour celui qui mettait l'établissement bancaire en faillite.

Deux semaines plus tard, l'Italie était confrontée à la faillite de Veneto Banca et de Banca Popolare di Vicenza, et là, changement de programme. On n'appliquerait plus les mêmes règles qu'avec Banco Popular, sous prétexte que ce ne sont pas

des banques en "résolution", mais en "liquidation" (car elles n'entraînent pas tout le système bancaire dans leur chute), alors que ces établissements possèdent 60 milliards d'euros d'actifs. L'Italie respecte non pas la réglementation européenne, mais italienne. Autrement dit, Rome va injecter quelque 17 milliards de dollars d'euros, même si certains organismes européens pensent qu'on pourrait arriver à 20 milliards, pour éviter que les gros détenteurs

Contexte

●●● Le conseil des ministres italien extraordinaire qui s'est tenu dimanche 25 juin a officialisé le sauvetage de Banca Popolare di Vicenza et de Veneto Banca. Ces deux banques mutualistes n'avaient trouvé aucun repreneur susceptible de leur éviter la faillite. Intesa Sanpaolo, première banque de détail du pays, va pouvoir reprendre la part saine de leurs activités, grâce aux 4,785 milliards d'euros

que l'État met sur le tapis pour lui permettre de maintenir ses fonds propres, explique **La Repubblica**. Au lendemain de l'annonce, "le titre d'Intesa était en forte hausse à l'ouverture des marchés", note Milano Finanza. Au total, le gouvernement promet des garanties publiques à hauteur de 17 milliards d'euros, dont 12 milliards pour couvrir les créances douteuses. Mais pour **La Stampa**, "le véritable

coût de l'opération ne sera connu que dans de nombreuses années". Ce plan de sauvetage "est une gifle aux contribuables italiens", estime enfin le journaliste Ferdinando Giugliano sur le site de **Bloomberg**, "mais c'est surtout est une épée dans le cœur de l'union bancaire européenne", l'une des principales réponses apportées par l'Europe à la crise de la dette souveraine.

↳ Dessin d'Arend, Pays-Bas.

d'obligations de la Veneto et de la Popolare ne perdent tout.

En outre, le gouvernement va diviser les actifs de ces deux banques entre ceux qui sont sains et ceux qui sont malades. La partie saine sera offerte à Intesa Sanpaolo [autre établissement italien], avec des garanties comme le paiement des préretraites, pour ne pas avoir à effectuer une augmentation de capital. Ces garanties n'ont pas existé dans le cas de la banque Santander, qui, elle, a annoncé une augmentation de capital de 7 milliards d'euros pour digérer l'acquisition de Banco Popolare et assumer les risques futurs qui pourraient se présenter.

Chemin douloureux. Après cette vente, les banques vénitienes doivent rouvrir, mais les contribuables italiens sont promis à un avenir sombre : ce sont eux qui vont éponger les dettes de la banque malade, au mépris de certains principes de l'UE. Moyennant quoi Rome évitera la confrontation avec les titulaires d'obligations.

Cinq ans après la crise bancaire espagnole (dont la facture provisoire s'élève à 60 milliards d'euros), l'Italie prend le même chemin douloureux, comme si rien n'avait changé en Europe. Après des années de négociations sur ce problème, l'Italie ne dispose plus de banques fortes qui puissent acheter sans aides. Et Monte dei Paschi ne tardera pas à être dans la tourmente. Résultat, l'État se défait de la facture sur les contribuables, qui assument les problèmes des banquiers.

Les toutes nouvelles règles européennes font eau de toutes parts dans le pays même de Mario Draghi, président de la BCE. L'enseignement à en tirer est que les États riches se paient leurs sauvetages bancaires, s'ils le souhaitent. Désormais, il sera plus difficile de convaincre les Allemands de soutenir le fonds commun de résolution des banques. La joie des autorités européennes aura à peine duré quinze jours.

— **Iñigo de Barrón**
Publié le 26 juin

Confusion sur le décret Trump

ÉTATS-UNIS — La Cour suprême a autorisé le 26 juin la restauration partielle du décret de Donald Trump interdisant l'entrée sur le territoire aux ressortissants de certains pays musulmans, dont l'application avait été suspendue par plusieurs décisions de justice. L'interdiction ne s'appliquera toutefois qu'aux étrangers n'ayant aucun lien avec les États-Unis, ont annoncé les juges. Pour **USA Today**, la Cour suprême ne fait qu'"ajouter de la confusion à la décision entêtée de Donald Trump d'interdire aux ressortissants de certains pays musulmans d'entrer sur le territoire des États-Unis".

Liu Xiaobo sort de prison



KOMARNITSKI, BULGARIE
CAGLE CARTOONS

CHINE — Le Prix Nobel de la paix 2010, Liu Xiaobo, condamné en 2009 à onze ans de prison pour "incitation à la subversion de l'État", "est atteint d'un cancer en phase terminale et a été autorisé à sortir de prison pour être soigné", selon son avocat, Mo Shaoping, cité par le site **Weiquan Wang**. Son cancer du foie aurait été diagnostiqué le 23 mai. Il avait été condamné en 2009 pour avoir participé à la rédaction de la Charte 08, un projet de réforme constitutionnelle pour la Chine qui prévoyait la garantie de la liberté d'expression et des droits de l'homme.

Gouvernement de survie

ROYAUME-UNI — Le Parti conservateur de Theresa May a trouvé un accord lundi 26 juin avec le Parti unioniste démocrate (DUP) d'Irlande du Nord afin de former un gouvernement. Mais cet accord a un prix, note **The Times**, car le DUP a obtenu un budget supplémentaire de 1 milliard de livres (1,1 milliard d'euros) pour

les infrastructures, la santé et l'éducation en Irlande du Nord, "ce qui a suscité la colère des politiciens écossais et gallois". L'accord pour ce gouvernement minoritaire est donc "une recette de survie, mais pas de stabilité", conclut le journal.

37

MILLIARDS D'EUROS : c'est la valeur économique et sociale de la Grande Barrière de corail, d'après une estimation du cabinet Deloitte publiée le 26 juin. "La valeur de notre icône australienne est douze fois plus élevée que celle de l'Opéra de Sydney", écrit The Sydney Morning Herald. D'après Deloitte, la valeur touristique du récif - dont dépendent 64 000 emplois - équivaut à 20 milliards d'euros, son "potentiel" pour le tourisme futur étant estimé à 17 milliards. Tandis que la Grande Barrière est menacée par le réchauffement climatique, "beaucoup d'Australiens considèrent que le récif a une valeur inestimable, note le journal. Deloitte, lui, pense qu'on peut la chiffrer".

Une première peu glorieuse

BRÉSIL — Lundi 26 juin, le procureur général du Brésil a lancé une mise en accusation pour corruption passive contre le président Michel Temer, accusé d'avoir perçu un pot-de-vin de 140 000 euros de l'industriel de la viande JBS en échange d'un geste pour réduire le prix du gaz fourni à JBS par l'entreprise pétrolière publique Petrobras. Michel Temer "est le premier président en exercice



ARCADIO, COSTA RICA

à devoir répondre d'un crime de droit commun", relève El País Brasil. La mise en accusation doit être approuvée par un vote à la majorité des deux tiers à la Chambre des députés.

Amour et gaz lacrymogène

TURQUIE — Dimanche 25 juin, la marche de la Gay Pride a été dispersée par la police turque à Istanbul. Afin de préserver "la tranquillité des touristes", le préfet de la ville avait décidé la veille d'interdire le rassemblement, qui devait se tenir sur la célèbre place Taksim. Néanmoins, certains militants LGBT ont décidé de braver l'interdiction et se sont rassemblés aux abords de la place aux cris d'"amour, liberté, rejetons la haine", selon le quotidien d'opposition Cumhuriyet. Ils ont été rapidement dispersés par la police, qui a fait usage de gaz lacrymogène et tiré des balles en caoutchouc.

↓ Un policier en civil frappe un militant LGBT place Taksim, à Istanbul, le 25 juin 2017. Photo Bulent Kilic/AFP



PAKISTAN

L'enfer à Bahawalpur

L'explosion d'un camion d'essence accidenté sur une route de l'est du pays a fait plus de 150 morts le 24 juin. Ce drame montre que l'État a échoué à protéger les Pakistanais.

— Dawn Karachi, Lahore, Islamabad

L'abominable tragédie qui a frappé la région de Bahawalpur, au lendemain d'attentats terroristes dévastateurs à Parachinar et Quetta [qui ont fait 57 morts le 23 juin], a assombri un peu plus les célébrations de l'Aïd-el-Fitr. En ce temps de recueillement religieux et de festivités culturelles, trop de familles vont porter le deuil de leurs défunts ou prier pour les blessés. La tragédie de Bahawalpur a quelque chose de tétanisant, non seulement à cause du grand nombre de morts et de blessés, mais aussi parce qu'elle était parfaitement évitable. Il reste à établir si l'incendie a été accidentel, mais il semble déjà que plusieurs erreurs aient été commises.

Quelles que soient les raisons de l'accident, le faible niveau de préparation des services d'urgence locaux a été manifeste. À l'annonce d'une fuite d'essence sur une autoroute très fréquentée, les autorités auraient dû réagir immédiatement. La zone aurait dû être circonscrite. Puis, dans la panique qui a suivi l'explosion, l'incompétence des services d'urgence a été un peu plus mise en lumière. Bahawalpur, on s'en rend douloureusement compte aujourd'hui, est très loin de disposer des installations médicales d'urgence que l'on serait en droit d'attendre au bout de neuf ans de pouvoir du PML-N [Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz, du Premier ministre Nawaz Sharif], et qui auraient dû être financées par les milliards de roupies théoriquement injectés dans le sud du Pendjab.

On ne saura peut-être jamais combien de blessés auraient pu être sauvés si l'on avait pu compter sur des services d'urgence plus efficaces sur les lieux du drame et dans les hôpitaux des environs. Cet enchaînement de manquements - des autoroutes dépourvues de moyens de sécurité adéquats aux services médicaux rapidement submergés - représente un échec pour le gouvernement. Historiquement, le sud du Pendjab a toujours été réduit à la portion congrue tant par le pouvoir central que par les autorités

régionales. Il n'y a pas de remède rapide. Mais, après neuf années passées à la tête de la province, le PML-N n'a manifestement pas engagé la région sur la bonne voie.

Le plus scandaleux, c'est peut-être que certains aient osé insinuer que les gens pris au piège de l'incendie étaient les principaux coupables. Ce ne sont ni la misère ni le désespoir qui ont poussé les gens à se ruier sur la fuite d'essence. C'est l'absence de conscience du

risque - une fois encore, un échec de l'État. Les victimes n'étaient pas en mesure de comprendre la menace que constituait cette fuite pour leurs vies. Du fait de l'effondrement du système scolaire et parce que l'État n'investit pas dans la sensibilisation à la sécurité sur les routes et à domicile, les gens ne sont pas à même d'identifier aisément les dangers auxquels ils s'exposent.

Et il y a bien sûr l'erreur à l'origine de la catastrophe : l'accident de la route à cause duquel le camion-citerne a déversé sa cargaison mortelle. Le chauffeur roulait-il trop vite ? L'entreprise propriétaire du camion fournit-elle à ses chauffeurs une formation dans le domaine de la sécurité ? Le trafic lié à l'Aïd-el-Fitr ou la fatigue du chauffeur ont-ils joué un rôle ? Le gouvernement du Pendjab investit dans des gadgets, comme les contraventions automatisées. Par contre, il n'a rien fait pour repenser le système d'obtention du permis de conduire. —

Publié le 26 juin



À la une



Cet article a été publié dans l'édition du 26 juin de Dawn, l'un des journaux anglophones les plus lus du pays, qui titre en une : "Une terrible catastrophe assombrit un peu plus l'Aïd".

Les informés de franceinfo

Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi de 20h à 21h

chaque vendredi avec



franceinfo:
radio . web . tv canal 27



✓ Six ans après... "Toujours là, toujours aux commandes." Dessin de Schrank paru dans *The Independent*, Londres.



Syrie. L'inquiétante volte-face de Macron

Pour le président français, le départ de Bachar El-Assad n'est plus un préalable indispensable à la résolution du conflit syrien. Un changement diplomatique que déplore cet editorialiste libanais.

—L'Orient-Le Jour Beyrouth

Etincelant homme du renouveau, Emmanuel Macron doit à sa très honorable carrière de banquier d'affaires son goût de la logique ; il sait évaluer actif et passif à leur juste valeur et gérer aussi bien les pertes que les profits. C'est dès lors sous le signe du pragmatisme qu'il vient de reléguer au musée la ligne dure longtemps prônée par la France au sujet de la Syrie : ligne aux contours devenus toutefois bien flous, François Hollande n'ayant jamais eu, en réalité, les moyens de son intransigeance.

Pour peu que l'on sacrifie, à son tour, à la règle de réalisme, il faut bien constater que sur plus d'un des points abordés dans son interview à un groupe de journaux européens, le nouveau patron de l'Élysée ne manquera pas de convaincre. Que la lutte contre le terrorisme figure désormais ainsi en tête des priorités de la France, durement frappée par ce fléau, est plus que normal, et d'ailleurs pas nouveau. Que par voie de conséquence le départ de Bachar El-Assad ne soit plus une condition préalable à toute solution en Syrie est tout aussi évident : tout à ses divisions, l'opposition syrienne se trouve incapable en effet d'aligner un candidat légitime à la succession du chef de l'État syrien.

Mais à quelle légitimité Assad lui-même peut-il encore prétendre, après tant de morts, d'exodes et de destructions ? C'est

précisément sur ce terrain, celui d'un cas Assad dégarni désormais de tout caractère d'urgence, que l'argumentaire d'Emmanuel Macron montre des signes d'essoufflement. Par le fait (et la faute !) d'une formulation des plus maladroitement, la logique macronienne est même susceptible d'en heurter plus d'un, et pas seulement parmi les populations que s'est acharné à martyriser le régime baasiste. Car aux termes de cette logique, et du moment que l'ennemi, une fois de plus, est le terrorisme, Bachar n'en est pas un : cela au motif qu'il est, lui, l'ennemi de son propre peuple.

Le président français peut pourtant se voir reprocher de soustraire péremptoirement

l'Hexagone, patrie des droits de l'homme et des libertés publiques, d'une humanité envers laquelle le raïs syrien s'est rendu coupable de crimes qualifiés et abondamment répertoriés. Invoquant à juste titre le désastreux précédent libyen, le président Macron plaide en outre pour la stabilité de la Syrie, car il ne veut pas d'un État failli, un de plus. Or, prêcher pour la stabilité sans autre impératif, sans assortir ce mot de la moindre astreinte ou condition, c'est entretenir la chimère d'une Syrie enfin en paix avec elle-même à l'ombre d'une dictature particulièrement sanguinaire. C'est parler de corde dans la maison d'un pendu.

Car c'est bien une stabilité exemplaire, troublée seulement par la sanglante insurrection de Hama, qu'avait assurée d'une main de fer, trois décennies durant, Assad père. Et c'est le même et sinistre type de stabilité que prône son fils et successeur. Qui, de surcroît, et fidèle à une longue tradition, ne s'est pas privé de faire violence au Liban voisin, ce vieil ami de la France. Stabilité, vraiment ?

—Issa Goraieb
Publié le 24 juin

Le régime applaudit

●●● "Le vrai *aggiornamento* que j'ai fait sur ce sujet, c'est que je n'ai pas énoncé que la destitution de Bachar El-Assad était un préalable à tout. Car personne ne m'a présenté son successeur légitime !" Dans un entretien à huit journaux européens, publié le 22 juin, Emmanuel Macron a établi ses priorités pour le dossier syrien : la lutte contre les groupes terroristes, la stabilité de l'État syrien, l'interdiction des armes chimiques, la protection de l'aide humanitaire et le respect des minorités. Dès le lendemain de la publication, le journal du parti Baas de Bachar El-Assad, **Al-Baath**, titrait sur "la volte-face des pays occidentaux". Le quotidien du régime syrien salue cette évolution de la diplomatie française et affirme qu'"après l'échec de tous les paris sur les mouvements terroristes pour porter atteinte à l'État patriotique syrien, après l'échec du complot ourdi par les soutiens du terrorisme et ses initiateurs, après que le terrorisme s'est retourné contre ses créateurs, les pays occidentaux commencent à faire volte-face et à changer leur position sur la crise syrienne, afin de trouver une nouvelle posture pour sauver la face."

ILS PARLENT DE NOUS

BJØRN WILLUM, correspondant de la radio publique danoise (DR).

"Les mailles du filet se resserrent sur les politiques français"

Pour une affaire, François Bayrou a renoncé à son poste de ministre. La vie politique française est-elle en train de changer ?



Celui qui portait la loi sur la moralisation de la vie politique s'est fait prendre la main dans le sac, avec son parti... Cela en fait rigoler plus d'un au Danemark, et cette situation en dit long sur la vie politique française. L'autre jour, une amie danoise m'a demandé, sans rire, s'il existait encore des hommes politiques suffisamment propres pour être ministres en France. Les témoignages dans cette affaire sont concordants et accablants – ce ne sont pas juste de petits soupçons –, ce qui justifie cette démission. François Bayrou, ou celui qui l'a décrétée, a pris la bonne décision, car cela risquait de ressembler à un vaudeville pendant encore longtemps.

Ce genre de décision augure-t-elle une nouvelle ère de moralisation politique en France ?

J'ai bon espoir pour la France en ce qui concerne les affaires et l'utilisation des fonds publics. On vient de vivre une campagne présidentielle qui a été décidée par les révélations du *Canard enchaîné*. L'affaire Fillon a marqué l'élection, mais aussi la vie politique française. La loi est devenue plus stricte sous François Hollande, et les mailles du filet se resserrent : on peut espérer qu'il y aura moins d'affaires dans le futur, pas parce que les hommes politiques français seront de meilleures personnes, mais parce qu'il sera plus risqué pour eux de s'aventurer sur ce terrain.

Le renouvellement des députés va-t-il dans ce sens ?

Beaucoup des nouvelles têtes à l'Assemblée nationale n'ont jamais fait de politique avant cette élection et n'ont pas été allaitées au principe qui veut que les puissants magouillent sans conséquences. On peut espérer qu'ils apportent un nouvel état d'esprit, et donc moins d'affaires et de malversations.

—Propos recueillis par
Courrier international



CONTROVERSE

Théâtre : peut-on mettre en scène la mort de Trump ?

Une adaptation de la pièce *Jules César* de Shakespeare a été jouée au Public Theater de New York du 23 mai au 18 juin. La mise en scène de l'assassinat du personnage principal, déguisé en Donald Trump, a suscité de nombreuses protestations.

OUI

L'art ne doit pas être censuré

—The Washington Post
(extraits) Washington

Bank of America et Delta Air Lines ont apporté leur triste contribution à la cause de l'illettrisme. Delta a retiré son soutien financier au Public Theater de New York [le 11 juin] et Bank of America a interrompu son financement du *Jules César* de William Shakespeare, à cause de la mise en scène, où le principal protagoniste est déguisé en président Trump.

Depuis son investiture, Trump a régulièrement fait l'objet d'assassinats imaginaires, tant dans la culture populaire que parmi les intellectuels. Et si les grandes entreprises ne tiennent pas à être associées à ces images, le fait de les traiter comme si elles étaient toutes les mêmes constitue un risque qui va bien au-delà de la marque de ces sociétés.

Disons-le clairement, puisqu'il le faut : la photo d'une tête tranchée et sanguinolente qui ressemble à celle du président, un clip vidéo où l'on voit un clown vêtu comme le président et affublé d'une coupe de cheveux défiant la gravité ou un Jules César portant une perruque blonde et une longue cravate démodée, tout cela ne nous dit pas la même chose.

Cette tête coupée et sanglante, par exemple, était brandie par la comédienne Kathy Griffin pendant une séance de photos [fin mai]. En se mettant en scène d'une façon rappelant plus les bourreaux de Daech que les activistes féministes, elle a accentué le choc vécu par le spectateur – et n'a donc absolument pas su faire passer le message qu'elle souhaitait sur l'opinion qu'a Trump des femmes. Par conséquent, les photos d'elle prises par un photographe sont un ratage artistique. Un avis que l'on peut partager sans pour autant les trouver scandaleuses.

Le président transformé en clown vient d'un clip du rappeur Snoop Dogg, qui se passe dans un monde peuplé de clowns. Le président n'était pas le seul à être présenté de façon grotesque et à gesticuler exagérément. Si les métaphores du clip ne semblent pas particulièrement sophistiquées, un message, au moins, est clair : ce président fictif est ridicule, car il reflète ce que l'on voit partout ailleurs dans la société qui l'a élu.

Et venons-en enfin à Jules César. Il est essentiel de rappeler que la pièce de

Shakespeare est une tragédie, et non une célébration pure et simple du régicide. Les Romains qui assassinent César le font pour plusieurs raisons, toutes n'étant pas nobles. Loin d'assurer leur triomphe, leur acte cause la perte des assassins. Les deux principaux conjurés se suicident. Vivant à Washington, il ne m'a pas été donné d'assister à la toute dernière production du Public Theater (du reste, je suis prête à parier que les dirigeants de Bank of America et de Delta Air Lines qui ont pris cette décision ne l'ont pas vue non plus). Mais il semble peu probable que le directeur artistique du théâtre, Oskar Eustis, dont les réalisations m'ont toujours paru empreintes de sensibilité et de réflexion, ait mis *Jules César* en scène de cette façon afin d'éradiquer toute la complexité de la pièce. Une production de *Jules César* qui fait allusion au gouvernement Trump pourrait aisément être considérée comme un avertissement quant aux gens qui réagissent au populisme par la violence plutôt que comme l'affirmation que Trump serait un dictateur en devenir.

Subtilité. Il importe, pour la bonne tenue de notre débat public, que nous puissions tous continuer à aborder l'art avec une subtilité, une intelligence et une curiosité dont les grandes entreprises sont apparemment incapables. L'élection présidentielle de 2016 a été une leçon éprouvante sur ce qu'il advient quand les citoyens ne s'informent qu'auprès des médias qui leur disent ce qu'ils veulent entendre. Les mois écoulés depuis l'investiture de Trump nous rappellent que tout peut toujours être pire. On peut rejeter l'art et les idées sans jamais y être directement confronté, et prendre des décisions en se fondant sur des informations de seconde main. Et si l'on se confronte effectivement à des sujets controversés, on peut nier qu'ils aient un sens subtil – voire qu'ils en aient seulement un – au profit d'interprétations qui correspondent à des idées politiques préétablies. Si vous pensez que les Américains ont déjà du mal à dialoguer aujourd'hui, le refus brutal d'écouter ce que l'on nous dit et d'admettre ce que l'on a sous le nez pourrait devenir la norme, une norme inquiétante.

L'art politique mettant en scène le 45^e président va se banaliser au fur et à mesure de son mandat. Vous pouvez choisir de tout haïr en bloc. Mais si vous comptez vous offusquer pour des raisons artistiques, essayez au moins d'abord de vous informer et de développer votre propre opinion, au lieu de laisser une grande entreprise ou un présentateur outré vous dire quoi penser.

—Alyssa Rosenberg
Publié le 12 juin

NON

C'est un message politique de mauvais goût

—The Washington Examiner
Washington

Dans une nouvelle mise en scène de *Jules César* produite par le Public Theater, institution new-yorkaise, le dictateur prend l'apparence de Donald Trump. Le tyran blond, en costume, subit le sort sanglant que Shakespeare lui a réservé – ce dont rêvent sans doute aussi certains opposants à Trump.

À la mi-juin, ne voulant pas se mettre à dos les clients qui soutiennent le président, Bank of America et Delta Air Lines ont annoncé qu'elles ne sponsoriseraient plus la pièce. Résultat : les progressistes ont piqué une crise. Le site Vox nous a évidemment gratifiés d'une tragédie en 4 000 mots, tout ça pour dire que les critiques de la pièce sont peu cultivés. Le PDG de Time Warner, Jeff Bewkes, a qualifié les critiques de cinglés et a affirmé son soutien à cette mise en scène. Au *Washington Post*, Alyssa Rosenberg a mis en garde [lire ci-contre] contre les benêts moutonniers, une catégorie à laquelle elle est persuadée de ne pas appartenir : "Quitte à être scandalisé par une œuvre d'art, essayez au moins de la voir pour vous faire une opinion."

Le monde entier est un théâtre, veut nous faire croire la gauche, et tous les sympathisants de Trump ne sont que des abrutis.

La gauche veut nous faire croire que les sympathisants de Trump ne sont que des abrutis.

Mais leur raisonnement est bancal. Si une pièce est délibérément mise en scène pour refléter la vie politique contemporaine – et c'est le cas de *Jules César*, dont les membres de la "résistance" collent des affiches –, ses créateurs ne peuvent échapper à la joute politique. Autrement dit, les cabotins ne peuvent nous servir une œuvre clairement propagandiste puis, face aux critiques, relever leurs jupons et s'égosiller : "Mais nous sommes des artistes !" C'était la marque de fabrique de l'humoriste Jon Stewart. Il doit son influence, sa renommée et sa popularité

à son émission, *The Daily Show*, qu'il avait transformée en commentaire politique de gauche. Mais quand il était critiqué, il tentait de s'en sortir en disant : "Je ne suis qu'un simple comique, comment pouvez-vous me prendre au sérieux ?" C'est la méthode du numéro "avec ou sans nez de clown", particulièrement hypocrite et lassante.

La mise en scène polémique de *Jules César* relève sans aucun doute du discours politique, c'est pourquoi une réaction politique est justifiée. Le hurlement cathartique des progressistes face à la sinistrose que suscite l'Amérique de Trump doit anticiper la réplique méprisante et agacée qu'il mérite.

Le *New York Times* l'a globalement admis dans une critique parue le 9 juin (avant que n'éclate l'ouragan de la polémique), en précisant qu'au moment de "la célèbre scène des funérailles, quand Marc Antoine expose non seulement le vêtement déchiré de César, comme l'écrit Shakespeare, mais aussi sa chair nue et blessée, même les spectateurs qui haïssent Trump se demanderont peut-être si la pièce n'est pas allée trop loin, un peu comme Kathy Griffin".

C'est une référence à une photo où cette humoriste, dont le mauvais goût est encore plus ignoble, brandit la fausse tête sanguinolente d'un Trump décapité. Ces spectacles incarnés et indécentes visent à satisfaire une soif rebutante qui accompagne la folie de la gauche depuis la victoire de Trump et sa propre répudiation. Le Public Theater connaît son public. Et tout comme les organisateurs d'un combat de gladiateurs, il sait ce que la foule aux abois, qui a payé sa place, désire plus que tout. Du sang.

Mais ni le théâtre ni le public ne peuvent râler quand d'autres rejettent leurs méthodes dramatiques, leurs messages idéologiques et leur mauvais goût.

La protection de la liberté d'expression est l'une des grandes beautés de notre république. C'est une garantie qui a une raison d'être. Comme l'a noté John Roberts, juge à la Cour suprême, en 2011, la Constitution est conçue "pour protéger les discours sur les questions publiques, même blessants, afin de ne pas étouffer le débat public".

Un théâtre a le droit de produire une mise en scène blessante. Mais ceux qui sont offensés par la pièce ont le droit de la critiquer et de ne pas la financer. Les artistes ne sont pas une classe à part. Ils bénéficient des mêmes protections que les autres citoyens.

Comme l'a appris Cinna le poète dans *Jules César*, l'artiste doit accepter l'avis de la foule. Elle est parfois bienveillante, mais ça ne l'empêche pas de s'exclamer de temps en temps : "Mettons-le en pièces pour ses mauvais vers !" —

Publié le 18 juin

d'un
continent
à l'autre.

moyen-
orient



France 16
Europe 18
Afrique 20

Arabie Saoudite. L'imprévisible prince héritier

Mohammed Ben Salman, récemment désigné pour succéder à son père, n'a rien d'un homme d'État. Il pourrait accorder quelques libertés son peuple, mais il risque d'allumer plusieurs feux dans la région, affirme l'opposante saoudienne Madawi Al-Rasheed.

—Middle East Eye (extraits)
Londres

Le 21 juin, le roi Salman a promu son jeune fils Mohammed prince héritier, après avoir évincé [son neveu] Mohammed Ben Nayef, ce dernier ayant officiellement demandé à être relevé de ses responsabilités de prince héritier pour “des problèmes d'ordre privé”. Par ailleurs, le roi a amendé certains articles de la Loi fondamentale de gouvernement, afin de passer à la règle de succession verticale, en vertu de laquelle le titre de roi sera désormais transmis de père en fils, et non plus d'un frère à l'autre, comme l'exigeait le mode de succession horizontale mis en place par le fondateur du royaume, le roi Ibn Saoud, en 1933.

En outre, une question essentielle – le roi abdiquera-t-il bientôt pour permettre à son fils de devenir roi de son vivant ? – reste sans réponse. Historiquement, aucun roi saoudien n'a abdicqué de son plein gré. Sans plus attendre, trente et un membres sur les trente-quatre que compte la Commission

d'allégeance, instance royale à vocation consultative, ont “voté” en faveur du nouveau rôle de Mohammed Ben Salman.

La Saudi News Agency a immédiatement publié une vidéo où l'on voit le jeune Mohammed remercier son cousin Ben Nayef de s'être retiré sans faire de vagues, et esquisser le geste de lui baiser le pied en signe de gratitude. Or cette nouvelle nomination est lourde de conséquences pour le royaume : Mohammed est un personnage imprévisible, d'où un climat d'incertitude.

Premièrement, sur le plan intérieur, Ben Salman va faire taire les voix dissidentes, mais autorisera certaines libertés individuelles, mises en place par sa nouvelle commission des loisirs, chargée d'assurer aux Saoudiens des “divertissements modérés”. Il n'est pas rare pour les dictateurs de laisser leurs sujets accéder à certaines formes de divertissement contrôlées, afin d'éviter qu'ils n'implosent. Les femmes seront aussi les symboles de la nouvelle modernité consummatrice de l'Arabie Saoudite, et elles pourraient bientôt avoir le droit de conduire des

voitures. À l'avenir, les Saoudiens pourront s'amuser jusqu'à un certain point sans être harcelés par la police religieuse.

Ben Salman va continuer à ignorer l'establishment wahhabite [les ultraconservateurs], pléthorique, marginalisé et discrédité. Mais il doit compter avec les Saoudiens qui ont rejoint le califat de l'État islamique (EI) et qui pourraient revenir de Syrie. Autant dire que le prince héritier n'aura pas toujours la partie facile.

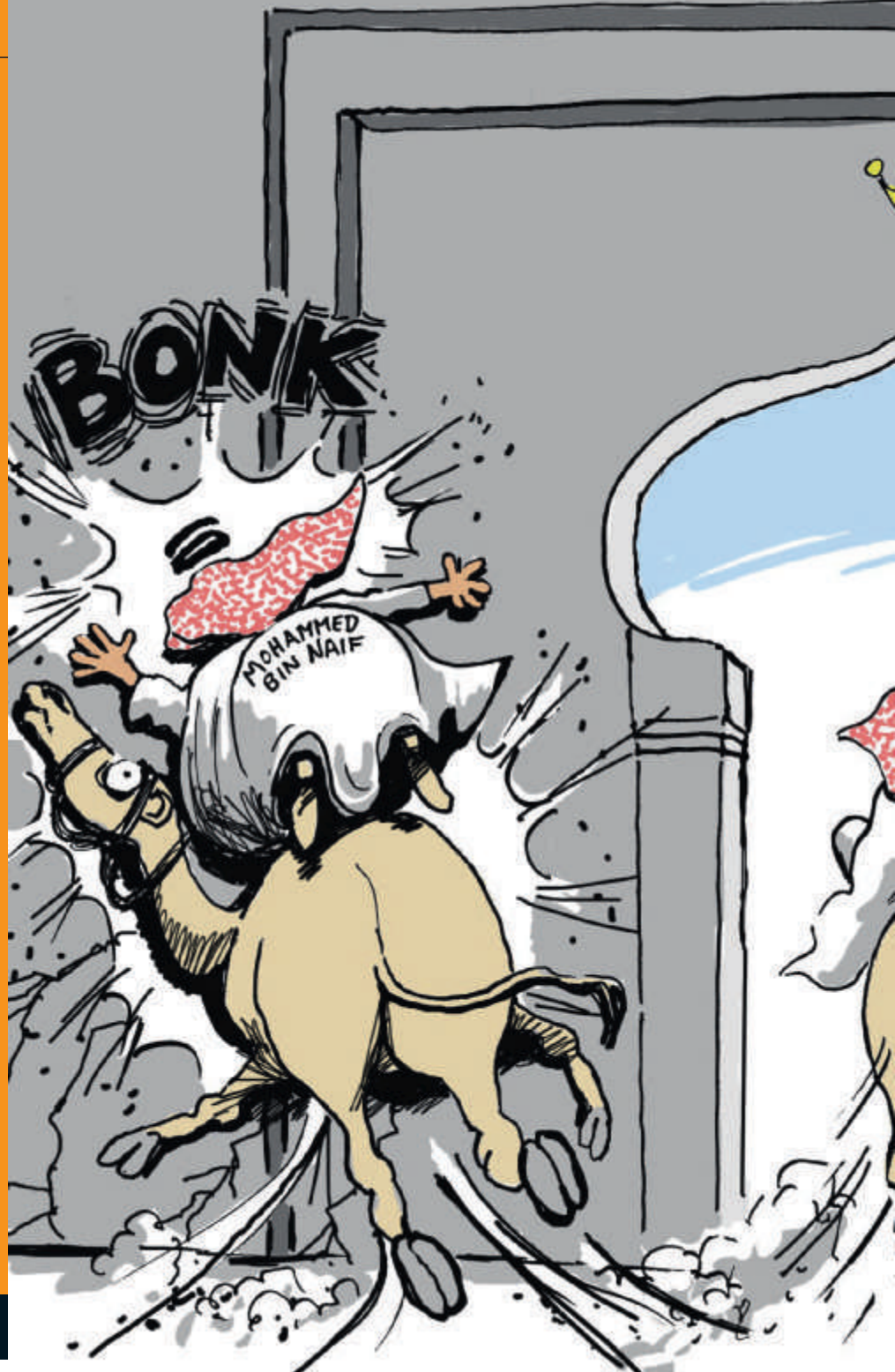
Courtiser Trump. Après 2001, quand Al-Qaida a été chassée d'Afghanistan, de nombreux Saoudiens qui avaient rallié cette organisation terroriste sont revenus, provoquant la pire crise liée au terrorisme que le pays ait jamais connue. L'EI a déjà revendiqué plusieurs attentats en Arabie Saoudite depuis 2015, mais les conceptions religieuses [la haine des chiïtes] de l'EI pourraient s'avérer utiles pour Mohammed Ben Salman, dans le contexte de la crise actuelle avec l'Iran.

Deuxièmement, sur le plan économique, les politiques incohérentes destinées à mettre

en place une économie néolibérale, comme réduire la dépendance du pays à l'égard du pétrole d'ici à 2010, tailler dans l'État providence, multiplier des privatisations ou encore vendre 5 % de la compagnie saoudienne Aramco sur les marchés internationaux avant septembre 2017, vont se poursuivre.

Ben Salman peut donc annoncer un jour que les Saoudiens doivent se serrer la ceinture puis les récompenser le lendemain de leur docilité en dégelant les salaires des fonctionnaires et en leur accordant des jours de congé supplémentaires. Mais il risque d'être difficile, avec plus de jours de repos et une productivité en berne, de faire de ce pays un paradis néolibéral.

Troisièmement, Ben Salman va avoir du mal à faire entendre son pays en tant que puissance régionale quand la Turquie, l'Iran et Israël cherchent actuellement à s'imposer en tant que médiateurs dans plusieurs conflits au sein du monde arabe. Il s'est déjà aliéné la Turquie et l'Iran – ce dernier ayant pris parti pour le Qatar lors de la dernière crise. Il a également promis de transférer la





← Dessin de Horsch, Allemagne pour **Courrier international**.

guerre en Iran, ce qui a été perçu comme une grave provocation.

Ben Salman n'a pas l'air de se rendre compte des implications de ses propos à l'emporte-pièce. Mais l'EI et lui pourraient bien coopérer, surtout depuis que l'EI est à cours de cibles en Syrie et en Irak. L'EI pourrait bien recevoir l'ordre de déplacer sa campagne terroriste en Iran après ses défaites à Mossoul et à Raqqa. Quant à Israël, Ben Salman va continuer à coopérer avec l'État hébreu en secret sur des questions militaires et commerciales, mais il ne faut pas encore s'attendre à voir le drapeau israélien flotter à Riyad.

Quatrièmement, le jeune prince va continuer à courtiser le président américain Donald Trump et troquer des contrats d'armement et des investissements contre son soutien – du moins en public. Trump est tout aussi imprévisible que Ben Salman, et les deux hommes peuvent se fâcher pour des

Difficile, avec plus de jours de repos et une productivité en berne, de faire de ce pays un paradis néolibéral.

brouilles. Pourtant, ils devraient maintenir de bonnes relations de façade jusqu'à ce qu'ils atteignent leurs objectifs dans leurs pays respectifs et à l'étranger.

Le nouvel héritier n'a visiblement pas de temps à consacrer à l'Europe en ce moment. Elle restera une destination touristique privilégiée où il pourra essayer son nouveau yacht [acheté en 2016 environ 500 millions d'euros] et une source imparable d'approvisionnement en armes. Ce qui veut dire que les marchands d'armes européens mais aussi les gouvernements britannique et français vont se battre pour obtenir les faveurs du jeune prince.

Ces deux pays ont en effet perdu leur prince saoudien préféré, Mohammed Ben Nayef. La Première ministre Theresa May va quant à elle avoir besoin du nouveau prince pour des raisons économiques, puisque le Royaume-Uni risque de ne plus peser bien lourd politiquement et économiquement après le Brexit.

Pour le moment, le royaume de Ben Salman est en train de prendre une certaine direction malgré l'ampleur des défis aussi bien sur le plan intérieur que régional. Cette nouvelle nomination ne sera sans doute pas remise en question par d'autres princes ou tribus au sein du pays, mais l'avenir n'est guère brillant. Ce prince n'a rien d'un conciliateur compétent ou d'un fin stratège. Il pense que l'argent résout tous les problèmes même s'il ne lui a servi à rien dans toutes les guerres et les conflits [au Yémen comme au Qatar] qu'il a commencés.

—Madawi Al-Rasheed
Publié le 21 juin

Bonne nouvelle pour Israël

Le futur dirigeant saoudien semble sur la même longueur d'onde que l'État hébreu.

—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

L'accession du prince Mohammed Ben Salman au titre de prince héritier d'Arabie Saoudite n'est pas une surprise. Âgé de 31 ans, il ne devrait pas tarder à succéder à son père Salman, que l'on sait malade. Cela fait deux ans et demi qu'il se prépare à cette succession en prenant au nom de son père des décisions capitales, notamment en ce qui concerne la guerre menée au Yémen, même si cette dernière n'est pas une réussite pour l'Arabie Saoudite.

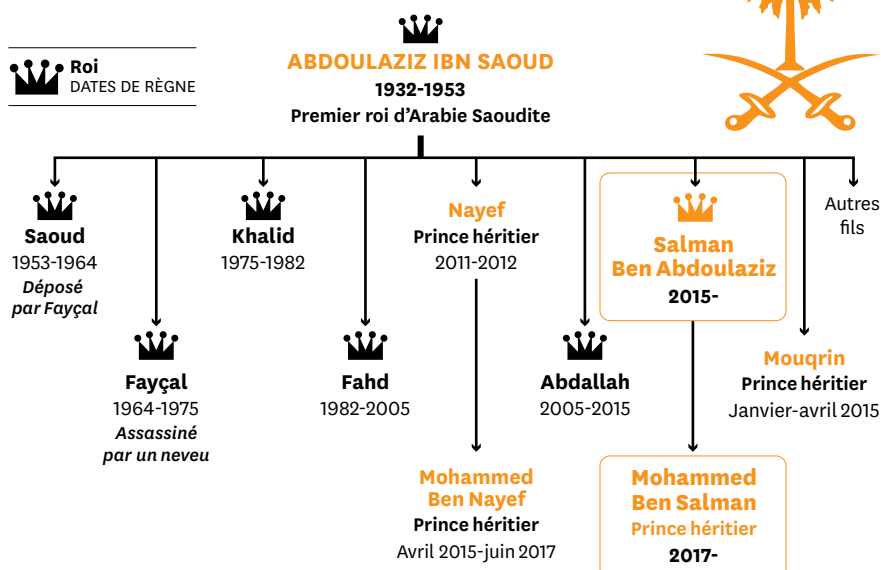
Depuis sa montée en puissance, Ben Salman a toujours été une bonne nouvelle pour Israël et les États-Unis. Ses prises de position virulentes contre l'Iran en ont fait un partenaire fiable, dans la lutte contre les ambitions iraniennes, mais également parce qu'il a la volonté de contrer l'influence de la Russie dans la région, de renverser le régime de Bachar El-Assad en Syrie et d'agir de manière radicale contre Daech et d'autres organisations extrémistes, des Frères musulmans au Hezbollah.

“Coups de fouet”. Bien que le roi Salman n'ait pas encore abdicqué, la détermination de Ben Salman à peser sur le Moyen-Orient s'est déjà fait lourdement ressentir par l'Égypte du président Abdel Fattah Al-Sissi et la Jordanie du roi Abdallah. Leurs pays ont dû subir les “coups de fouet” de Ben Salman pour leurs “comportements”. L'Arabie Saoudite a interrompu il y a six mois ses fournitures en pétrole à l'Égypte en représailles à l'adhésion du Caire à la proposition russe de règlement de la guerre syrienne. Quant à la Jordanie, elle a vu l'aide saoudienne suspendue à cause du refus d'Amman de laisser les forces du Conseil de coopération du Golfe opérer contre l'armée syrienne à partir du territoire jordanien.

Enfin, selon plusieurs médias arabes, Ben Salman aurait rencontré à plusieurs reprises de hauts responsables israéliens. L'une de ces rencontres se serait déroulée en 2015 à Eilat, sur le sol israélien. De même, il aurait participé à plusieurs réunions de coordination entre la Jordanie, Israël et les États-Unis. La grande inconnue reste sa volonté de relancer le processus de paix israélo-palestinien – et sa capacité à le faire –, comme le voudrait le président Donald Trump, sans parler de l'établissement de relations explicites avec Israël.

—Zvi Barel
Publié le 21 juin

La famille royale saoudienne



Les ateliers de Couthures

FESTIVAL INTERNATIONAL du JOURNALISME VIVANT

du 27 au 30 juillet 2017

Témoignages, spectacles, ateliers, débats, projections... Plus de 120 interventions animées par des journalistes du Groupe Le Monde et d'ailleurs ! Venez les rencontrer et échanger avec eux, dans l'atmosphère conviviale d'un village en bord de Garonne.



Allain Bougrain-Dubourg

Barbara Hendricks

Brigitte Gothière



Christian Clot

Claus Drexel

Iris Radisch



Jean-Claude Guillebaud

Jean-Charles de Castelbajac

Julia Korbik



Nassira El Moaddem

Plantu

Ric O'Barry

Informations et réservations :
LES-ATELIERS-DE-COUTHURES.FR



IRAN

En attaquant Daech, Téhéran vise l'État hébreu

L'Iran a réussi à frapper Daech avec des missiles d'une portée de 700 kilomètres. Avec ces tirs, la République islamique démontre à Israël, aux pays arabes et aux États-Unis qu'elle détient une force balistique digne d'une grande puissance.

—Yediot Aharonot (extraits)
Tel-Aviv

L'attaque menée par l'Iran [tirs de missiles] en Syrie, le 18 juin, devrait sonner l'alarme non seulement en Israël, mais aussi dans les États arabes du Golfe et aux États-Unis. Cette frappe balistique marque une escalade significative dans l'ingérence iranienne en Syrie. Le fait que les missiles ont atteint leurs cibles à 600 kilomètres de distance montre que, désormais, l'Iran dispose d'autres options que le Hezbollah pour affronter Israël.

Avec ces tirs, l'Iran s'est fixé plusieurs objectifs. Il s'agissait d'abord de redorer l'image du régime après les attentats menés [le 7 juin] sur son territoire par les terroristes de Daech qui, en parvenant à tuer 17 civils iraniens, ont créé un climat d'insécurité sans précédent dans la population et, surtout, ont sérieusement mis à mal l'image d'invincibilité des Gardiens de la révolution [ou pasdarans, milice au service du guide suprême iranien]. Le régime a en outre été déstabilisé par le fait que les assaillants, des Iraniens sunnites, sont originaires de deux de ses provinces, le Baloutchistan, dans l'Est, et l'Ahvaz, dans l'Ouest, et se sont revendiqués de l'État islamique.

Ensuite, les tirs de missiles sol-sol visaient à frapper mortellement des miliciens de Daech dans leurs bastions et à leur montrer que Téhéran a le bras long et peut atteindre les villes syriennes de Deir Ez-Zor et Palmyre. Et, qui sait ? bientôt Daraa, proche de la frontière jordanienne, que le régime syrien et les Russes tentent de reprendre.

En tirant avec une relative précision des missiles d'une portée de 700 kilomètres, l'Iran vient de démontrer qu'il détenait désormais une capacité de dissuasion régionale, voire mondiale. Jusqu'alors, seuls les États-Unis et la Russie avaient eu recours à des tirs d'une telle portée au Moyen-Orient.

Officiellement, les Iraniens ont déclaré avoir lancé six missiles d'une portée de 700 kilomètres et ont qualifié ces tirs de "réussite limitée", sans plus de précisions. Les engins tirés par l'Iran sont-ils de simples missiles de croisière ou des missiles balistiques ? Cette question est importante, dès lors que ces derniers peuvent porter une ogive chargée de centaines de tonnes d'explosif.

Comme nous ne connaissons pas le niveau de précision des projectiles de l'Iran, tout ce que nous pouvons supposer, c'est que Téhéran a profité de l'occasion offerte par les attentats commis par Daech sur le sol iranien pour lancer plusieurs types de missiles de croisière et de missiles balistiques et ainsi tester le degré de précision et de fiabilité de ses armes de longue portée. Tant que l'Iran n'aura pas fini d'évaluer les résultats de ce test grandeur nature, il ne livrera aucune information sur les types d'engins tirés, leur précision et leur performance létale.

Cette nouvelle donne devrait néanmoins susciter beaucoup d'inquiétude en Israël. Désormais, il est raisonnable de conclure que l'Iran est tout simplement en capacité de frapper le plateau du Golan [territoire syrien annexé par Israël], voire des cibles plus centrales sur le territoire israélien. En effet, les Iraniens n'essaient même plus de cacher le fait qu'ils disposent de missiles

Mettre un coup d'arrêt au programme balistique iranien. Par les voies diplomatique ou militaire.

Shahab-3 d'une portée de 1 400 kilomètres et de missiles de croisière d'une portée de plus de 2 000 kilomètres, même si leur précision est encore aléatoire.

Les tirs iraniens du 18 juin devraient contraindre Israël à s'emparer de cette question vitale pour sa sécurité et à faire pression sur l'administration Trump pour qu'elle mette un coup d'arrêt au programme balistique iranien. Par la voie diplomatique. Ou par la voie militaire.

Ces tirs constituent un sérieux avertissement aux États arabes du Golfe, qui font partie de la coalition sunnite proaméricaine au Moyen-Orient. Les champs pétrolifères et les installations militaires de ces pays sont situés à seulement 400 kilomètres du territoire iranien et sont donc extrêmement vulnérables. Quant aux États-Unis, ils ont également du souci à se faire. Leurs bases aériennes, leurs bases navales et leur commandement régional au Qatar sont désormais à portée des missiles iraniens.

—Ron Ben Yishay
Publié le 19 juin



Corée du Nord. La Chine n'a pas la solution miracle

Le président américain mise sur les pressions que Pékin exercerait sur Pyongyang pour obtenir l'arrêt de son programme nucléaire. Or la Chine a tout à perdre à lancer des initiatives qui rompraient un équilibre précaire.



—The Washington Post
Washington

La Corée du Nord est devenue un sujet brûlant : le président américain Donald Trump a indiqué qu'il entendait régler enfin le "problème nord-coréen" – autrement dit, forcer la Corée du Nord à se dénucléariser.

Rien d'exceptionnel : depuis vingt-cinq ans, tout nouveau président des États-Unis promet de faire quelque chose pour stopper les ambitions nucléaires de ce pays. Certains ont tenté de le faire par la négociation, d'autres ont accentué les pressions, mais aucune approche n'a abouti à ce jour.

Le gouvernement Trump choisit d'adopter une ligne dure, à une inflexion près cependant : il espère amadouer la Chine pour la convaincre de se joindre à lui dans l'adoption de sanctions vraiment sévères à l'encontre du régime

nord-coréen. La question a été abordée durant le sommet Trump-Xi Jinping d'avril dernier. Le gouvernement américain aurait fait part de sa volonté de revenir sur certaines dispositions antichinoises prises par les États-Unis, y compris sur quelques points commerciaux sensibles, si la Chine "coopère pleinement" en durcissant sa position vis-à-vis de la Corée du Nord.

Désastre économique. Le gouvernement américain part en effet du principe que la Corée du Nord pourrait se retrouver au bord du désastre économique en cas de sanctions chinoises à son encontre, ce qui pourrait amener Pyongyang à revoir ses ambitions nucléaires. Tabler sur un tel scénario paraît raisonnable : la Chine contrôle environ 90 % du commerce extérieur nord-coréen et fournit au pays une aide vitale, notamment par l'envoi de carburants subventionnés.

Le problème est que Pékin a de bonnes raisons de ne pas se montrer trop dur envers Pyongyang. Même si les dirigeants chinois n'apprécient pas le programme nucléaire de la Corée du Nord, ils craignent que des sanctions totales ne mettent le pays à deux doigts d'un effondrement économique, prélude possible à une désintégration politique. De leur point de vue, une Corée du Nord en état de guerre civile constituerait une plus grande menace qu'une Corée du Nord possédant l'arme nucléaire mais relativement stable comme aujourd'hui. Plus grave encore, une crise en Corée du Nord pourrait aboutir à une réunification à l'allemande des deux Corées sous le contrôle de Séoul, autrement dit à l'émergence d'un État coréen unifié, démocratique et nationaliste, vraisemblablement allié des États-Unis. Ce n'est pas une issue que Pékin verrait d'un bon œil.

De plus, les experts chinois savent que la Corée du Nord considère l'arme nucléaire comme le seul garant de la survie du régime, et que de ce fait elle n'abandonnera pour rien au monde ses bombes nucléaires, même confrontée aux pressions les plus fortes que l'on puisse imaginer. C'est pourquoi il est peu probable que le boycott chinois de la Corée du Nord – que le gouvernement Trump appelle de ses vœux – produise l'effet désiré (celui de la dénucléarisation du pays) ; il a beaucoup plus de chances de déclencher le genre de crise que la Chine redoute. Le gouvernement américain fait donc fausse route avec de telles attentes. Pékin préférera subir les conséquences d'une guerre commerciale avec Washington plutôt que celle d'une guerre réelle à sa porte.

Gagner du temps. Devons-nous regretter le fait que Trump semble parti pour rester dans son rêve chinois encore quelques mois ? Peut-être pas, car les autres solutions sont bien pires.

La première des options de remplacement pourrait consister à négocier, mais cela ne marcherait pas non plus. Kim Jong-un est convaincu qu'avant toute négociation il lui faut développer et déployer des missiles balistiques intercontinentaux capables de frapper les États-Unis sur leur sol. Ses ingénieurs, qui travaillent sur ce projet à une vitesse remarquable, pourraient bien y parvenir d'ici quelques années, voire quelques mois, même si Trump a tweeté en janvier que "cela n'arrivera pas".

Par conséquent, une fois qu'il sera devenu évident (une fois de plus !) que ni les sanctions ni les négociations ne sont efficaces, et que la Corée du Nord est tout près de devenir le troisième pays du monde capable en théorie d'effacer San Francisco de la carte, comment le président américain réagira-t-il ? La possibilité de frappes militaires peut être envisagée, de moins c'est ce que certaines personnes occupant des postes-clés au gouvernement ont laissé entendre à maintes reprises.

Cependant, la Corée du Nord est capable de répliquer, et a d'ailleurs de fortes chances de le faire, peut-être en lançant des tirs de barrage sur Séoul, la gigantesque capitale située juste de l'autre côté de la frontière entre le Nord et le Sud. En pareil cas, les Sud-Coréens riposteraient, et en un rien de temps les États-Unis se retrouveraient

Contexte

●●● La Chine et les États-Unis ont tenu le 21 juin leur première session de "dialogue diplomatique et de sécurité", au cours duquel les deux pays ont réaffirmé leur objectif commun de dénucléarisation de la Corée du Nord, écrit le site **Politico**. Pyongyang représente aujourd'hui "la menace la plus prononcée dans la région", a déclaré le secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, dans une conférence de presse. Commentant le décès le 19 juin de l'étudiant américain Otto Warmbier, rapatrié dans le coma et mort six jours après son retour de Corée du Nord, le ministre de la Défense, Jim Mattis, a ajouté que cette affaire "[fallait] au-delà de toute compréhension". Le jeune homme avait passé dix-huit mois en détention, accusé de vol d'une affiche de propagande lors d'un séjour touristique à Pyongyang.

engagés dans une guerre au sol en Asie.

Aussi devons-nous peut-être nous montrer reconnaissants à l'égard des Chinois qui étudient en ce moment une coopération avec les États-Unis au sujet des sanctions, ce qui leur permet de gagner du temps tout en arrachant des concessions aux États-Unis dans d'autres domaines. Une guerre serait une option bien pire. On peut peut-être également espérer que Trump croie suffisamment longtemps au miracle chinois pour qu'il ait le temps d'apprendre la leçon que ses prédécesseurs ont dû accepter à contrecœur, à savoir que le problème nucléaire nord-coréen ne peut se résoudre facilement. Dans le passé, il a fallu en général à chaque nouvelle administration américaine un ou deux ans avant de finir par accepter cette vérité dérangeante.

—Andrei Lankov*
Publié le 15 juin

* Professeur d'histoire coréenne à l'université Kookmin de Séoul



france

Paris - Berlin. L'histoire d'amour recommence



FOCUS

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, le couple franco-allemand est de nouveau au centre du jeu européen. De l'autre côté du Rhin, on ne regarde plus l'Hexagone de la même manière.



— **Frankfurter Rundschau** Francfort

Après chaque sommet européen, les participants se livrent à une mise en scène selon un rituel bien établi : chacun explique aux caméras et aux micros ce que le sommet a décidé et ce qu'il a lui-même obtenu pour son pays. Si on réunit toutes ces interventions, il y a toujours 28 vainqueurs en Europe.

En ce sens, c'est un signal inhabituel qu'ont émis le 23 juin la

chancelière Angela Merkel (CDU) et le nouveau président français Emmanuel Macron : ils sont apparus ensemble à la fin des délibérations pour exprimer fermement leur intention de donner un nouvel élan au projet européen.

Il ne saurait y avoir le moindre doute : la France et l'Allemagne entendent reprendre ensemble la direction de l'Europe. Merkel en a été pendant des années le numéro un incontesté, ce qui était dû non seulement à sa force, mais aussi à la faiblesse de Nicolas Sarkozy

et de François Hollande. Ce n'est que pendant la phase difficile de la crise de l'euro que Merkel et Sarkozy avaient constitué une équipe solide, qui avait rapidement été baptisée "Merkozy". Nous voilà aujourd'hui avec un nouveau duo, "Mercon", qui souhaite relancer l'Europe. Il y a beaucoup à faire. Il faut à nouveau stabiliser la zone euro ; Berlin et Paris planchent déjà sur des propositions communes en ce sens. Les agissements perturbateurs du président américain, Donald Trump, ont contribué à

faire prendre conscience à l'Europe qu'elle devait prendre son indépendance vis-à-vis des États-Unis. Elle travaille donc déjà à une union de la défense, où Français et Allemands comptent bien être à l'avant-garde. Il faut surmonter la crise des réfugiés, lutter contre le terrorisme, sauver le libre-échange et l'accord de Paris sur le climat. En bref, il s'agit de s'affirmer et d'assurer sa sécurité à l'heure de Donald Trump et du Brexit.

Tout cela a déjà un titre : une Europe qui protège. C'est la réaction positive à l'euro-scepticisme et à l'antimondialisation de droite et de gauche. Macron vient de remporter triomphalement deux élections avec ce projet politique, et Merkel le suit. Trois mois avant les élections au Bundestag [le 24 septembre], elle est non seulement la reine des sondages, mais aussi la chancelière de l'Europe. Martin Schulz (SPD), son adversaire social-démocrate, ne parvient pas à imposer sa marque dans ce domaine, comme dans tant d'autres, alors qu'il a été président du Parlement européen et chef du groupe parlementaire SPD pendant de nombreuses années, et à ce titre l'un des hommes les plus influents à Bruxelles.

Paris se prépare d'ores et déjà à travailler avec Merkel pendant les prochaines années. Les gouvernements des deux pays se retrouveront mi-juillet pour discuter et mettre au point de nouveaux pro-

L'Allemagne et la France entendent reprendre la direction de l'Europe.

jets. Le sommet du G-20 aura eu lieu peu de temps auparavant [les 7 et 8 juillet] à Hambourg. Merkel et Macron comptent ici aussi parler d'une seule voix.

Emmanuel Macron confère un nouvel éclat au projet européen, et une partie de cet éclat rejaillit sur Merkel. Il sera intéressant de voir pendant combien de temps. Macron a promis aux Européens de réformer son pays. Il compte commencer par le marché du travail, dans les semaines et mois à venir. Il va devoir compter sur une résistance farouche de la rue. Le prochain sommet européen aura lieu en octobre. On a hâte de voir si Macron rayonne toujours autant d'ici là.

— **Thorsten Knuf**
Publié le 23 juin

✓ *Dessin de Ruben, Pays-Bas.*

Tous amis de Macron

À l'approche des élections au Bundestag, Angela Merkel et Martin Schulz rivalisent pour bénéficier de l'aura du nouveau président français.

— **Süddeutsche Zeitung** Munich

Depuis quelques semaines, il ne se passe pas une journée sans qu'Angela Merkel ne cite le nom d'Emmanuel Macron – un peu comme un enfant ne peut lâcher son nouveau doudou. Elle ne tarit pas d'éloges sur sa "superbe campagne contre le populisme". Après le retrait américain des accords de Paris sur le climat, elle n'a pas manqué de souligner qu'elle s'était déjà entendue avec Macron sur le sujet. Face au président ukrainien, elle a assuré que Macron serait prêt à poursuivre le processus des accords de Minsk. Macron par ci, Macron par là, le président français est omniprésent dans le discours de la chancelière.

Concurrence. Elle n'est pas la seule : la concurrence ne dort pas. Ainsi, le ministre social-démocrate des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel (SPD), a tenu à accueillir Emmanuel Macron en personne – et avec quelques journalistes – sur le tarmac de l'aéroport de Berlin le 15 mai. Pas question pour l'ancien ministre de l'Économie de laisser une caméra repartir sans avoir réaffirmé l'étroitesse de ses liens avec l'ancien conseiller économique de François Hollande. Le patron du SPD [et candidat à la chancellerie], Martin Schulz, n'est pas en reste et ne perd pas une occasion de mettre en avant son amitié avec Macron. Prononcez le nom du président français et aussitôt Schulz vous confiera qu'il s'est justement entretenu longuement avec lui peu de temps auparavant.

À l'approche des élections législatives allemandes, on s'arrache le nouveau locataire de l'Élysée. Les deux candidats, Merkel et Schulz, tous deux sexagénaires, cherchent manifestement à profiter un peu de la fraîcheur de ce

↳ Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

président à peine quadragénaire et de redorer leur blason, quelque peu terni. Lors de la visite de Macron à la chancellerie, c'est Angela Merkel qui a suggéré à son hôte d'aller saluer la foule de ses sympathisants depuis le balcon.

Facilité. En tant que chancelière, Angela Merkel a évidemment la partie plus facile. Lors des sommets internationaux, une relation de confiance s'est rapidement instaurée. Pas une ombre au tableau : elle se félicite de la facilité avec laquelle Paris et Berlin se retrouvent sur la même longueur d'onde. Elle a même été jusqu'à faire fi de la traditionnelle solidarité entre partis frères des familles parlementaires européennes pour souhaiter publiquement à La République en marche une large victoire aux élections législatives – pas un mot pour Les Républicains.

Jusqu'à présent, Emmanuel Macron a su habilement jouer de cette sympathie débordante. Dans son programme, il a de quoi satisfaire chacun des deux partis allemands, mais aussi des projets qui pourraient soulever des difficultés. De leur côté, conservateurs et sociaux-démocrates n'ont aucune divergence sur l'urgente nécessité de réformer la France.

Bien que le SPD n'aime guère entendre Macron citer en exemple Gerhard Schröder [ex-chancelier social-démocrate, instigateur de l'Agenda 2010 et des réformes économiques radicales en Allemagne], il apprécie que Macron fasse de la politique d'investissement un point fort de son programme. Que cela inclue une augmentation substantielle des dépenses militaires, conformément aux objectifs de l'Otan, répond à son tour parfaitement aux attentes d'Angela Merkel. À l'inverse, l'équilibre de Macron entre l'option du libre-échange et la défense de l'emploi va plutôt dans le sens des sociaux-démocrates.

— Nico Fried
Publié le 19 juin



Le français, c'est l'avenir !

Le renforcement des liens franco-allemands doit passer par l'apprentissage des langues chez les plus jeunes, assure le journal de Francfort.

— Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung
Francfort

Cours d'anglais, CE1. Les élèves braillent "Head, shoulders, knees and toes" et désignent tête, épaules, genoux et orteils avec l'enthousiasme que seul un enfant de 7 ans peut manifester. Bonne nouvelle : aujourd'hui, presque tous les enfants allemands apprennent une langue étrangère dès l'école primaire. Moins bonne nouvelle : c'est presque toujours l'anglais. L'anglais était au programme de 1,7 million d'écoles primaires en Allemagne l'année dernière.

Parler français, c'est faire renaître l'idée européenne, c'est la liberté de penser.

Seules 100 000 écoles proposaient le français – et le plus souvent dans les régions frontalières de la France. La plupart des élèves commencent le français plus tard, comme deuxième langue étrangère. Les méthodes sont donc différentes – moins de jeu, plus de grammaire – et beaucoup d'entre eux l'abandonnent au lycée.

Reprendre confiance. Ça doit changer. Avec le Brexit, le français est plus important que jamais, pour les Allemands comme pour les autres Européens. En 2017, la France et l'Allemagne sont les deux noyaux de l'Union européenne, qui ne peut fonctionner sans elles : elles sont le moteur et le centre de gravité. Il faut que les Français connaissent l'allemand et les Allemands le français pour que l'Europe reprenne confiance.

Emmanuel Macron en est conscient. Dès sa première

visite à Angela Merkel, le nouveau président a annoncé le retour des classes bilingues, que François Hollande avait supprimées. Ces classes existent aussi en Allemagne : les élèves ont davantage d'heures de français et suivent au moins une matière enseignée dans la langue de Molière, comme l'histoire ou la biologie – une ouverture sur la culture et, plus concrètement, une aide pour leur future vie professionnelle.

Élan. L'élection d'Emmanuel Macron donne des ailes aux experts allemands, qui, avec leurs collègues français, cherchent à renforcer le "franco-allemand", c'est-à-dire les échanges culturels et linguistiques. L'administration entend "exploiter l'élan actuel" pour promouvoir le français dans les écoles allemandes.

Peu importe ce qu'il adviendra de l'anglais dans l'UE. Seule une minorité des élèves fera carrière à Bruxelles – où, traditionnellement, le français prédomine de toute façon et peut-être encore plus à l'avenir. Depuis le Brexit, Jean-Claude Juncker lui-même, le président de la Commission européenne, ne s'adresse plus en anglais au Parlement, mais à moitié en français et à moitié en allemand. Et il n'y a pas que l'administration européenne : ce sont surtout les entreprises qui fournissent des emplois. Or le resserrement de la coopération politique devrait se traduire par l'augmentation des échanges économiques.

Autre environnement à tenir à l'œil : l'enseignement professionnel, où le français n'est que très rarement enseigné – vingt fois moins que l'anglais et deux fois moins que l'espagnol. L'année dernière, seuls 70 000 élèves l'ont étudié. On ne peut pas continuer ainsi. Réformer les programmes scolaires est difficile mais, tant que ce ne sera pas le cas, il faudra bombarder élèves et professeurs d'offres d'apprentissage du français.

L'élection de Macron donne des ailes aux partisans des échanges culturels.

Il ne s'agit pas de limiter la pratique de l'anglais. Ce ne serait d'ailleurs pas possible : il y a trop de livres, de films ou de chansons dans la langue des Britanniques, des Américains et des citoyens du monde. Ce qui est bien dans le multilinguisme, c'est qu'il ne s'agit pas de faire un choix mais de pouvoir choisir. Et c'est pour cela qu'il faut renforcer le français chez les plus jeunes, pour qu'ils l'absorbent très tôt et se plaisent à l'apprendre, et chez les collégiens, qui passent des années à étudier sans joie. Le français, perçu comme une langue difficile, est de plus en plus concurrencé par l'espagnol, le russe et le chinois. De nombreux élèves l'abandonnent à la première occasion.

Antipopuliste. Il faut donc maintenant rendre plus attrayantes les nombreuses offres de programmes, de concours, de certificats et de diplômes que propose l'enseignement général pour redorer l'image du français. Écoles, responsables politiques et parents d'élèves ont tous un rôle à jouer à cet égard. Et ce ne sont pas les arguments qui manquent, à chaque élève le sien. Parler français, c'est faire renaître l'idée européenne, c'est le monde libre, la liberté de penser. C'est aussi une langue pour ceux qui souhaitent contrecarrer les courants politiques qui prospèrent actuellement en Europe comme aux États-Unis. Le français est l'ambition, le désir d'avoir un bon travail, bien rémunéré. Et il peut même permettre de sauver le monde : il est parlé dans de très nombreux États d'Afrique, dont les populations croissent rapidement. N'est-ce pas assez de bonnes raisons ? Les enfants, le français, c'est l'avenir. N'abandonnez pas, lancez-vous !

— Florentine Fritzen
Publié le 21 mai



PARIS 89 FM
DANIEL DESEQUELLE
CARREFOUR DE L'EUROPE
DIMANCHE 18H10

En partenariat avec 

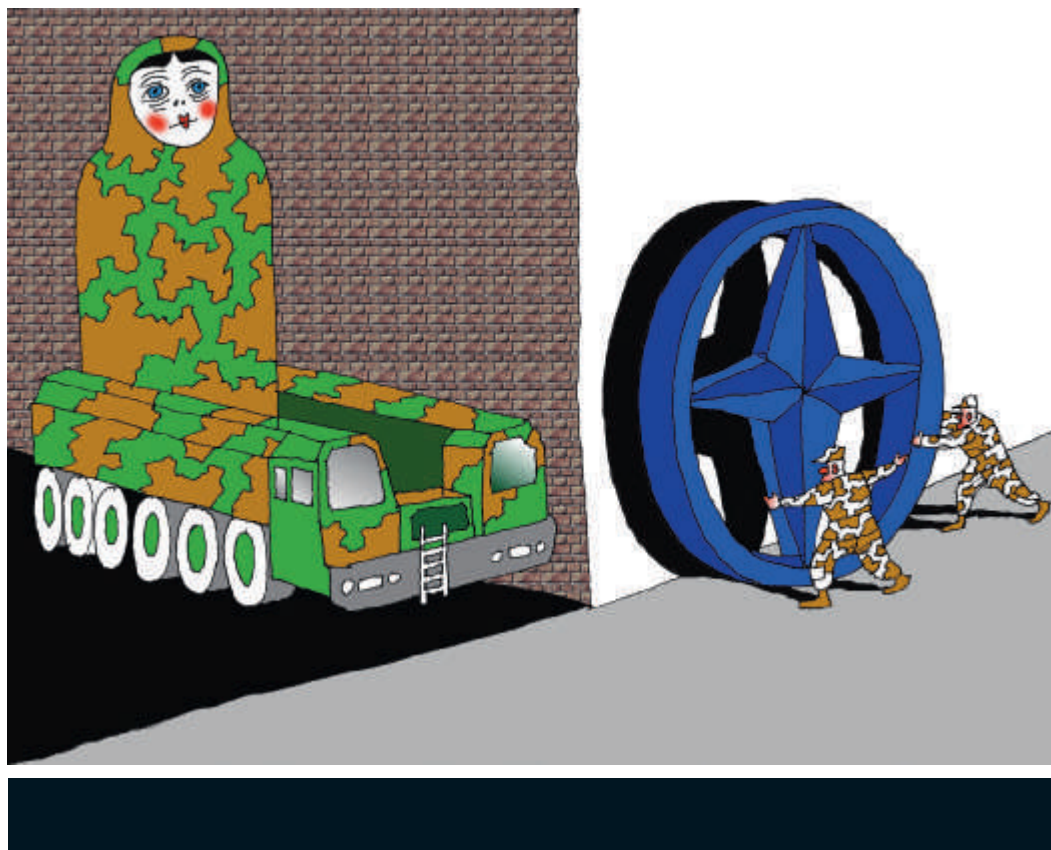




europa

Lettonie. Chouette, les Américains débarquent !

Des canalisations en surrégime, une pénurie de mousse à raser... Dans le village d'Adazi, près de Riga, où les troupes de l'Otan ont débarqué, la population tente de s'adapter.



—Ir (extraits) Riga

Matthew Buchanan a 20 ans et garde sous son lit un paquet de petits ours Haribo. Le jeune Américain venu de Floride se réveille à cinq heures chaque matin, avale son petit déjeuner et se met au travail sur la base militaire, où il s'emploie à augmenter son endurance physique et à améliorer sa maîtrise des techniques de guerre. Il est l'un des 225 soldats américains arrivés en Lettonie au mois de février (lire ci-contre). D'ici à la fin du mois de juin, des renforts vont arriver : des troupes sous commandement canadien qui devraient compter jusqu'à 1 200 hommes. Et il est prévu que des troupes lettones s'y ajoutent. À terme, l'effectif complet devrait atteindre quelque 3 000 hommes.

"L'armée, ça donne une base solide dans la vie. Le salaire et la couverture sociale ne sont pas mauvaises

non plus. Les études supérieures sont payées. Et puis j'ai besoin de faire quelque chose de bien pour mon pays." C'est en ces termes que Matthew Buchanan explique les raisons qui l'ont poussé à s'engager. Malgré son jeune âge, il est déjà parti en mission en Afrique. "En voyant avec quelle indifférence les gens sont traités là-bas, j'ai pris la mesure de tout ce que mon pays m'avait donné." Ce n'est pas le premier séjour en Europe de Matthew. Mais depuis son arrivée en Lettonie, il n'a eu l'occasion de se rendre à Riga qu'une fois. "J'ai bien aimé la ville. Elle ressemble un peu à l'Allemagne. Et puis tout le monde parle anglais !"

Notre deuxième interlocuteur, Jeffrey Norburgh, 22 ans, s'est déjà rendu en mission au Koweït, où les tempêtes de sable vous rongent la peau et où il faut supporter des températures supérieures à 40 °C. Il trouve donc le climat letton idéal. Pour cet homme originaire

de Pennsylvanie, c'est le premier séjour en Europe. Il a visité Riga, et la ville lui a semblé "très européenne". Chaque jour, il va faire un tour au centre commercial d'Adazi. D'après lui, les prix sont corrects, les produits sont même moins chers qu'aux États-Unis. Ce qui lui manque le plus, c'est prendre le volant, conduire sa voiture. Fréquenter sa salle de sport aussi, vu l'état catastrophique de celle qu'on leur propose ici.

Les deux militaires sont d'accord pour dire qu'un peu plus de variété dans les repas qui leur sont livrés ne leur déplairait pas. Ils aimeraient bien des kebabs,

"J'aime Riga. Elle ressemble un peu à l'Allemagne. Et puis tout le monde parle anglais !"

Matthew Buchanan,
SOLDAT AMÉRICAIN

par exemple. Le soir venu, une fourgonnette livre à la base militaire des pizzas qui viennent de Riga ou de chez Mario, la pizzeria locale. Les troupes ne tarissent pas d'éloges sur les pizzas de Mario : elles sont excellentes – bien meilleures que les pizzas américaines.

Pour l'heure, le district d'Adazi arrive à gérer le flux de nouveaux arrivants qui s'installent sur cette base de Kadaga, à quelques kilomètres du centre d'Adazi. Maris Sprindzuks, le chef de district, considère qu'un effectif de 2 000 hommes n'est pas important au point de poser des difficultés à la localité. Que ce soit pour l'eau, l'électricité et le gaz, et même la gestion des déchets, tout se passe bien. Le problème le plus délicat qu'il ait eu à gérer s'est posé l'été dernier, lors d'une manœuvre internationale organisée sur la base : environ 5 000 hommes sont venus des pays voisins. En quelques jours, la pression dans les canalisations a été presque doublée. Les installations prévues pour les besoins de la population du bourg ont été dangereusement mises à l'épreuve. À la suite de discussions, les ministères concernés se sont rangés à l'avis du district et ont appuyé la demande de soutien d'un projet de station d'épuration.

Steaks et burgers. D'autres questions restent en suspens. Il faudrait construire un nouveau pont ou tracer une nouvelle route permettant de contourner la base militaire, ce qui, par la même occasion, faciliterait la vie des habitants du petit village voisin d'Ilkene. Le pont servirait aussi au transport de matériel militaire. Mais ce qui semble plus important encore que le pont, c'est le développement des services qui font défaut aux militaires. Il faudrait, par exemple, construire un supermarché digne de ce nom à Kadaga. Mais ce ne sera pas pour cette année, car le district ne dispose pas de terrain adéquat. De même, il est assez peu probable qu'une discothèque voie le jour : d'abord parce que Riga est relativement proche, ensuite parce que les jeunes d'Adazi font leurs études ailleurs et ne reviennent ici que lorsqu'ils sont prêts à fonder une famille. La génération en âge de fréquenter les discothèques est pour ainsi dire inexistante ici.

Le chef de district considère que des entrepreneurs dynamiques devraient proposer des services susceptibles d'intéresser les militaires. "En ville nous avons la clinique

Contexte

●●● En février, 225 soldats des États-Unis sont arrivés à Adazi. Des groupes de combat placés sous commandement canadien se sont installés depuis, avec des troupes venues d'Espagne, d'Albanie, d'Italie, de Pologne, de Slovénie et du Canada pour un effectif de 1 200 hommes. L'envoi de troupes supplémentaires dans les trois pays Baltes et en Pologne a été décidé par l'Otan pour renforcer la protection de la frontière orientale et contenir une éventuelle agression russe. Le nombre des soldats étrangers sur place s'élève actuellement à 4 530. Comme le constate le quotidien **The Independent**, "c'est le plus grand déploiement des troupes occidentales voisinant avec la sphère d'influence de Moscou depuis la guerre froide".

"Une provocation"

●●● "La situation aux frontières occidentales de la Russie a tendance à se dégrader à cause de la hausse de l'activité militaire des pays de l'Otan en Europe de l'Est et dans les pays Baltes", a déploré lors d'un récent conseil militaire à Kaliningrad le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, cité par le quotidien **Nezavissimaja Gazeta**. "Les agissements de nos collègues occidentaux conduisent à la destruction du système de sécurité mondial, augmentent la défiance mutuelle et nous contraignent à prendre des mesures stratégiques dans le district militaire de l'Ouest. Nous y renforçons les effectifs de combat et améliorons le système de stationnement des troupes", a-t-il précisé. "L'Otan joue un jeu dangereux et provoque ouvertement la Russie", a mis en garde le député Andreï Krassov, vice-président de la commission chargée de la défense à la Douma.

↳ Dessin de Hajo, paru dans *As-Safir*, Beyrouth.

Zarneckis, spécialisée en chirurgie plastique, et qui est plutôt cotée, mais je doute fort que cela intéresse les soldats”, fait remarquer le maire du village. Indra Muraska, la directrice du supermarché Rimi, explique que les produits qui disparaissent le plus vite des rayons sont la mousse à raser, les rasoirs et les cigarettes : “Il faut apprendre à réagir rapidement, car aussitôt que de nouveaux militaires arrivent, les cigarettes disparaissent.”

Le premier hôtel-restaurant à avoir fait un effort pour s'adapter à l'arrivée massive de soldats est le Port Hotel, qui se trouve entre Riga et Adazi. Dès 2014, au début de la guerre en Ukraine, lorsque les premières troupes de l'Otan sont arrivées au village, Kristina Kirska, la directrice, a revu sa carte : salade César, club sandwich, saucisse polonaise, sandwich Reuben, sandwich à la viande... Sans grand succès. On n'a gardé que les steaks et les burgers.

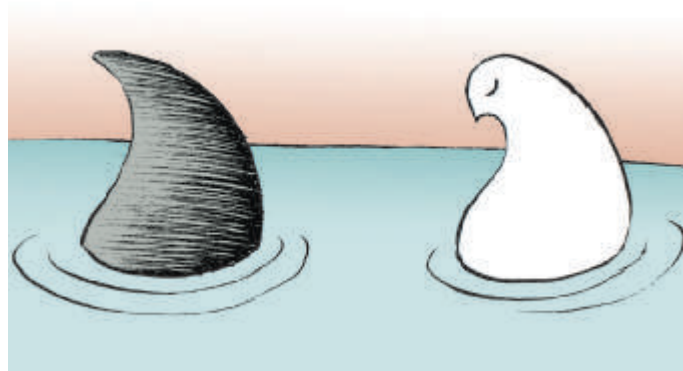
Au téléphone, le colonel Ilmars Atis Lejins, commandant de la brigade d'infanterie lettone, semble un peu inquiet : “Les nouvelles casernes ressemblent à un immense chantier, et il nous reste jusqu'au mois de juin pour y recevoir deux groupes de combat de Canadiens. On aura fait ici en deux ans ce qui n'avait pas pu l'être en vingt...” Le colonel évalue à environ 2 000 le nombre de militaires étrangers qui seront cantonnés à Adazi en juin.

Alors que notre visite à la base d'Adazi se termine et que nous nous apprêtons à prendre congé, Matthew s'adresse à nous avec inquiétude : “On m'avait dit que vous nous emmeneriez faire un tour à Riga, pas vrai ? S'il vous plaît, ça nous ferait tellement plaisir.”

—Ieva Alberte
Publié le 15 mars

Jeux dangereux dans la mer Baltique

Après le débarquement de forces terrestres, l'Alliance atlantique se prépare à la guerre navale. Une stratégie qui vise à isoler la Russie et qui va se prolonger dans le Sud-Est européen.



—Neues Deutschland
(extraits) Berlin

La Semaine de Kiel, le plus grand rassemblement maritime en Europe du Nord, attire des dizaines de milliers de visiteurs dans la capitale du Schleswig-Holstein. Mais avant le début des festivités et le départ des régates [du 17 au 25 juin], les amiraux, conformément à la tradition, se sont livrés à de grandes manœuvres. Elles ont pour nom “Baltops” [Baltic Operations], et elles se déroulent depuis le début du mois sous l'égide de l'US Navy.

L'exercice, qui se poursuit également à terre sous diverses formes, s'inscrit dans le cadre de la stratégie Readiness Action Plan [plan d'action “réactivité”] de l'Otan censée jouer un rôle dissuasif vis-à-vis de la Russie. Les grands axes en sont bien connus. Il s'agit d'un entraînement à la guerre navale conventionnelle et aux opérations amphibies. Et à la défense contre les menaces asymétriques. On peut difficilement être plus clair : après avoir renforcé ses troupes déployées sur ses frontières orientales avec des unités envoyées par d'autres États membres, l'Otan compte maintenant dominer aussi la Baltique. C'est la seule façon de sécuriser les voies de ravitaillement maritimes de ses forces terrestres, mais aussi d'isoler les troupes russes stationnées dans l'enclave de Kaliningrad. Ces jeux de stratégie comportent de dangereux impondérables.

Avec une cinquantaine de

bâtiments de surface et de sous-marins, ainsi que plus de 50 aéronaves, 13 pays participent à Baltops 17 aux côtés des États-Unis : la Belgique est là, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Suède et le Royaume-Uni aussi. La marine allemande a déployé 5 unités qui prennent part à l'exercice.

À l'origine, les manœuvres Baltops étaient un événement uniquement réservé à l'Otan. Depuis 1993, tout se déroule dans le cadre du Partenariat pour la paix mis en place par l'Alliance atlantique, d'où la présence de riverains de la Baltique encore plus ou moins neutres, comme la Finlande et la Suède. Il y a même eu un temps

où la Flotte russe de la Baltique était impliquée. Mais depuis 2014, de partenaire d'exercice, la Russie est redevenue l'ennemi traditionnel, et un observateur intéressé. Ce que l'on appelle la crise ukrainienne constitue l'arrière-plan politique de ce retournement durable.

Sphère d'influence. Moscou considère les grandes manœuvres occidentales comme une nouvelle tentative d'extension de la sphère d'influence de l'Otan. Le Kremlin a donc annoncé son intention de réagir en conséquence. Ce qui, dans le détail, signifie aussi qu'il refuse de procéder à une réduction de ses propres capacités et de développer des relations de confiance. On sait d'ores et déjà que la Russie a prévu près de 2 000 exercices pour cet été. Il s'agira de tester des missiles divers, de faire décoller des bombardiers et de faire la démonstration des compétences de ses forces terrestres lors des grandes manœuvres Zapad 2017. À l'occasion de ces dernières, dont le nom signifie “Ouest 2017”, des troupes biélorusses seront également de la partie. Un signal sans ambiguïté adressé à l'Otan, laquelle a cantonné un bataillon de combat dans chacun des États baltes.

Au début du mois, les principaux bâtiments participant à Baltops se sont rassemblés dans le port de Szczecin, en Pologne. Puis c'est dans l'ouest de la Baltique que les choses se sont passées. Le grand bâtiment amphibie américain USS *Arlington* a mouillé au large de la plage de Putlos, dans le Holstein, et les marines ont procédé à des exercices de débarquement. Le vice-amiral américain Christopher W. Grady, enthousiaste, a déclaré que

les États-Unis étaient là “pour empêcher les agressions” et prêts à “défendre [leurs] partenaires et alliés dans la région de la Baltique”. Les mots de l'amiral sont plus clairs que tout ce qu'a pu proférer le président Donald Trump lors de la dernière rencontre au sommet de l'Alliance.

D'autres opérations amphibies qu'il serait difficile de considérer comme défensives ont suivi à Ustka en Pologne, et en Lituanie. Des bombardiers nucléaires ont même été appelés à la rescousse. Depuis le lancement de ces manœuvres dans les années 1970, ces avions ont entre autres pour mission de miner les détroits. À partir du 20 juin, le centre de gravité des exercices est passé dans le centre de la Baltique, et donc directement sous le nez des Russes.

Il ne faut pas dissocier ces manœuvres en mer Baltique d'autres exercices qui auront lieu dans le sud-est de l'Europe [du 11 au 20 juillet]. Baptisées “Saber Guardian 17”, elles seront elles aussi placées sous commandement américain. Le transfert de grandes formations américaines et britanniques a commencé depuis l'Allemagne vers des terrains d'exercice en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie. Plus de 30 000 soldats y prendront part. Et aussi des unités de missiles sol-air ukrainiennes. Le fait que l'armée américaine implique aussi directement l'Ukraine dans ses opérations à la frontière de la Russie est une provocation avérée. Il y a deux ans, 800 militaires ukrainiens avaient déjà participé à “Saber Guardian 15”.

—René Heilig
Publié le 12 juin



SOURCE



IR
Riga, Lettonie
Hebdomadaire, 17 000 ex.
irlv.lv

Créé en 2010, *IR* (“C’est”) est un magazine d'analyses sur la société, la culture et la politique lettones très lu parmi les décideurs.



afrrique

Ouganda. Les pionniers du skate rêvent de Jeux olympiques

Pour les jeunes de Kampala, capitale ougandaise, la pratique du skateboard est plus qu'un loisir. C'est un ascenseur social, qui pourrait les mener jusqu'aux Jeux olympiques de 2020, où ce sport fera partie des disciplines officielles.



—Roads & Kingdoms
New York

Le plus vieux skatepark d'Afrique de l'Est est situé au milieu d'un ancien champ de canne à sucre dans un quartier poussiéreux et délabré de la capitale ougandaise, Kampala. Si vous vous dirigez vers le pied de la colline, que vous descendez les rues de terre semées d'ornières et que vous dépassez les femmes qui vendent des fruits et qui font leur lessive, vous finirez par arriver à l'espace dégagé où ont été installés le *quarter pipe* [tremplin pour skateboard] et les rampes de béton.

Au moment de ma visite, un mardi, environ une dizaine de personnes s'y trouvaient – des adolescents, mais aussi des bambins et des adultes. Certains faisaient du skateboard, d'autres étaient simplement assis là à les observer.

Au milieu des volutes de fumée provenant d'un feu de déchets allumé non loin de là, les *riders* tentaient de faire des *grinds* [figures] et de rentrer des *flips* [sauts] sur la musique de Kendrick Lamar et de Notorious B.I.G.

Le skatepark a été construit en 2005 par Jackson Mubiru, un jeune homme de 34 ans aux yeux brillants qui a grandi dans le quartier de Kitintale, où se trouve le skatepark, et que l'on décrit souvent comme le parrain du skateboard en Afrique de l'Est. Il vit maintenant dans un quartier voisin et assure la gestion de l'aire de glisse. Après l'ouverture du skatepark à Kampala, d'autres sont apparus en Tanzanie, au Kenya et au Rwanda.

"C'est ici qu'est né le sport en Afrique de l'Est", dit fièrement Mubiru en préparant un mélange de ciment pour élargir l'étroite bande de béton. D'ici dix ans,

"il y aura 20 ou 30 skateparks en Ouganda. Il y en aura partout", prédit-il.

Malgré les efforts déployés par Mubiru pour promouvoir la pratique du skateboard dans la région, toutefois, il a fallu attendre dix ans pour qu'un second skatepark soit construit dans le pays. Celui-ci, terminé il y a quelques mois à peine, se trouve à Mukono, à un peu plus d'une heure en taxi minibus.

Mubiru n'est jamais allé au nouveau skatepark de Mukono et il n'a pas l'intention d'y aller de sitôt. Les deux frères qui l'ont construit – David Kizza, 25 ans, et Gerald

"Ma vie a changé quand j'ai rejoint la grande famille du skateboard."

Gerald Gose,
SKATEUR OUGANDAIS

Gose, 23 ans, des pionniers du skateboard en Ouganda – ont longtemps été ses protégés. Ils se sont cependant disputés avec Mubiru il y a quelque temps et considèrent maintenant leur ancien mentor comme un adversaire.

La rivalité qui s'est développée entre les deux bandes a fini par définir la communauté naissante de skateurs ougandais. Chacune accuse l'autre de manipuler les bailleurs de fonds internationaux pour servir ses propres intérêts et de jouer dans le dos de l'autre pour en tirer un profit. Les plus jeunes accusent Mubiru de tenter de contrôler la scène du skateboard. Il affirme pour sa part qu'ils ont trahi sa confiance en tentant d'accaparer les rares ressources disponibles. "Jack est maintenant notre ennemi public", dit Kizza, qui n'est pas retourné au skatepark de Kitintale depuis plusieurs années.

Pari audacieux. Après avoir vu des skateurs à la télévision, il y a plus de dix ans, Mubiru a réussi à convaincre deux *riders* en visite, venus du Canada et d'Afrique du Sud, de le prendre sous leur aile. Il a supervisé la construction de l'aire de glisse de Kitintale et travaillé avec Skate-Aid – une ONG allemande qui soutient des projets en lien avec le skateboard sur quatre continents – pour la remettre en état quand les structures initiales, de mauvaise qualité, ont fini par être trop abîmées. "Quand nous avons commencé, personne

ne savait ce que nous construisions", raconte Mubiru. Il rigole encore en se rappelant les réactions des gens, à qui il avait pris l'habitude de dire qu'il s'agissait d'un enclos pour crocodiles.

Kizza, un jeune homme costaud qui avait de l'expérience dans le domaine de la construction, a aidé Mubiru à bâtir le skatepark de Kitintale. Il a appris à *riders* le soir, après sa journée de travail. "On devait dormir ici pour surveiller le chantier et les matériaux", dit-il. "On pouvait donc faire du skateboard à la lueur de la lune." Son petit frère Gose, qui est plus maigre et nerveux et dont le ton de voix est plus grave, l'a rapidement rejoint. Ils comptent aujourd'hui parmi les meilleurs skateurs d'Ouganda.

Il est vrai que la concurrence est faible. La construction du skatepark a cependant donné un coup de fouet à la culture naissante du

↳ Skatepark de Kitintale, à Kampala. Photo Julian Hattem

skateboard dans la région. Après celui de Kitintale, Skate-Aid a ainsi contribué à la construction, dans les pays voisins, de plusieurs autres skateparks, tous plus grands et plus élaborés que le premier.

En Afrique de l'Est comme aux États-Unis, le skateboard a surtout trouvé un écho auprès des jeunes non conformistes, en particulier auprès des garçons. L'Ouganda connaît une urbanisation rapide et deux tiers de ses habitants ont moins de 24 ans. Plusieurs éléments sont ainsi réunis pour favoriser l'explosion d'une culture juvénile.

Néanmoins, le skateboard peine à devenir un sport grand public. En dépit de l'émergence d'une classe moyenne, le pays est aux prises avec des problèmes de pauvreté persistante. Presque tous les équipements viennent de donateurs étrangers et les skateurs doivent souvent se les partager. Les routes goudronnées sont rares. "Les Américains ont de la chance d'avoir autant de bitume à leur disposition", m'a confié un skateur.

Pour ceux qui sont prêts à relever le défi, le skateboard offre la possibilité de se démarquer au niveau individuel, contrairement aux sports d'équipe. Les skateurs ont aussi l'impression de participer à un phénomène mondial qui est entré dans la culture occidentale il y a un certain temps déjà et qu'ils voient depuis des années en arrière-plan des films hollywoodiens et des clips vidéo. Avant, "on avait du mal à trouver de l'argent pour

manger, pour survivre, raconte le jeune skateur Gose. Les gens n'avaient aucune raison de m'admirer. Ma vie a changé quand j'ai rejoint la grande famille du skateboard."

Les tensions entre les deux frères et leur ancien mentor ne datent pas d'hier, même s'ils ont vécu beaucoup de choses ensemble. "David a toujours voulu être son propre patron", raconte Peter Kyomuhendo, 23 ans, l'un des meilleurs élèves de Mubiru. "Il a donc commencé à chercher querelle à Mubiru." Les deux frères et Mubiru avaient des avis divergents sur l'accès aux quelques précieuses planches et aux installations: fallait-il les réserver aux skateurs d'expérience ou permettre aux plus jeunes d'en profiter?

Kizza et Gose ont également exprimé très tôt un intérêt pour les sponsors privés et ils ont commencé à courtiser des entreprises



REPORTAGE

➤ Août 2016. Championnat à Kampala. Photo Julian Hattem

Gose est sans doute le seul Ougandais capable de gagner un salaire constant en tant que sportif

comme Mountain Dew. La marque de soda, dont les campagnes de marketing en Occident sont résolument tournées vers le skateboard et d'autres sports extrêmes, tente de se donner la même image de jeunesse dans les pays en développement comme l'Ouganda.

Il y a trois ans, Gose est officiellement devenu un ambassadeur pour le skateboard de la marque Mountain Dew. Il est sans doute le seul Ougandais capable de gagner un salaire constant en travaillant dans le domaine du sport.

Comme en Occident, toutefois, les réactions face aux pressions du secteur privé sont mitigées. "Vous savez, nous ne sommes pas en très bons termes avec Mountain Dew", dit Mubiru d'un ton sec. Il croit que la relation entre l'entreprise et les skateurs ougandais a seulement profité à Mountain Dew. "Ils ont utilisé notre image. Ils nous ont donné des sodas et c'est tout", ajoute-t-il.

Daniel Gluche, directeur régional de Skate-Aid pour l'Afrique de l'Est, se méfie lui aussi des grandes corporations. Il comprend cependant l'attrait qu'elles peuvent exercer sur les skateurs. "La plupart de ces jeunes n'ont pas d'emploi, dit-il. Certains d'entre eux tentent de gagner leur vie en faisant du skateboard. Je peux comprendre qu'ils soient tentés d'accepter lorsqu'une grosse entreprise comme Coca-Cola ou Mountain Dew leur offre un contrat qui leur permet de payer leurs factures et de faire leurs petites affaires."

Peu après que Gose a commencé à représenter Mountain Dew, Mubiru a obtenu une subvention de 5 000 euros de la part de Skate-Aid pour promouvoir l'aide à la jeunesse. Kizza voulait que l'argent soit distribué entre plusieurs skateurs afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins en vieillissant et fonder des familles. Mais

Mubiru a promis à Skate-Aid que l'argent servirait à la construction d'un espace de rangement et d'un petit bureau près du skatepark.

C'est à la suite de cette affaire que les deux bandes se sont définitivement brouillées et que l'hostilité est devenue palpable. La dernière fois que les deux frères se sont rendus au skatepark de Kitintale, la police est venue et ils ont été expulsés.

Kizza et Gose ont alors décidé de construire leur propre skatepark. Celui-ci est presque exclusivement utilisé par des nouveaux skateurs de Mukono, qui, pour la plupart, n'ont jamais fréquenté le park de Kitintale. Les deux frères rêvent d'en construire d'autres un peu partout dans le pays dans les années à venir.

Kizza accuse Mubiru de chercher à tout prix à conserver son statut de parrain de la scène du skateboard dans la région. "Nous voulons développer le sport. Le skate se pratique à Kitintale depuis presque douze ans, mais, pendant tout ce temps, le sport n'a pas progressé du tout. La plupart des pionniers du skateboard ont mon âge et ils sont sur le point de raccrocher. Ils

deviennent pères ou ils font autre chose, ce qui fait que l'avenir du skateboard est compromis", explique-t-il. "Jack cherche à détruire notre skatepark. Il ne veut pas qu'on fasse du skateboard ici", ajoute-t-il.

Compétition. Cette année, dans le cadre de son travail d'ambassadeur de marque, Gose a participé à une tournée nationale de skateboard et de BMX sponsorisée par Mountain Dew. Arborant un t-shirt vert clair, il a fait des *tricks* sur une rampe mobile ornée du logo de Mountain Dew pour faire de la publicité pour les bouteilles de soda à 30 centimes. Parmi le public des villes visitées, nombreux étaient ceux qui voyaient pour la première fois un skateur en action ailleurs qu'à la télévision.

En août, la tournée s'est arrêtée à Kampala pour un championnat d'une journée - le premier du genre dans le pays - sur le toit du parking d'un centre commercial. "On n'est pas seulement ici pour vendre du soda ou pour faire la promotion du Mountain Dew : on est là pour vous présenter un nouveau genre de *compét*", a crié le présentateur devant les quelques centaines

d'adolescents réunis sous un soleil de plomb ce samedi après-midi-là. "Et pour montrer que le skateboard est bien vivant en Ouganda."

Malgré la méfiance qu'il éprouve généralement envers les grandes entreprises, Mubiru a assisté au championnat Mountain Dew. Il n'est pas monté sur son skateboard, comparant plutôt son rôle actuel à celui des célèbres entraîneurs de football.

Gose a fait des figures tout l'après-midi, mais, en tant que porte-parole de Mountain Dew, il ne pouvait pas participer à la compétition. Le gagnant, un timide adolescent de 14 ans qui a fait ses classes auprès de Mubiru, a remporté un prix de 600 dollars. Siraje Munyagwa portait encore des couches quand le skatepark de Kitintale a été construit : il représente aujourd'hui la nouvelle génération de skateurs. Kizza est arrivé troisième et a obtenu un prix en

Les Jeux olympiques leur permettraient d'acquérir une reconnaissance nationale

argent d'environ 150 dollars. "Je leur ai dit que j'étais très content, dit Mubiru en parlant des deux frères. Je n'ai rien contre eux. Si je suis ici, c'est pour m'entraîner."

Le véritable test aura lieu à l'approche des Jeux olympiques de 2020, à Tokyo. Pour la première fois, le skateboard fera partie des disciplines olympiques officielles. Il s'agit d'une avancée importante pour un sport qui, à ses débuts en Californie, était dénigré et associé à un style de vie de rebelles.

Malgré les obstacles importants qu'ils devront surmonter, les skateurs ougandais rêvent de participer aux Jeux olympiques. Ils y voient une occasion de légitimer leur sport et d'acquérir une reconnaissance nationale. Ils espèrent même que la possibilité de présenter l'Ouganda sous un jour plus positif incite le gouvernement à construire un nouveau skatepark.

Ils devront d'abord trouver le moyen de travailler les uns avec les autres. "Nous devons nous concerter pour former une équipe nationale, dit Mubiru. Cette équipe ne sera pas seulement composée des skateurs de Kitintale. Nous devons réunir des athlètes des quatre coins du pays."

— Julian Hattem
Publié le 2 janvier



SOURCE



ROADS & KINGDOMS

New York
roadsandkingdoms.com/
"Routes et Royaumes" est un magazine en ligne qui publie des reportages au long cours, ainsi que de nombreux portfolios. Lancé en 2012, il a pour objectif "de réaliser la fusion ultime entre journalisme et voyage". Il a été élu meilleur site de journalisme itinérant en 2013 par la société des journalistes américains de voyage. Il traite aussi de gastronomie locale. Sa partie football, appelée *Far Post*, est également très fournie.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Christine Ockrent

Samedi 11H00 - 12H00



Écoute, podcast: franceculture.fr/ @Franceculture

En partenariat avec
Courrier international



L'esprit d'ouverture.

à la une

CANADA

LE NOUVEAU MONDE



Qu'est-ce qui définit le Canada ? Quel âge a-t-il vraiment (p. 26) ? Alors que la Confédération canadienne s'apprête à fêter ses 150 ans en grande pompe le 1^{er} juillet, ces questions préoccupent tous les médias, aussi bien anglophones que francophones. Et si la véritable identité du Canada, c'était justement une diversité de réponses, à l'image de la diversité du pays (p. 30) ? Une chose est sûre : "l'exceptionnalisme canadien" et son multiculturalisme n'ont jamais autant fasciné (p. 24-25).

La croisière des 150 ans s'amuse

Pour commémorer la naissance de la Confédération canadienne, un ancien brise-glace a été affrété pour faire le tour du pays par la mer. Une épopée aussi maritime que symbolique. Reportage.

—The Globe and Mail Toronto

Une nouvelle journée de l'expédition touche à sa fin. En ce début du mois de juin, le *Canada C3* est au mouillage à Picton, un port du comté du Prince Édouard, dans la province d'Ontario. Le soleil brille, la mer est calme et scintillante. Le pilote de drones prépare le lancement d'un de ses engins pour un vol nocturne. Les zodiacs rejoignent au bateau les membres de l'expédition.

Dans la *legacy room* ("salon du patrimoine"), un espace réservé aux initiatives en faveur de la réconciliation avec les peuples autochtones, un jeune entonne un chant mohawk, puis expose les origines et les particularités du sport traditionnel de la crosse. Sur le pont arrière, une viticultrice locale remplit des verres de vin blanc. En guise de participation, elle a fait don de 9 caisses aux organisateurs.

L'expédition repose sur une idée simple : faire le tour du Canada en 150 jours pour célébrer le 150^e anniversaire de sa fondation. Un ancien brise-glace va couvrir les 23 000 kilomètres qui séparent Toronto de Victoria en empruntant le passage du Nord-Ouest et en reliant les trois côtes canadiennes (d'où le nom de "C3"). Mais le projet est beaucoup plus qu'une simple aventure maritime ou une commémoration. Le chef de l'expédition, Geoff Green, 50 ans, souhaite qu'à travers lui les Canadiens évoquent non seulement les merveilles du pays, mais aussi ses carences et son avenir.

Un des thèmes du périple est la réconciliation avec les peuples autochtones. Le salon du patrimoine aménagé sur le bateau a été béni par un ancien de la communauté autochtone et la cheminée du navire est décorée d'une tortue, en hommage à la croyance de certains peuples des Premières Nations selon laquelle la Terre aurait été bâtie sur le dos de cet animal.

Un autre thème est celui de la diversité. Des Canadiens de différents milieux ont été invités à prendre part à l'expédition. Le 3 juin, au cours d'une randonnée sur la terre ferme, un slameur d'origine philippine et un chanteur de country de la côte ouest ont ainsi eu l'idée de demander à un autochtone de se joindre à eux pour composer une chanson sur le projet.

Devant le refus initial des chefs autochtones de participer à la célébration du 150^e anniversaire du pays, compte tenu des mauvais traitements infligés par le Canada à ses premiers habitants, "nous avons compris que nous ne pourrions pas nous contenter de chanter nos propres louanges", explique M. Green. D'où la décision d'ouvrir plus largement le projet. Près de 5 000 personnes ont répondu à l'invitation de se joindre à l'une des 15 étapes du voyage. M. Green et son équipe en ont sélectionné 300 – artistes, scientifiques, naturalistes, élus locaux, immigrés, historiens, "ambassadeurs de la jeunesse" et membres de la communauté autochtone.

Les participants de la première étape, Toronto-Montréal, incluent un halieutiste qui distribue des

À la une



L'ÂME CANADIENNE

À l'occasion de la célébration des 150 ans de la Confédération canadienne, le magazine *Maclean's* a décidé de voir les choses en grand. Dans un numéro spécial intitulé "Rêve du Canada", il publie le récit d'un long roadtrip signé par le journaliste Allen Abel parti à la recherche de l'âme du pays. De la ville fantôme d'Uranium, dans la province du Saskatchewan, jusqu'à la frontière entre les États-Unis et le Québec, le journaliste est allé à la rencontre des Canadiens dans toute leur diversité pour les interroger sur l'image qu'ils se font de leur pays et de leur identité.

décalcomanies d'anguille, un agent de la sécurité frontalière amateur de whisky, un pilote de zodiac qui nage avec les baleines et a conduit un catamaran à travers le passage Nord-Ouest, une pétillante enseignante de Calgary amoureuse de la nature et un étudiant en développement international qui participe à un programme visant à améliorer l'accès à l'eau potable au Yémen. Le personnel de bord – majoritairement originaire de Terre-Neuve –, avec des surnoms comme "Truite mouchetée", "Oiseau en colère" et "Fleur", tient également de la galerie de personnages.

M. Green lui-même est un explorateur chevronné qui a réalisé 92 expéditions dans l'Arctique, 40 dans l'Arctique, ainsi que d'autres périples aux quatre coins du monde. Pour déterminer une manière de célébrer le 150^e anniversaire, lui et son équipe ont accroché une carte au mur. Après un rapide calcul, ils ont établi qu'il faudrait cent quarante-huit jours pour relier les trois côtes et ont arrondi le chiffre à cent cinquante. "Il fallait une initiative qui puisse témoigner de la manière dont les gens perçoivent le pays", dit-il. "Sa beauté, mais aussi

RÉCONCILIATION AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES ET DIVERSITÉ SONT DEUX DES THÈMES DU PÉRIPLE.

tout le reste : le peuple, la culture, la faune et la flore, l'histoire, la science." La mise sur pied de l'expédition a demandé des mois de collecte de fonds et de lobbying. Son coût s'élèvera à 10 millions de dollars : 60 % du montant est financé par l'État et le reste par des bailleurs privés.

La première tâche pour M. Green a consisté à trouver un navire assez solide pour franchir le passage Nord-Ouest et assez gros pour transporter une soixantaine de personnes. Ce n'a pas été facile. Les garde-côtes canadiens n'avaient aucun bateau en réserve et naviguer sous pavillon étranger n'était pas une solution. M. Green a fini par trouver un ancien brise-glace des garde-côtes qui était utilisé en renfort dans les champs de pétrole de Terre-Neuve. Véritable forteresse flottante, le navire est parfaitement adapté à sa fonction. Dans l'ancien hangar à hélicoptère, une salle de réunion a été aménagée et un canoë a été suspendu au plafond. Un laboratoire mobile, aménagé dans un conteneur, permet aux scientifiques de travailler à bord. Et grâce à l'antenne satellite fixée à la superstructure, le navire peut retransmettre le voyage en vidéo, sur les réseaux sociaux et en podcast. Six drones sont prêts à prendre l'air pour filmer l'expédition et 2 000 crosses de hockey ont été chargées à bord pour être distribuées aux populations du Nord.

Le C3 a quitté le port de Toronto le soir du 1^{er} juin sous les acclamations de la foule et avec les vœux de réussite d'Elizabeth Dowdeswell, lieutenant-gouverneur de l'Ontario. Avant d'entamer la traversée de dix jours jusqu'à Montréal, M. Green s'est muni d'une sculpture en bois représentant le canoë et le petit Indien du livre pour enfants *Paddle to the Sea*, de Holling Clancy Holling. Dans cet ouvrage, comme dans le film qui en a été tiré, le jeune garçon part du lac Supérieur pour → 24



Abréviations : BC Colombie-Britannique, NL Terre-Neuve-et-Labrador, NT Territoires du Nord-Ouest, NU Nunavut, ON Ontario, PE Île-du-Prince-Édouard, QC Québec



ALE + ALE, ITALIE

23 ← rejoindre l'Atlantique en traversant les Grands Lacs en canoë. M. Green s'est promis de mettre à l'eau la figurine au large de chacune des trois côtes qu'il longera.

À la tombée de la nuit, alors que Toronto commence à briller de mille feux, le C3 quitte le quai et franchit lentement le passage Eastern Gap pour pénétrer dans le lac Ontario. Le lendemain matin, il navigue au large de l'île False Ducks, à l'extrémité orientale du lac, où des scientifiques prélèvent des échantillons d'eau. Le bateau emprunte ensuite le passage Adolphus avant de parvenir à la première halte de la première étape de son long périple : Picton.

Là, les membres de l'expédition sont reçus au Prince Edward Yacht Club. Un chef mohawk récite une prière, le maire prononce un discours, et le président du club offre son pavillon à M. Green pour qu'il le hisse sur le bateau.

Panser les blessures. Le programme du lendemain inclut une foire aux fromages, une randonnée au parc naturel de Sandbanks et une sortie en compagnie du passionné d'anguilles pour assister à la pose de balises sur des spécimens américains menacés.

Si les objectifs de l'expédition – panser les blessures du passé, rassembler les communautés, œuvrer pour le développement durable – sont sérieux et sans nul doute du goût [du Premier ministre] Justin Trudeau, ils ne sont pas pesants. L'expédition ressemble souvent à une colonie de vacances pour adultes, avec ses embrassades, son entrain, ses petits-déjeuners en groupe et son cortège de petits bobos.

À d'autres moments, l'émotion prend le dessus, comme lorsqu'une femme de Yellowknife raconte comment son père a été enlevé à sa famille pour passer quatorze ans dans un pensionnat indien et comment il a arrêté de boire quand elle est née pour pouvoir l'élever correctement.

À Kingston, les membres de l'expédition ont pris part à l'exercice des couvertures de Kairos. Dans cet atelier de sensibilisation, les participants sont placés sur des couvertures représentant les territoires autochtones à l'époque de l'arrivée des Européens. Ces couvertures leur sont ensuite progressivement retirées, comme les terres ont été enlevées à leurs premiers habitants.

Chanter les louanges d'un beau pays entouré d'eau mais aussi réfléchir sur son passé complexe et douloureux : voilà ce que M. Green souhaitait faire à travers son projet. Ce qui a commencé comme un simple voyage d'aventure pourrait finalement s'avérer une exploration beaucoup plus profonde.

— **Marcus Gee**
Publié le 6 juin



UN RÊVE MULTICULTUREL

Pour son anniversaire, le Canada s'offre un moment de reconnaissance internationale. L'"exceptionnalisme canadien" fait fureur. Mais le pays doit se garder de toute suffisance.

— **Nouveau Projet** (extraits) Montréal

Si vous pouviez monter à bord d'une machine à remonter le temps pour vous rendre aux célébrations du centenaire de 1967, on vous dirait certainement, d'un air étonné : "Comment ? Vous arrivez du Canada de l'an 2017 ? Le pays existe donc toujours ?" En effet, selon le thème dominant des éditoriaux nationalistes canadiens de 1945 à 2001, le pays était voué à l'échec.

Mais si vous pouviez régler votre engin pour reculer d'un siècle supplémentaire, en 1867, afin de vous entretenir avec quelques-uns des pères de la Confédération, vous ne les verriez sûrement pas sourciller en apprenant que le pays existe toujours, cent cinquante ans plus tard, et qu'il est un modèle en matière de liberté et de diversité dans le monde. Contrairement aux générations de nationalistes qui ont vécu après eux, les pères fondateurs savaient exactement pourquoi ils bâtissaient cet État, et comment ses institutions pouvaient lui permettre d'atteindre cet objectif.

L'été dernier, l'essayiste Stephen Marche affirmait que le Canada était "une lumière vive sur une scène politique sombre". Quelques mois plus tard, à la fin d'octobre, on pouvait lire, en une du magazine *The Economist*, "Liberty Moves North" ["La liberté déménage au nord"]. Dans ce monde qui devient fou, le Canada s'impose comme "le dernier pays à faciliter l'immigration", déclarait Charles Foran dans *The Guardian*, au début de janvier 2017.

Le Canada vit un petit moment de gloire pour son 150^e anniversaire. La notion d'"exceptionnalisme canadien", évoquée dans une publication universitaire il y a quelques années, est devenue une expression répandue. En se définissant comme une société multiculturelle florissante qui n'a pas peur de la diversité, le Canada s'inscrit en faux contre les discours populistes, xénophobes et fascistes qui gagnent du terrain aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, dans les pays scandinaves et en Europe de l'Est.

Au cours de la seconde moitié du xx^e siècle, cette idée aurait été perçue par n'importe quel nationaliste canadien anglophone comme problématique, voire utopique. Pour ce groupe de personnes, le Canada, en tant que pays indépendant viable et durable, était tout simplement incompatible avec

la démocratie libérale et le capitalisme. L'essai controversé de George Grant, *Est-ce la fin du Canada ?*, publié en 1965, est typique de ce point de vue ; selon cet ouvrage, sur le plan philosophique et en raison de sa réalité politique, le Canada allait inévitablement être englouti par l'empire continental américain.

Bassin nord-américain. Grant éprouvait du dégoût à l'égard des membres de l'élite canadienne, en particulier les représentants du Parti libéral, qui n'auraient pas hésité à vendre le pays aux Américains s'ils avaient pu en tirer profit. Mais son raisonnement témoigne aussi de l'évolution de la modernité, qui peut se résumer comme suit :

1. Le monde moderne (technologique) évolue inexorablement vers un "État universel et homogène", qui rend les cultures locales superflues.
 2. Le Canada, compte tenu de la proximité des États-Unis (cette puissance technologique au cœur de la modernité), est une culture locale.
 3. Les Canadiens estiment que la modernité est une bonne chose.
- Par conséquent :
4. Le Canada, même aux yeux de ses propres citoyens, est superflu.

Grant avait la profonde conviction qu'un État devait reposer sur le partage de valeurs et une vision commune du bien collectif. Cette vision assez perfectionniste était comparable à celle des nationalistes québécois, alors en plein essor. Et comme ces derniers pouvaient plus solidement démontrer que leur société s'appuyait sur un ensemble de valeurs partagées, ils ont posé un véritable défi aux nationalistes anglophones.

Voilà pourquoi la quête d'une mythique identité canadienne a duré des décennies au Canada anglais. Avec l'espoir, pour ceux qui la poursuivaient, de trouver des antécédents communs ou une conception du bien qui auraient permis d'englober l'identité québécoise sans être englobés dans l'immense bassin nord-américain. Cela semblait voué à l'échec.

Tout a changé au début du nouveau millénaire, lorsque des terroristes ont foncé sur les tours jumelles et le Pentagone ; notre obsession pour notre identité et pour notre souveraineté semblait tout à coup futile. Selon un expert bien connu, le Canada avait atteint sa phase de "souveraineté

**LA CURIOSITÉ EST
UN VILAIN DÉFAUT**
LUNDI-JEUDI 20H-22H
SIDONIE BONNEC & THOMAS HUGUES



Jeudi 29 juin
"LE CANADA"

Avec Éric Chol,
Directeur de la Rédaction de **Courrier international**

RTL
RTL.fr



virtuelle". Nous étions dès lors une "nation post-moderne", c'est-à-dire un pays avec un nom et un drapeau, sans plus.

Dans une sombre série d'essais publiés dans le [quotidien conservateur canadien] *National Post*, en 2003, l'historien Michael Bliss laissait entendre que les Canadiens devaient peut-être envisager de fermer boutique et de se joindre aux États-Unis en créant une sorte d'union douanière, une association de souveraineté ou même en acceptant l'annexion. L'indépendance canadienne n'était qu'un simulacre, à tout le moins : nous ferions semblant d'avoir un vrai pays, et les Américains feraient semblant d'acquiescer.

Effectivement, ce jour-là marquait la fin de quelque chose, mais ce n'était pas celle du Canada. Ce fut plutôt la fin d'une certaine perception du Canada (et, par le fait même, du Québec), qui était fondée sur la recherche de "valeurs communes" rassemblant le pays et le distinguant des autres.

Une des principales lacunes de cette perception était qu'elle nous empêchait de prendre au sérieux les institutions politiques – et ce qui les différenciait les unes des autres. Dans son essai *Est-ce la fin du Canada?*, George Grant écrivait ainsi, non sans sarcasme : "Un certain nombre de nos institutions politiques et juridiques nous viennent de la tradition britannique et certaines d'entre elles sont meilleures que leur équivalent américain. Mais aucune des différences qui existent entre les institutions des deux pays ne justifie le maintien d'une culture distincte dans la partie nord du continent."

Il est intéressant de noter à cet égard que l'intérêt des loyalistes envers



le Canada était d'abord et avant tout motivé par une préférence pour son régime parlementaire. Ils voyaient le républicanisme et sa dépendance à la souveraineté populaire comme une véritable menace pour les libertés qui font partie intégrante de la monarchie constitutionnelle britannique.

En outre, on a souvent soutenu que les différences entre les cultures politiques du Canada et des États-Unis découlaient, dans une large mesure, du fonctionnement des différents types d'institutions et de leurs effets sur la société.

C'est la raison pour laquelle la situation actuelle du Canada en tant que bastion de libertés dans un continent battu par un vent de populisme n'aurait pas vraiment surpris les pères fondateurs de l'État du Commonwealth.

Leur intention expresse était de protéger les libertés du régime britannique au sein des institutions parlementaires, tout en défendant les droits des minorités.

L'innovation déterminante ici fut le fédéralisme. Comme on le sait, Sir John A. Macdonald [Premier ministre de 1867 à 1873 puis de 1878 à 1891. Considéré comme l'un des pères fondateurs du Canada et comme le père de la nation canadienne] souhaitait que le nouveau pays soit un État unitaire et, bien qu'il ait consenti à l'adoption du fédéralisme, il espérait que les provinces s'érodent jusqu'à ce qu'elles ne deviennent pas plus importantes que des municipalités.

Le contraire s'est produit. Les provinces sont devenues des entités étatiques, responsables de toutes sortes de fonctions de première nécessité pour leurs citoyens. Et ce qui a fait une vraie différence, → 27

↑ Dessin de Sébastien Thibault, Canada.

L'auteur

ANDREW POTTER est directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'université McGill et ancien rédacteur en chef du quotidien anglophone **Ottawa Citizen**. Il est l'auteur de l'ouvrage *Je suis vrai* (2011) et de *Révolte consommée* (2004), coécrit avec Joseph Heath.

Contexte

Les souverainistes râlent

●●● "Au diable le 150^e ! Et vive le Québec libre !" Ce cri du cœur du président du mouvement militant québécois de la Société Saint-Jean-Baptiste, Maxime Laporte, résume la pensée des indépendantistes de la province qui se sont fait un devoir, cette année, de contrecarrer les célébrations du sesquicentenaire. Ils comptent notamment, comme l'a déclaré le chef du Parti québécois, Jean-François Lisée, "faire des trous dans la propagande" canadienne, rapporte le quotidien québécois **La Presse**. Cela implique d'abord, pour les souverainistes, de présenter leur propre version de l'histoire du pays. Chef de file de la campagne L'Autre 150^e, l'historien Gilles Laporte estime qu'on ne peut aujourd'hui célébrer la naissance du Canada "puisque dès 1534 le navigateur français Jacques Cartier nommait ainsi les berges du fleuve [Saint-Laurent]". L'historien en profite, sur son blog hébergé par le **Huffington Post Québec**, pour accuser le Canada d'avoir entravé l'épanouissement des Québécois : "S'il est une communauté pour qui la Confédération n'a pas rempli ses promesses, c'est bien celle à laquelle on accordait au départ le titre de 'peuple fondateur' et qui, progressivement, a vu son statut ravalé au rang de simple fragment de la mosaïque multiculturelle canadienne."

Les Amérindiens résistent

●●● "Le 150^e anniversaire du Canada est la célébration d'un génocide indigène." Pamela Palmater ne comprend pas pourquoi le gouvernement fédéral s'apprête à dépenser un demi-milliard de dollars canadiens pour célébrer le sesquicentenaire du pays alors que, pendant ce temps, "les programmes sociaux qui permettraient aux Premières Nations d'améliorer leur condition souffrent de sous-financement chronique", écrit-elle dans l'hebdomadaire **Now**. Pire, souligne cette militante micmac : c'est en confinant les Amérindiens dans les réserves, en stérilisant les femmes autochtones et en plaçant leurs enfants dans des pensionnats que le Canada en est arrivé à défricher les terres pour l'agriculture et l'exploration minière et pétrolière. "Une gifle au visage", c'est ainsi que l'artiste Christi Belcourt, issue de la nation métisse, qualifie l'anniversaire. "Les Canadiens vont célébrer leurs 150 ans, effaçant complètement les milliers d'années d'expérience autochtone." Elle a donc lancé, avec d'autres personnalités, le hashtag #Resistance150 sur les réseaux sociaux afin de faire entendre une voix discordante, rapporte le site de **Radio Canada**.



Quel âge a vraiment le Canada ?

Tout dépend de la perspective. Suivant que l'on s'attache aux premiers peuplements, à la naissance de la Confédération ou au débat constitutionnel, l'âge du pays varie. De quoi alimenter la polémique.

Les plus récentes études font remonter la présence des peuples autochtones sur le continent à environ 15 000 ans. Ils seraient arrivés de Sibérie après avoir séjourné pendant 10 000 ans dans l'isthme de Béring, un pont terrestre entre les deux continents.

En 1840, le Parlement britannique fusionne le Bas-Canada et le Haut-Canada pour créer le Canada-Uni.

En 1982, une loi britannique approuve la loi constitutionnelle canadienne et coupe ainsi les derniers liens juridiques avec le Royaume-Uni. Le Québec (l'ancien Bas-Canada) est écarté de ces négociations et n'a jamais formellement approuvé cette loi. En 2017, la province francophone tente de relancer les négociations pour obtenir sa reconnaissance en tant que nation au sein de la Confédération avec un statut distinct.

15 000
ans

177

226

150

483

35

Les députés anglais interviennent à nouveau pour adopter une série de lois – dont l'Acte de l'Amérique du Nord britannique – qui établissent la Constitution de la Confédération canadienne.

Le dominion du Canada voit le jour le 1^{er} juillet 1867.

La Grande-Bretagne, qui prend possession du territoire français après la conquête de 1763, adopte en 1791 une loi qui scinde sa colonie de la province de Québec en deux – le Bas-Canada et le Haut-Canada –, pour accueillir des sujets loyalistes fuyant les États-Unis après la guerre d'indépendance américaine.

Le navigateur français Jacques Cartier plante le 24 juillet 1534 une croix à Gaspé et prend possession de la terre au nom de François I^{er}. L'année suivante, il remonte le fleuve Saint-Laurent et nomme "pays de Canada" le territoire autour de la future ville de Québec, qui sera fondée en 1608. La Nouvelle-France, qui va regrouper les colonies du Canada, de l'Acadie et de la Louisiane, voit le jour.

CÉRÉMONIES DE CITOYENNETÉ

Le photographe Valérian Mazataud documente la “fabrication” des citoyens, le moment où les immigrants prêtent serment pour devenir canadiens.

Né en France, le photographe Valérian Mazataud a acquis la nationalité canadienne en 2014. *“Moi aussi j’ai prêté serment à la reine Élisabeth II, même si je trouvais ça ridicule, témoigne-t-il. Des agents de l’immigration étaient là pour vérifier si on bougeait bien nos lèvres en récitant le serment. Ensuite, on s’est tous serré la main et j’ai eu le sentiment qu’on avait partagé quelque chose, au-delà de l’administration, des quotas d’immigration et des questionnaires. Moi qui me pensais au-dessus des reines, des drapeaux et des hymnes, voilà que j’étais ému.”*

Il en a tiré une série photographique intitulée *La Fin de la terre*, dans laquelle il documente les cérémonies de citoyenneté canadienne, *“des lieux ouverts où chacun est libre de prendre des photos des participants”*, souligne-t-il.

À travers un double procédé de prise de vues (vidéo, puis photo de l’écran de sa télévision), il rend compte de son ambivalence face au processus de fabrication des nouveaux citoyens. Car les nouveaux citoyens canadiens, triés sur le volet, sont là pour faire tourner la machine dans le bon sens et *“permettre au Canada de retirer de l’immigration le maximum d’avantages sociaux, culturels et économiques”*, comme le dispose sa loi sur l’immigration et la protection des réfugiés.

Le photographe reste néanmoins impressionné par la diversité de son pays d’adoption. En 2014, plus de 260 000 immigrants sont devenus citoyens du Canada. La même année, la France a naturalisé 77 000 personnes, pour une population deux fois plus importante.

Qui plus est, 20 % de la population canadienne est née à l’étranger, soit la plus forte proportion parmi les pays du G8, et le pays accueille 200 groupes ethniques différents.

— **Courrier international**



ALE + ALE, ITALIE

→ De gauche à droite.

Prestation de serment à la reine lors d’une cérémonie à l’École nationale d’administration publique, à Québec.

Un agent de sécurité lors de cette cérémonie.

Séance de photos à l’issue d’une cérémonie de citoyenneté au château Ramezay, à Montréal.



Un groupe de nouveaux citoyens écoute le discours de la juge au Centre communautaire hellénique de Montréal.



Un nouveau citoyen dans les bureaux de Citoyenneté et immigration Canada, à Ottawa.

Serment de nouveaux citoyens dans les bureaux de Citoyenneté et immigration Canada, à Ottawa.

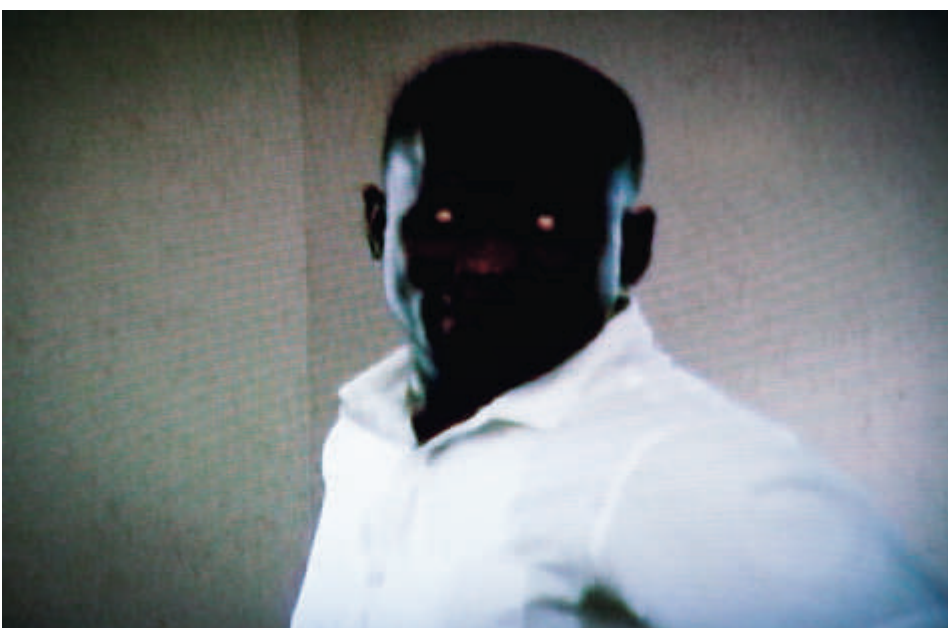
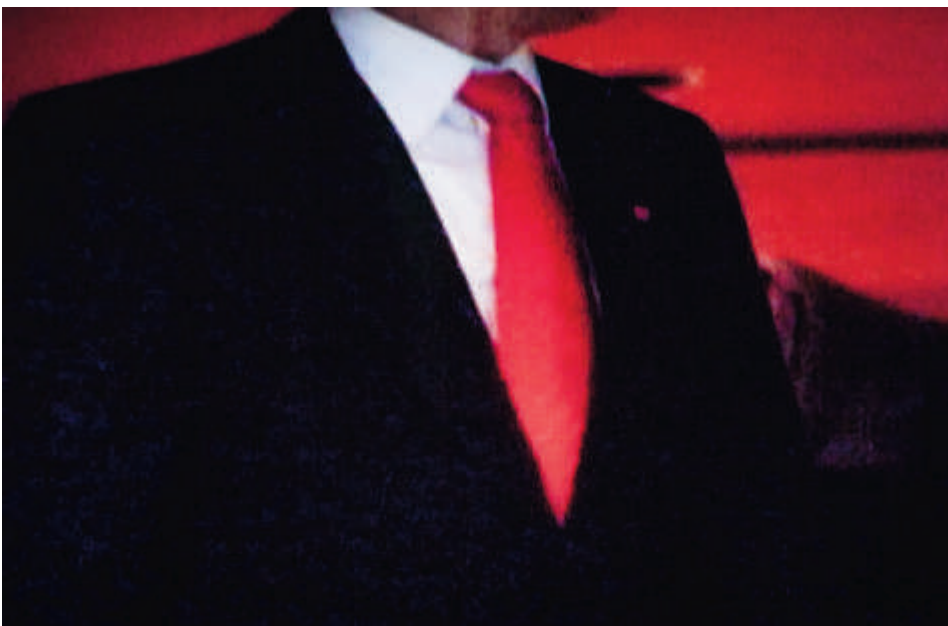
Un agent de la gendarmerie royale du Canada au château Ramezay, à Montréal.

Serment de citoyenneté à l’hôtel Marriott de Montréal.

La juge Veronica Johnson lors d’une cérémonie à l’École nationale d’administration publique, à Québec.



Photos Valérian Mazataud/Hans Lucas





← Dessin de Côté paru dans *Le Soleil*, Québec.

SOURCE



THE GLOBE AND MAIL

Toronto, Canada
Quotidien, 336 000 ex
globeandmail.ca

Fondé en 1844, lu d'un océan à l'autre, sérieux et non engagé, ce titre de Toronto est le quotidien de référence au Canada. Il exerce une forte influence auprès des milieux politiques fédéraux. L'aventure du quotidien commence en 1843 avec l'arrivée à Toronto d'un jeune Écossais de 25 ans, George Brown, qui publie le premier numéro du *Globe*. Il ne prendra le titre de *Globe and Mail* qu'en 1936 après sa fusion avec le journal conservateur *The Mail and Empire*, dont il n'a pas conservé la ligne éditoriale. Depuis l'été 2015, il appartient à Woodbridge Company, société d'investissement de la famille Thomson, qui contrôle également Thomson Reuters.

Jeune et dynamique

Contrairement aux pays européens et asiatiques, touchés par le déclin démographique, le Canada va continuer de voir sa population croître grâce à sa politique d'immigration volontariste, se félicite ce chroniqueur du *Globe and Mail*.

—The Globe and Mail Toronto

Comme le montrent les dernières statistiques, le Canada est un pays béni, avec une population relativement jeune, dynamique et d'une grande diversité. Et cette croissance démographique devrait lui permettre de rivaliser, d'ici à la moitié du XXI^e siècle, avec certains des pays d'Europe les plus peuplés.

Cette santé insolente est le fait de trois décennies de gouvernement éclairé – un fait à garder en tête la prochaine fois que nous serons tentés de critiquer nos dirigeants. Et cela ne ferait pas de mal à ceux qui se montrent sceptiques vis-à-vis du multiculturalisme de se plonger dans les données du recensement de 2016.

Pour la première fois dans l'histoire du Canada, le nombre de personnes âgées dépasse le nombre d'enfants. Et si tout le monde évoque principalement le vieillissement des baby-boomers, l'autre raison, généralement passée sous silence, c'est que le taux de fécondité du Canada (le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer) est de 1,6, soit moitié moins que les 2,1 enfants nécessaires pour assurer le renouvellement des générations.

Néanmoins, la population du Canada a augmenté de 5% entre 2011 et 2016, et va continuer à croître dans les décennies à venir, pour atteindre 50 millions d'ici à 2060, grâce à trois décennies de

politique d'immigration vigoureuse. En 1992, le gouvernement du Premier ministre Brian Mulroney s'était fixé un objectif de 250 000 nouveaux arrivants par an. Ses successeurs Jean Chrétien et Paul Martin avaient plus ou moins maintenu ces chiffres. Stephen Harper les a augmentés légèrement, et Justin Trudeau est allé encore plus loin en proposant d'accueillir 300 000 immigrants et réfugiés chaque année. Avec pour résultat, comme tout le monde le sait, le fait qu'un Canadien sur cinq n'est pas né au Canada.

Vieux Continent. Ce qui crée un décalage entre nous et la plupart des pays développés ou en voie de développement. D'ici à 2060, le Canada aura le même nombre d'habitants que l'Italie, dont la population sera passée de 60 millions aujourd'hui à seulement 50 millions selon la Division de la population de l'ONU. La réticence des Européens à accepter des politiques d'immigration fortes, associée à de faibles taux de fécondité, a des conséquences dramatiques sur la démographie du Vieux Continent. Et certains des pays d'Europe de l'Est les plus xénophobes risquent de payer le prix fort. La Bulgarie devrait ainsi voir sa population chuter de moitié entre aujourd'hui et 2060.

Mais l'Europe n'est pas la seule. Le Japon, qui compte actuellement près de 130 millions

d'habitants, va en perdre 30 millions d'ici à 2060, pour se retrouver avec une population de seulement 80 millions de personnes d'ici à la fin du XXI^e siècle. La Corée du Sud, Singapour et la Thaïlande seront également touchés par cette saignée démographique. En valeur absolue, la Chine va subir les pertes les plus sévères, puisque sa population passera de 1,4 milliard aux alentours de 2030 à 1,25 milliard en 2060. Soit la perte de 150 millions d'habitants.

De nombreux démographes pensent que cette décroissance démographique arrivera bien plus tôt et sera bien plus spectaculaire que ne le prédisent les projections des Nations unies.

Ce déficit de population est certes une chance pour l'environnement. Mais en revanche elle pose de sérieux défis économiques, puisque l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse de la fécondité vont fragiliser le système de santé ainsi que celui des retraites. La pénurie de main-d'œuvre va également s'aggraver, même si les

CE COCKTAIL MAGIQUE À BASE DE FORTE IMMIGRATION ET DE DIVERSITÉ CULTURELLE DOIT TOUJOURS ÊTRE DÉFENDU.

gains de productivité doivent pouvoir compenser ce manque.

Selon certains, la solution serait d'encourager les femmes à avoir plus d'enfants. Mais malgré des campagnes agressives en Suède, à Singapour et ailleurs, aucun gouvernement n'a réussi à restaurer le taux de fécondité de 2,1 enfants par femme. Et, à la réflexion, inciter une femme à avoir un troisième enfant au nom de l'intérêt du pays est un peu choquant.

L'immigration n'est pas plus la solution miracle pour enrayer ce déclin. À moins que la population locale soit vraiment prête à considérer le multiculturalisme comme une chance, les immigrants risquent de ne pas s'intégrer, et d'être confinés dans des poches de pauvreté ou règne le ressentiment – comme c'est le cas dans certaines régions d'Europe. Le Canada a réussi à éviter ce piège en faisant venir des nouveaux Canadiens du monde entier et non d'une seule et unique région, ce qui engendre une diversité authentique.

Mais ce cocktail magique à base de forte immigration et de diversité culturelle doit toujours être défendu et expliqué. Les États-Unis vont sans doute accroître leur population dans les décennies à venir. D'ici à la fin du XXI^e siècle, le nombre de Chinois ne représentera plus que le double de la population américaine – mais le président Trump, en cherchant à ériger des barrières aux frontières de son pays et dans l'esprit de ses concitoyens, pourrait compromettre cette projection.

Nous devons inlassablement plaider la cause d'un Canada multiculturel. Et nous devons nous y atteler ensemble. Sans quoi nous irons vers la stagnation et le déclin.

—John Ibbitson
Publié le 3 mai





En janvier 2017, *Courrier international*, en partenariat avec Suisse Tourisme et Made in Bern, invitait ses lecteurs à participer au jeu-concours "À la découverte du canton de Berne" pour tenter de remporter un voyage de 5 jours dans la région de Berne et l'Oberland bernois ainsi qu'une formation au blogging encadrée par des professionnels. Découvrez le carnet de voyage de Camille, gagnante du séjour "entre lacs et montagnes" à Interlaken et la région de la Jungfrau.

Interlaken



Camille



© CAMILLE DE LA FAYOLLE

Sur la terrasse ensoleillée de l'Eigergletscher, face à l'Eiger. Moment de détente sur la route du Jungfraujoch.

Camille : Globe-trotteuse au sommet

Camille a 25 ans et vit à Paris. À 19 ans, l'argent amassé grâce à des petits boulots d'étudiant lui permet d'acheter un billet de train Interrail et de parcourir l'Europe pendant un mois. Elle repart ensuite dans le cadre d'Erasmus, puis à droite à gauche pendant les vacances. En 2016, elle prend un congé sabbatique pour traverser le Canada seule avec son sac à dos. Au fil de ses voyages, elle développe un intérêt pour la photo et la vidéo et commence à écrire ses impressions dans un carnet, puis sur un blog.

Retrouvez le carnet de voyage de Camille ainsi que sa vidéo sur www.courrierinternational.com/carnet/decouverte-berne/carnet-camille

Au cœur des imposants sommets de Grindelwald.

Jeu-concours



Tentez de remporter un séjour à Thoune
sur www.courrierinternational.com/carnet/decouverte-berne/jeu/un-sejour-berne



L'église de Berthe de Bourgogne domine les rives fleuries de l'Aar, à Thoune.

Au coeur de la nature bernoise

Voyage au pays de la marmotte qui met le chocolat dans le papier d'aluminium.

Parapente

Niederhorn

Un moine nommé Harder poursuit une jeune fille dans la montagne pour la tourmenter. Effrayée, elle tombe des falaises et meurt sur le coup. En guise de châtement, le visage de cet homme a été gravé dans le roc pour qu'il soit condamné à contempler pour toujours le lieu de son méfait. Aujourd'hui encore, on aperçoit son portrait qui se détache sur ce massif qui surplombe Interlaken, le Harder Kulm.

Un téléphérique grimpe à 1322 mètres sur le Harder Kulm. Depuis ce point culminant, le paysage est poétique. Des flocons de neige se posent doucement sur les épinettes des sapins. Sur la passerelle au-dessus du vide, la vue sur la ville et les lacs environnants est splendide. Des glaciers se dévoilent en fond.

Interlaken se laisse aussi admirer sous la voile d'un parapente, en tandem avec un instructeur. Quelle sensation lorsque les pieds quittent la terre et que la toile se gonfle ! On utilise les courants d'air pour monter ou descendre. Le panorama est superbe, les toits sont enneigés, c'est une vraie carte postale. Le sentiment de liberté qui nous envahit est indescriptible.

En ville, les sabots des chevaux qui claquent sur le goudron du Höheweg semblent désuets au milieu des boutiques d'horlogerie de luxe. Les maisons blanches aux volets

rayés, typiques de la région, se reflètent dans l'Aar, la rivière qui traverse Interlaken en direction de Thoune.

La citadelle de Thoune donne sur les montagnes. L'eau de l'Aar y jaillit turquoise, les toits de tuiles s'alignent dans des tons safranés, les balcons se parent de jardinières fleuries. L'étoile dorée des armoiries thounoises, récompense de prouesses de bataille, orne les pavés.

Au Moyen Âge, à la suite d'une apparition, Berthe de Bourgogne reçoit l'ordre de construire douze églises autour du lac de Thoune. Berthe a bien bossé : les clochers des chapelles se distinguent dans la campagne au milieu de petits châteaux, coteaux plantés de vignes et chalets traditionnels. La meilleure façon de les observer est d'embarquer sur un bateau qui glisse sur le lac.

Au sommet du Niederhorn qui surplombe cette étendue d'eau, le spectacle est magnifique. Un chamois, fièrement dressé sur son rocher, prête l'oreille à un joueur de cor des Alpes. On aperçoit trois monts emblématiques qui se dessinent. Selon le folklore local, le Mönch (le moine) protège la Jungfrau (la jeune fille) de l'Eiger (l'ogre).

De part et d'autre de l'Eiger se trouvent les vallées de Lauterbrunnen et de Grindelwald. Surnommée capitale mondiale du base-jump, Lauterbrunnen

est bien connue des sportifs de l'extrême. Entre deux falaises, une église se détache devant un glacier immaculé. Une chute d'eau impressionnante, Staubbach, "la chute de poussière", donne un aspect irisé aux façades en bois des chalets. Goethe lui-même y aurait trouvé l'inspiration...

Grindelwald est un village huppé situé au pied de la face nord de l'Eiger, une paroi verticale bien connue des alpinistes car réputée très difficile. Des sons de cloche et des meuglements retentissent dans la vallée. Un concours pour choisir la plus jolie vache se déroule sous l'œil attentif des habitants. Les critères de sélection : fesses rondes et pis gonflés. Les hommes ne se refont pas ! Le sentier qui fait le tour de la bourgade serpente entre de belles villas et des troupeaux de brebis.

De ces deux vallées partent des trains qui arrivent à la Kleine Scheidegg. C'est la station de départ de la voie ferrée qui grimpe jusqu'au Jungfraujoch, gare la plus haute d'Europe, à 3454 mètres d'altitude. À l'arrivée, sur la plateforme du Sphinx, la vue est saisissante. Les skieurs expérimentés s'élancent sur le glacier d'Aletsch et rapetissent rapidement dans cette immensité de blanc. Les montagnes enneigées dominent la vallée de glace. Les courants d'air balayent le visage des visiteurs : il fait -10 °C. Le froid est plus vigoureux côté Nord, d'où la vue sur le Valais est vertigineuse. Des grimpeurs rentrent de l'ascension de la Jungfrau, épuisés mais heureux.



Survoler Interlaken en parapente

Le van de Twin Paragliding récupère les élèves à leur hôtel et monte jusqu'à Beatenberg, lieu du décollage. En tandem avec un instructeur, solidement harnaché, on s'élève doucement dans les airs, au-dessus des toits des chalets. Le vol offre une vue magnifique sur Interlaken entourée des lacs de Thoune et de Brienz. Les sommets enneigés complètent le décor. On se laisse porter par le vent. L'instructeur propose aux plus aventuriers une version "rollercoaster" et la possibilité de diriger soi-même la voile. Sensations garanties!

i Twin Paragliding. En fonction du temps, réservation par courriel : mail@twinparagliding.com ou sur le site www.twinparagliding.com. Prévoir des lunettes de soleil et des gants. Tarif : 140 -160 CHF selon le vol.

© CAMILLE DE LA FAYOLLE

© CAMILLE DE LA FAYOLLE

Prendre une pause nature au Niederhorn

Le Niederhorn est accessible avec deux téléphériques, de Beatenbucht à Beatenberg puis de Beatenberg au sommet. En un peu moins de 20 minutes, on franchit un dénivelé de presque 1500 mètres! La vue est impressionnante : d'un côté le lac de Thoune, de l'autre la vallée de Justis (Justistal). C'est un endroit idéal pour observer la faune, particulièrement à l'automne. Depuis le sommet, il est possible de descendre en luge l'hiver ou en trottinette l'été. Le must : passer la nuit dans l'une des chambres de l'hôtel d'altitude tenu par Pierre, qui donne de bons conseils en matière de randonnée.

i Tickets A/R Beatenbucht - Niederhorn : adultes 53 CHF - tarif réduit 26.50 CHF. Ouvert toute l'année, horaires disponibles sur www.niederhorn.ch.



Saint-Béat

Voyager au centre de la Terre à Saint-Béat

Saint Béat aurait vécu dans des grottes sur les rives du lac de Thoune et terrassé un terrible dragon. Ces grottes étaient un lieu de pèlerinage jusqu'à ce que le pays devienne protestant et emmure l'entrée pour en interdire l'accès aux catholiques. Un capitaine de bateau thounois a redécouvert cette grotte au début du xx^e siècle. Lors de la visite, on s'enfonce de un kilomètre dans les profondeurs de la montagne, entre stalactites et stalagmites. La température est constante (8 à 10 °C) : prévoir de quoi se couvrir en été!

i Ouverture du 18 mars au 12 novembre 2017 de 09 h 45 à 17 h 00. Tarifs : adultes 18 CHF - enfants 10 CHF. Visite libre ou guidée en français sur demande. www.beatushoehlen.swiss/fr

© CAMILLE DE LA FAYOLLE

Jungfrauoch



Prendre de la hauteur au Jungfrauoch - Top of Europe

Les trains qui permettent d'accéder au Jungfrauoch partent de la station Kleine Scheidegg. Pendant 50 minutes, le train chemine entre glaciers et tunnels, jusqu'à 3454 mètres. Un ascenseur permet de grimper encore 108 mètres. Depuis l'observatoire du Sphinx, la vue sur le glacier d'Aletsch est à couper le souffle. Une promenade sur la crête jusqu'à la Mönchsjochhütte est accessible à tous et dure entre 45 minutes et 1 h 30, selon le souffle et l'entraînement de chacun. À l'intérieur de la montagne se trouve un palais des glaces avec de jolies sculptures.

i Ouvert toute l'année. Emporter des vêtements chauds même l'été. S'y rendre par temps clair uniquement. Prévoir 3 heures au sommet. Ticket A/R depuis Interlaken : 190 CHF, disponible dans les gares suisses ou sur www.jungfrau.ch.

© CAMILLE DE LA FAYOLLE

Se faire des tablettes de chocolat au Funky Chocolate Club

Le slogan de Funky Chocolate Club donne le ton : "Le chocolat est fait à partir de cacao, qui est une graine, qui vient d'une plante. Donc manger du chocolat, c'est comme manger des fruits et légumes !" Si la Suisse est aussi célèbre pour son chocolat, ce n'est pas pour la qualité de ses cacaoyers, qui ne poussent qu'autour de l'Équateur, mais pour son lait ! Ateliers d'une heure menés avec humour, au cours desquels les apprentis chocolatiers réalisent des tablettes personnalisées au son de yodels suisses. La dégustation est fortement encouragée.

- 📍 Funky Chocolate Club, Jungfraustrasse 35, 3800 Interlaken.
Ateliers d'une heure en anglais : adultes 65 CHF - enfants 59 CHF.
Inscription à la boutique ou sur le site www.funkychocolateclub.com.

© CAMILLE DE LA FAYOLLE



Remonter le temps au musée suisse en plein air de Ballenberg

On peut visiter une centaine de maisons traditionnelles suisses dans cet incroyable musée à ciel ouvert. Dans une atmosphère qui sent bon le feu de bois, des artisans (potiers, sculpteurs, fromagers, etc.) font des démonstrations de savoir-faire. Les animaux font la joie des jeunes et moins jeunes qui parcourent le site ! On sirote un chacheli dans les auberges devant les montagnes, on apporte de quoi faire un pique-nique ou un barbecue. Il faut prévoir une journée pour avoir le temps de faire le tour des différents cantons représentés. Crème solaire, lunettes et chapeau impératifs !

- 📍 Ouverture du 13 avril au 31 octobre 2017, de 10 à 17 h. Entrée : adultes 24 CHF, enfants 12 CHF, gratuite avec le Passeport Musées suisses et Swiss Travel Pass. Chiens en laisse autorisés. Visites guidées en français disponibles sur réservation. Accessible avec le bus 151 depuis Brienz. www.ballenberg.ch



© CAMILLE DE LA FAYOLLE

Funky Chocolate Club

Musée en plein air de Ballenberg

PRATIQUE

📍 Y ALLER

- **En TGV Lyria** : 1 A/R quotidien entre Paris, Dijon, Mulhouse et Interlaken (5 h 30 depuis Paris). Autre option au même temps de parcours : Paris/Bâle (jusqu'à 6 A/R par jour) puis prendre un train InterCity Bâle/Interlaken. À partir de 29 € l'aller simple en 2nde en réservant jusqu'à trois mois avant le départ. 📍 www.tgv-lyria.com.
- **En avion** : depuis l'aéroport international de Zurich, comptez 2 h 15 jusqu'à Interlaken en train avec un changement à Berne ou 1 h 45 en voiture, en dehors des heures de pointe. Différentes compagnies proposent des vols entre la France et Zurich. 📍 www.aeroport-de-zurich.com
- **En voiture** : comptez 6 h 45 depuis Paris. Une fois en Suisse, n'oubliez pas d'acheter la vignette si vous empruntez les autoroutes et semi-autoroutes, 40 CHF.

📍 POUR ALLER PLUS LOIN

- **Admirer la vue depuis le Harder Kulm**
Les courageux peuvent y grimper à pied,

mais le téléphérique arrive en 8 minutes à ce point culminant, qui offre une vue magnifique sur Interlaken et les lacs. Les couchers de soleil y sont splendides. Le restaurant géré par Dieter offre de copieux plats montagnards.

- 📍 Téléphérique ouvert tous les jours du 14 avril au 22 octobre 2017. Trajet simple adulte 16 CHF - tarif réduit 8 CHF ; A/R adulte 32 CHF - tarif réduit 12 CHF. Tickets A/R incluant le déjeuner au restaurant : adulte 36 CHF, tarif réduit 32 CHF.

● Naviguer sur le lac de Thoune

La navette à deux étages est le bateau-mouche local. Déjeuner en admirant les églises de Berthe de Bourgogne, les chalets, les châteaux et les vignes, en naviguant sur les eaux turquoise au cœur des glaciers. 📍 Ticket de transport à partir de 35 CHF. Accessible avec le Swiss Travel Pass. Réservation et horaires sur www.thunersee.ch ou achat direct à bord du bateau.

● Faire trempette aux chutes de Trümmelbach

Les eaux de l'Eiger, du Mönch et de la Jungfrau se déversent à pleine puissance dans la montagne. Une suite de dix cascades glaciaires, classées au patrimoine mondial de l'Unesco, est présentée dans un site bien aménagé. Il y a beaucoup de marches,

attention les genoux !

- 📍 Ouvert tous les jours 9 h-17 h, 8 h 30-18 h en juillet et août. Entrée : 11 CHF - 4 CHF pour les enfants. Espèces uniquement. Accessible avec le bus 141 depuis Lauterbrunnen. www.truemmelbachfaelle.ch

📍 OÙ DORMIR

- **Belvedere, Grindelwald**. Hôtel de standing à la vue imprenable sur les montagnes. Admirer le coucher de soleil depuis le jacuzzi en plein air ou la piscine intérieure, *what else ?* Très bonne cuisine du chef et personnel souriant. 📍 Dorfstrasse 53, 3818 Grindelwald, Tél. : +41 33 888 99 99. Chambres à partir de 288 CHF pour 2 pers., petit déjeuner inclus. www.belvedere-grindelwald.ch/fr
- **Regina, Wengen**. Situé sur les hauteurs du village, très connu pour ses deux restaurants classés au Gault & Millau et Michelin 2017. Jolie vue sur les montagnes depuis les chambres. Le service à la réception est exceptionnel. 📍 Hotel Regina, Zentrum, 3823 Wengen. Tél. : +41 33 856 58 58. Chambres à partir de 300 CHF pour 2 personnes, petit déjeuner compris. www.hotelregina.ch.

✳️ OÙ MANGER

- **Top O'Met, Interlaken**. Situé au 18^e étage de l'hôtel Métropole. Produits de saison, personnel aux petits soins et très beau panorama. Le plus : dîner avec le soleil couchant qui se reflète sur les glaciers ! 📍 Höheweg 37, 3800 Interlaken. Ouvert jusqu'à 23 h en été. Tél. : +41 33 828 66 66. Plats 25-45 CHF. www.metropole-interlaken.ch
- **Café 3692, Grindelwald**. On sirote un Mountain Twist sur la terrasse au soleil et face à l'Eiger. La cuisine est de saison. Le personnel, attentionné, parle français. 📍 Terrassenweg 61, 3818 Grindelwald. Tél. : +41 33 853 16 54. Plats 15-20 CHF, café et pâtisseries maison. Ouvert de 8 h 30 à 18 h, fermé mercredi et jeudi. Vendredi et samedi jusqu'à minuit. www.cafe3692.ch

★ LIENS UTILES

- www.madeinbern.com
Pour tout savoir sur Berne et sa région.
- www.myswitzerland.com
Le site de référence du tourisme suisse avec de nombreuses suggestions et bon plans.

Abonnez-vous à **Courrier international**

Formule classique

9 € par mois

au lieu de ~~15,93 €~~*

**L'hebdo
chaque jeudi
+ tous les contenus
du site**

Inclus dans votre abonnement,
un accès à la version numérique
sur tous supports : l'édition abonnés
du site avec tous les suppléments
et articles exclusifs, le PDF du magazine
et les archives (plus de 100 000 articles).

VOTRE CADEAU :

**La sacoche
Courier international**

Cette sacoche pratique, solide et
molletonnée est conçue pour accueillir
un ordinateur 15 pouces. Elle protégera
vos documents et vous accompagnera
dans tous vos déplacements.

Dimensions : 34 x 25 x 6,5 cm
Prix public : 19,90 €



Ou payez votre abonnement en une seule fois, 1 an : 52 numéros, pour 109 €
au lieu de ~~191,20 €~~ (prix kiosque), j'économise 82,20 €.

Choisissez la formule intégrale

pour **1,90 €** de plus par mois
Soit **10,90 €** par mois au lieu de ~~18,77 €~~*



+

**L'hebdo chaque jeudi,
tous les contenus du site
et 4 hors-séries à paraître**

1^{er} CADEAU :



2^{ème} CADEAU :



+

Pochette pour tablette
Fermeture à glissière. Doublure noir et gris.
Dimensions : 22 x 26 x 3 cm - **Prix public :** 14,90 €

Ou payez votre abonnement en une seule fois, 1 an : 52 numéros + 4 hors-séries
pour 131,80 € au lieu de ~~225,20 €~~ (prix kiosque), j'économise 93,40 €.

BON D'ABONNEMENT

A retourner accompagné de votre règlement ou de votre RIB à :

Courrier international - Service abonnements - A 2100 - 62066 ARRAS CEDEX 9

RCO1700PBA391

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

TÉLÉPHONE E-MAIL

Je souhaite recevoir des offres de *Courrier international* : oui non

Je souhaite recevoir des offres des partenaires de *Courrier international* : oui non

Je préfère régler en une seule fois, soit **109 €** au lieu de ~~191,20 €~~* et je
reçois en cadeau la **sacoche Courier international**.

Chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Carte bancaire n° :

Expire fin : Cryptogramme :

Je préfère régler en une seule fois, soit **131,80 €** au lieu de ~~225,20 €~~* (hebdos + 4 hors-
séries à paraître) et je reçois en cadeau la **sacoche ET la pochette Courier international**.

Chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Carte bancaire n° :

Expire fin : Cryptogramme :

J'opte pour le prélèvement, je règle **9 €** par mois au lieu de ~~15,93 €~~* (sans
engagement de durée), et je reçois en cadeau la **sacoche Courier international**.
Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

J'opte pour le prélèvement, je règle **10,90 €** par mois au lieu de ~~18,77 €~~*
(hebdos + 4 hors-séries à paraître, sans engagement de durée), et je reçois
en cadeau la **sacoche ET la pochette Courier international**.

Date et signature obligatoires

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

IMPORTANT :
Joignez votre RIB

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

IBAN :

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Paiement récurrent

Fait à :

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR17ZZ396542
80, boulevard Auguste-Blanqui
75013 Paris

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement.
Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez
obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui
doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa
relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits
d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi
n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

trans- versales. environnement

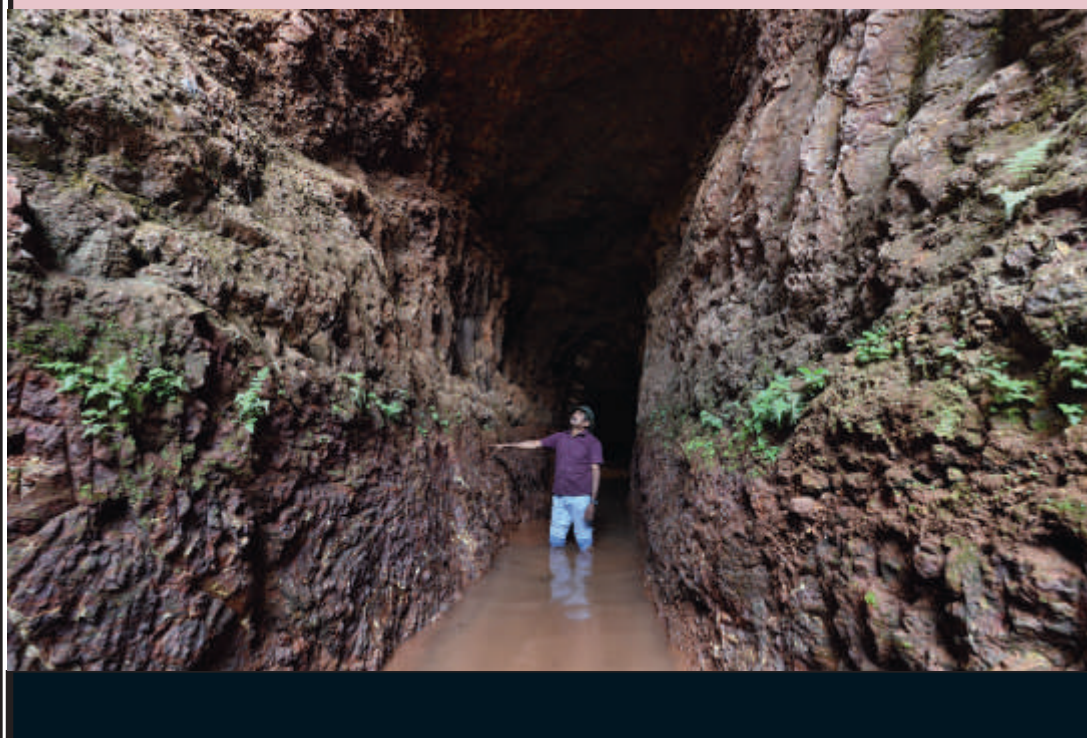


Économie 38

Expat 39

Et en dessous coule une rivière

Irrigation. Dans la région de Bidar, dans le sud de l'Inde, un réseau oublié d'aqueducs souterrains et de puits vieux de près de 600 ans a été découvert. Sa restauration permet à cette zone aride de résister à la sécheresse.



—The Hindu (extraits)
Madras

Les vastes plaines qui s'étendent autour de Bidar, dans l'État du Karnataka, sont exposées aux assauts du soleil, qui darde ses rayons sur des terres peu peuplées et à la végétation clairsemée. Mais quand on descend dans la bouche – de 6 mètres de diamètre – de l'aqueduc médiéval construit au nord-ouest de la ville, on note une agréable baisse de température. À 7,5 mètres de profondeur, une eau fraîche s'écoule lentement, claire comme du cristal jusqu'à ce que nos pieds soulèvent un épais nuage de sédiments

rouges en touchant le fond. Autour des dépôts de kaolin [une variété d'argile] blanc formés aux points de contact entre la surface de l'eau et les murs de latérite pousse une fougère médicinale baptisée *chamkora*. Le jeu d'eau et de lumière strie la paroi rocheuse d'une riche palette de couleurs alliant le noir du basalte au rose de la bauxite, le brun du fer à l'ocre de l'argile. D'inoffensives araignées d'eau (*Aquarius remigis*), qui contribuent à maintenir l'eau potable, s'agitent en tous sens. À une quinzaine de mètres de l'entrée du tunnel, la lumière d'un puits à ciel ouvert de 20 mètres de haut projette de vagues lueurs dans l'obscurité

d'encre qui règne plus loin, là où l'eau est assez profonde pour qu'on puisse s'y noyer.

Dans les murs imposants, des ouvertures indiquent les cavités où, il y a près de six cents ans, des lampes en osier éclairaient probablement les ouvriers au travail. Quand Valliyil Govindankutty, géographe à l'Université publique de Chittur, dans l'État du Kerala, a découvert voici cinq ans un filet d'eau s'écoulant à cet endroit, il n'a pas compris qu'il venait de mettre au jour un ancien trésor d'ingénierie, composé de 57 puits disposés en ligne droite et reliés à un tunnel de 2,5 kilomètres de long qui avait été creusé pour transporter l'eau

d'un puits principal pérenne situé au début d'une ligne de faille [fracture géologique].

L'eau qui s'écoule aujourd'hui dans le karez (aqueduc) du village de Naubad est le résultat de plusieurs mois de recherches assidues et de méticuleux travaux de restauration sur l'aqueduc et ses puits, mais aussi sur les bawdis (puits à ciel ouvert) et les kalyanis (réservoirs) des environs, qui font partie du réseau hydrographique extrêmement sophistiqué de Bidar.

Dernièrement, les autorités du Karnataka envisageaient de déclarer en état de sécheresse 26 des 30 districts de l'État, dont les 16 les plus septentrionaux – à commencer par celui de Bidar –, qui souffraient d'un manque de précipitations. Une étude réalisée par un sous-comité gouvernemental a fait apparaître que, de l'avis des restaurateurs de la ville de Bidar et des responsables du district, l'eau de l'aqueduc se maintiendrait à son niveau actuel pendant encore deux à trois mois et qu'il était trop tôt pour établir un plan de sauvetage. Le karez de Naubad sert à irriguer une cinquantaine d'hectares de terres agricoles et à alimenter en eau la population locale. C'est le premier des aqueducs indiens à avoir bénéficié d'une restauration reposant sur des bases scientifiques.

Imperméable. La région semi-aride de Bidar reçoit entre 600 et 1 000 millimètres de pluie par an [il tombe en moyenne 750 mm de pluie dans la ville voisine de Hyderabad chaque année, contre plus de 1 500 à Calcutta]. Son sol est composé de latérite concrétionnée en nid d'abeille – une roche dure mais poreuse, pouvant absorber l'eau de pluie lorsqu'elle est recouverte d'une végétation adéquate –, et en dessous se situe le basalte imperméable des trapps du Deccan [immenses accumulations de laves], qui empêche toute infiltration.

Depuis sa première excursion, Valliyil Govindankutty a répertorié 814 bawdis et kalyanis le long des trois aqueducs souterrains qu'il a cartographiés autour de Bidar : le karez de Naubad, le plus accessible ; le Shukla Tirth, long de 6 kilomètres, qui part du lac de Gornalli et alimente le village d'Agrahara par des canalisations en terre cuite ; et le moins connu, le Jamna Mori, long de 1,3 kilomètre, qui s'étendait probablement de la

↳ Valliyil Govindankutty, géographe, à l'entrée du karez de Naubad. Photo KVS Giri/The Hindu

porte Fateh Darwaza du fort de Bidar aux douves du palais royal et qui a été enterré par une urbanisation rampante.

Grâce aux travaux de restauration, après les fortes pluies de septembre 2015, l'aqueduc de Naubad est redevenu opérationnel pour la première fois depuis des siècles : le débit à la sortie de sa bouche atteignait 120 litres par minute. À la fin de février 2016, l'aqueduc était à nouveau à sec, mais les restaurateurs, encouragés par ces premiers résultats, ont passé les mois suivants à poursuivre les travaux de désenvasement.

Sensibilisation. La nature allait leur réserver une surprise. Sous l'effet de la sécheresse qui sévissait depuis 2012, la plupart des puits et des réservoirs de Bidar se sont trouvés à sec à l'été 2016, pour la première fois de mémoire d'homme. "Quand cela s'est produit, les gens ont pris la situation au sérieux et il a été plus facile de les sensibiliser au problème. En un sens, la crise est devenue une opportunité", confie Vinay Malge, un entrepreneur de 35 ans qui a cofondé l'association Bidar Yuva (Youth United for Vigilance, Awareness and Action).

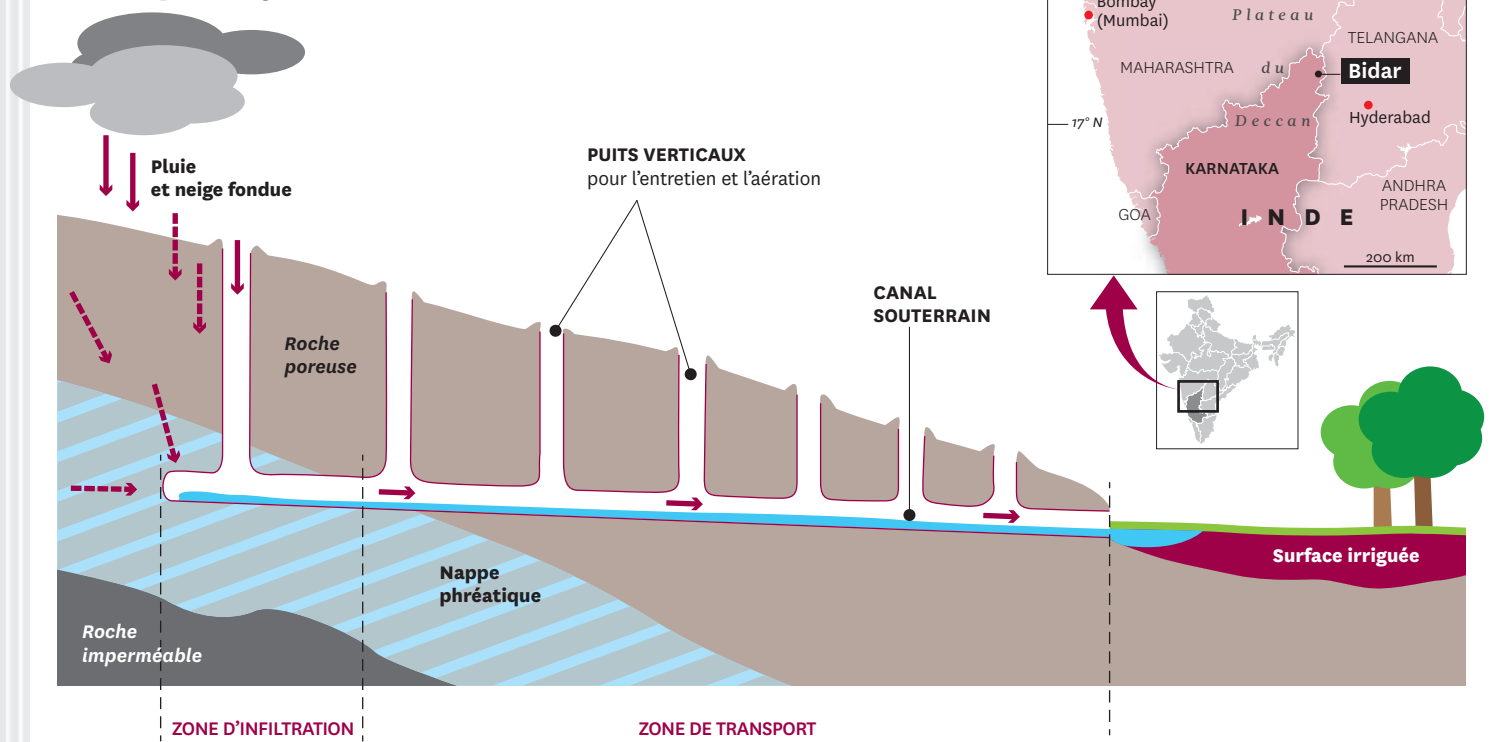
Ses militants ont poursuivi l'œuvre de Govindankutty sur le terrain en incitant les autorités locales à procéder au désenvasement et au nettoyage des puits. Ils ont engagé des actions en justice contre l'empiètement sur les terres des bassins-versants et protesté contre la prolifération des puits creusés en profondeur, qui ont fait considérablement baisser le niveau de la nappe phréatique et nuire au fonctionnement de l'aqueduc, fondé sur des dénivellations. Enfin, ils ont planté plus de 100 000 arbres d'essences locales afin d'empêcher l'eau de pluie de ruisseler avant d'avoir pu être absorbée, et ils ont sensibilisé les habitants aux méfaits du déversement des ordures et de la défection en plein air le long de l'aqueduc.

Grâce aux abondantes chutes de pluie de septembre 2016, le karez de Naubad, plusieurs réservoirs d'irrigation et de nombreux kalyanis ne se sont pas taris depuis. Valliyil Govindankutty a cartographié à ce jour 28 puits servant à recueillir l'eau de pluie dans l'aqueduc, mais ce nombre est susceptible d'augmenter avec la poursuite des travaux de restauration. Au départ, il avait peu d'indices de présence d'eau en

Un ouvrage venu de Perse

●●● “Le karez (‘canal’ en persan) est un système originaire de l’Iran ancien qui permet de collecter, transporter, stocker et distribuer l’eau dans des zones arides en limitant au maximum les pertes par évaporation”, explique **The Hindu**. En Inde, les premiers aqueducs de ce type auraient été construits à Bidar, “vraisemblablement avec l’aide d’ingénieurs perses, poursuit le journal indien, puisque le sultanat de Bahmani fut le premier royaume musulman médiéval à avoir des liens avec l’Empire perse.”

Principe de fonctionnement d’un karez



SOURCES : VIRASAT E HIND, WIKIMEDIA COMMONS

déhors des figuiers, des jambons [arbre à feuilles persistantes de la famille des myrtacées] et d’arbustes. Cet universitaire de 43 ans est souvent descendu seul, attaché à une corde, dans des puits à quatre niveaux, et il lui est arrivé d’être contusionné par la chute de ronces ou de pierres et de se retrouver nez à nez avec divers animaux. Cobras, vipères, libellules, tisserins bayas, cratéropes [deux espèces de passereaux], langurs [singes] et chauves-souris frugivores ne sont, à l’en croire, que quelques exemples de la biodiversité du karez. Durant ses séjours à Bidar, pris sur ses week-ends ou ses congés et financés de sa poche, Govindankutty travaillait avec les images de Google Earth et se servait d’un GPS et de dispositifs de relevé comme un niveau de géomètre et une boussole topographique pour enregistrer les coordonnées. Il a ainsi créé un système de données géographiques du karez, qu’il rendra public à la fin de ses recherches.

Soutenance de thèse. “L’enthousiasme avec lequel il s’est lancé dans une étude approfondie et périlleuse des lieux est exemplaire”, observe K. K. Muhammed, ancien directeur régional de l’agence gouvernementale Archaeological Survey of India et actuel directeur de projet au Fonds Aga Khan

pour la culture à Hyderabad. Le karez de Naubad est un réseau particulièrement complexe qui fonctionne dans le sens inverse à celui de la gravité : alors que l’inclinaison naturelle du plateau monte du puits principal vers la bouche, le tunnel a été conçu pour en descendre. “Au début, ça m’a surpris. Je me suis demandé comment ils avaient fait”, note Valliyil Govindankutty.

Le professeur, qui remettra prochainement sa thèse, “Préservation d’un paysage historique”, à l’université du Kerala, se souvient d’avoir rampé dans certains passages du tunnel en se fiant à ses seules connaissances de la géologie de Bidar. “Je savais que le toit du tunnel ne s’effondrerait pas, que seules les parois pouvaient glisser”, dit-il en riant. À ce jour, ses travaux et ceux des bénévoles locaux, désormais subventionnés par l’État, ont rendu 16 puits accessibles.

Mais l’équipe est confrontée à de nombreux problèmes. Ainsi, au sud-ouest de la ville, le talus de Kamthana, long de 1,5 kilomètre – un ovale parfait sur une carte –, s’est écroulé sur l’ancienne route reliant Bidar à Gulbarga. Le fossé est en piteux état, les zones boisées adjacentes sont entièrement desséchées, et le réservoir alimenté par les canaux est en ruine. Par ailleurs, le périphérique contournant Bidar et relié à l’autoroute

Naubad-Hyderabad passe par l’une des deux zones agricoles irriguées par l’aqueduc, ce qui menace la viabilité du système. Quant aux nouvelles routes reliant le périphérique à Bidar en passant par les temples de Siddheshwar et de Papanash, elles traversent les prai-

“Dès que nous avons le dos tourné, les gens se remettent à déverser des ordures.”

Vinay Malge, ENTREPRENEUR

ries environnantes, déjà menacées par la disparition d’arbres comme le margousier, le tamarindier et le jujubier.

Le développement urbain rapide est responsable de l’érosion d’un plateau de latérite unique en son genre. La région de Nanak Jira, considérée comme un lieu sacré par les sikhs, est très bétonnée : son puits est cimenté sur tous les côtés et le cours des canaux a été tellement dévié qu’il est aujourd’hui méconnaissable. Autre menace, une voie ferrée coupe la zone de captage [ouvrage de prélèvement d’eau d’une source] de Naubad, qui se trouve juste au-dessus de fractures géologiques ou de voies où l’eau peut s’écouler.

“Le comportement des gens constitue le plus gros problème, observe Vinay Malge, de la Bidar Yuva. Quand nous nettoyons et désenvasons, l’eau revient et tout le monde en bénéficie. Mais dès que nous avons le dos tourné, les gens se remettent à déverser des ordures. Tout ce qu’on peut espérer, c’est que le caractère sacré de ces plans d’eau soit respecté.”

Mais les militants ne baissent pas les bras. L’an dernier, le réservoir de Vilaspur, qui irrigue une cinquantaine d’hectares au nord-ouest de Bidar, était complètement à sec. Depuis qu’il a été désenvasé, c’est une belle étendue d’eau qui accueille des oiseaux migrateurs. Dans la vieille ville, le puits à ciel ouvert de Jahaz Ki, de 34 mètres de profondeur, qui était bouché sur 26 mètres de hauteur, est à nouveau rempli d’eau depuis son nettoyage.

Bénédiction. Les autorités soutiennent aussi le projet. Le département du tourisme a financé certains travaux de restauration avec une première enveloppe de 30 millions de roupies [420 000 euros], suivie d’une seconde de 50 millions. L’agence Karnataka Urban Infrastructure Development Finance Corporation a inclus la préservation de l’aqueduc de Naubad parmi les 17 projets devant faire l’objet d’une étude pilote.

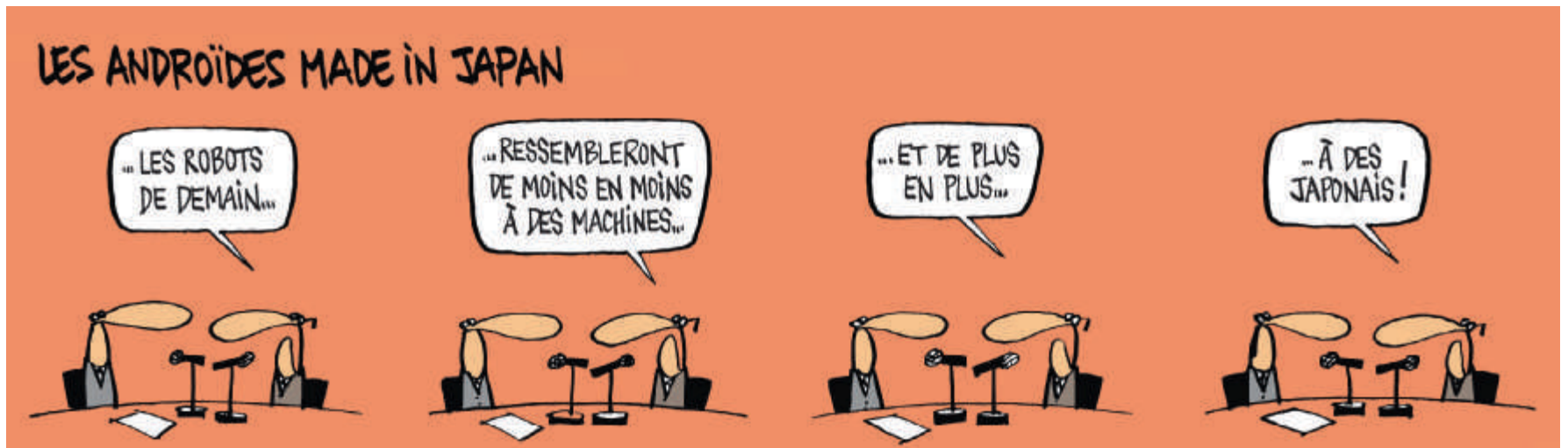
Sur le plateau, des traces de charrettes sillonnent le sol jusqu’à Bhalki, une ville située à 24 kilomètres, ponctué tous les kilomètres par un puits plus ou moins désaffecté où des voyageurs et des animaux devaient jadis étancher leur soif. À Naubad, il y a une vieille ferme au toit partiellement détruit, dont les murs sont de gros blocs de latérite si épais que la bâtisse semble fortifiée. La famille qui y vit nous sert des mangues fraîchement cueillies avec une hospitalité chaleureuse. Le karez de Naubad, qui passe sous ses terres, est une bénédiction : quatre puits sont situés sur la propriété, et ses occupants ne sont que trop heureux de laisser l’équipe de restaurateurs [du karez] y accéder.

Au-dessus de nos têtes, la célèbre équipe de voltige aérienne Surya Kiran, qui décolle pratiquement tous les matins de la base aérienne de Bidar, exécute des figures audacieuses dans un ciel sans nuage. Plus de 600 familles de militaires utilisent l’eau pompée dans l’un des multiples bawdis construits à proximité du vieux temple de Papanash. Entre les réalités aérienne et souterraine s’insère une autre réalité, précaire et menacée : pour le moment, Bidar et ses environs ont de l’eau, malgré l’état de sécheresse qui sévit dans le Karnataka.—

Publié le 29 avril



↓ Dessin de Mix et Remix paru dans
Le Matin Dimanche, Lausanne.



Le gourou japonais de l'intelligence artificielle

Technologie. À la tête de Softbank, Masayoshi Son est l'homme le plus riche du Japon. Sa vision : un monde piloté par les robots.

—Der Spiegel Hambourg

Le visage rayonnant, Masa se colle le plus étroitement possible à Donald Trump, qui le domine d'une tête et le présente avec ces mots : "Voici Masa, de Softbank, au Japon, il vient d'accepter d'investir 50 milliards de dollars et de créer 50 000 emplois aux États-Unis ; c'est l'un des grands hommes de l'industrie."

C'était début décembre à la Trump Tower, à New York, peu après l'élection du nouveau président américain. Cet accueil représentait un joli coup de plus dans l'histoire de l'ascension foudroyante de Masayoshi Son, 59 ans, le fondateur du groupe de télécommunications japonais Softbank.

Beaucoup de gens ne savaient pas qui il était, il a dû épeler son nom – "M-a-s-a" – aux journalistes. Il est apparu ensuite que son groupe était propriétaire de Sprint, le quatrième opérateur de téléphonie mobile des États-Unis, et avait récemment acheté ARM, la société britannique qui développe les puces qu'on retrouve dans plus de 95 % des smartphones dans le monde, pour 32 milliards de dollars – payés cash.

Son empire s'étend d'un fabricant de robots français [Aldebaran, racheté en 2012] à un portail de vente en ligne indien en passant par une appli de taxis chinoise. Le cœur en est Softbank, un des trois grands opérateurs de téléphonie mobile japonais. Au cours du dernier exercice, terminé fin mars, Softbank a triplé son bénéfice net par rapport à l'exercice précédent, à 11,5 milliards d'euros. Et avec une fortune personnelle supérieure à 20 milliards d'euros, Masayoshi Son a accédé récemment à la première place du classement des Japonais les plus riches établi par le magazine Forbes.

L'entrepreneur souhaite constituer le plus grand empire high-tech du monde et bouleverser le quotidien de l'humanité par l'intelligence artificielle. Il espère obtenir du président américain l'assouplissement de réglementations qui l'empêchent par exemple d'acheter T-Mobile, la filiale américaine de Deutsche Telekom, et de la fusionner avec Sprint pour en faire un géant du secteur.

Son projet le plus ambitieux actuellement est un fonds d'investissement high-tech d'une centaine de milliards de dollars [SoftBank

Vision Fund] qu'il est en train de monter avec des Saoudiens. Il chercherait à investir dans les fournisseurs de télécommunications par satellite Intelsat et OneWeb. Grâce à leurs réseaux, Masayoshi Son ferait un grand pas vers son objectif : contrôler une part considérable de la circulation des données dans le monde, connecter les hommes et les machines de plus en plus étroitement, et de plus en plus vite. Il disposerait alors de la matière première dont se nourrit l'intelligence artificielle (AI).

Dans trente ans, prédit le milliardaire, l'AI dépassera toute l'intelligence humaine accumulée. Il serait alors l'un des hommes les plus puissants du monde de la "singularité", ce monde de science-fiction piloté par ordinateur. Mais qui est donc Masayoshi Son ? Comment son ascension extraordinaire s'explique-t-elle ?

Hostilité. Tosu est une ville de 70 000 habitants de Kyushu, l'île la plus au sud du Japon. Le jeune Masayoshi a grandi dans une cabane de planches au toit de tôle construite illégalement le long d'une voie de chemin de fer. Le site est aujourd'hui le parking d'un restaurant, il n'y a plus trace de la misère de jadis. Masayoshi Son fait partie de la troisième génération d'une famille d'immigrés sud-coréens, qui, pour ne pas se faire remarquer dans un environnement souvent hostile, avait pris le nom japonais de Yasumoto [Masayoshi a préféré reprendre le nom coréen de ses ancêtres, Son]. Ce qui n'empêchait pas les gamins du quartier de jeter des pierres au jeune garçon.

Pour nourrir sa famille, le père distillait de l'alcool et élevait des cochons clandestinement. Masayoshi Son, qui n'accorde pratiquement jamais d'entretiens, a

rapporté un jour à ses employés qu'il trônait souvent sur la charrette avec laquelle sa grand-mère faisait le tour des restaurants pour récolter des restes à donner aux cochons. Il en pleurait encore. Malgré sa réussite, Masayoshi Son reste un marginal pour beaucoup de Japonais. Les propos haineux à son égard abondent sur Internet.

Quand Masayoshi Son avait 15 ans, son père est tombé gravement malade. Son frère aîné a dû arrêter l'école et gagner de l'argent. Contre la volonté de ses parents et de ses professeurs, Masayoshi est allé aux États-Unis, a appris l'anglais et fait des études. C'est un livre sur Ryoma Sakamoto, le samouraï qui voulait armer le Japon contre les grandes puissances occidentales, qui l'avait poussé à prendre cette décision extraordinaire. Ce héros l'inspire toujours : il conserve sa photo et un modèle en bois de son épée au siège de Softbank, à Tokyo.

Masayoshi Son se retrouve aux États-Unis au début de la révolution des nouvelles technologies. Il apprend à développer des programmes à l'université de Berkeley, en Californie, et garde comme un trésor sous son oreiller et dans ses livres de cours, la photo, découpée dans un magazine, de l'une des premières puces. Regarder cette merveille de la technique le bouleversait et le poussait à étudier.

Pepper, un robot à roulettes, permet à Softbank de réunir de précieuses données.

De retour au Japon, il fonde Softbank en 1981, une sorte de grossiste en programmes informatiques. C'est le début de son extraordinaire expansion. Masayoshi

Son investit dans des start-up alors que personne ou presque n'imagine l'importance qu'elles auront plus tard. En 1995, il prend des parts dans Yahoo, avec qui il crée une version japonaise en 1996, qui est encore le moteur de recherche préféré de beaucoup de ses compatriotes.

L'entrepreneur réussit son plus beau coup trois ans plus tard en entrant au capital d'Alibaba, la plateforme chinoise de commerce en ligne, pratiquement inconnue à l'époque. Quand Jack Ma, son fondateur, lui a en soumis l'idée, il s'est dit d'emblée prêt à acquérir 30 % des parts. Softbank détient aujourd'hui 28 % d'Alibaba, dont la valeur en Bourse a grimpé à 310 milliards de dollars. C'est cette participation qui fait en grande partie la valeur de Softbank.

Masayoshi Son pourrait depuis longtemps jouir de sa richesse, mais son ambition le pousse plus loin. Il cherche inlassablement à armer Softbank mais aussi le Japon dans son ensemble, pour un avenir où l'intelligence artificielle marquera le quotidien. Un vendredi soir de février, l'homme d'affaires s'adresse aux jeunes générations. Plusieurs centaines d'élèves, qui ont acheté leur billet en ligne, sont réunis dans un hôtel de luxe de Tokyo pour voir le gourou local des nouvelles technologies. Vêtu d'une veste grise et d'une chemise rayée au col ouvert, l'entrepreneur évoque une fois de plus sa révélation, la photo de cette puce qui l'impressionnait tant quand il avait 19 ans. Puis il aborde l'ère de la singularité, où les ordinateurs apprendront tout seuls et dirigeront le monde. "Que ferons-nous, nous les hommes ? demandez-le. S'il vous plaît, réfléchissez-y !"

De ses propos se dégagent une certaine inquiétude, la crainte que le Japon rate le train de l'avenir numérique – mais aussi que lui-même

↳ *Dessin de Beppe Giacobbe, Italie.*

Vive les entreprises sans patron

Solidarité. L'autogestion n'est pas une utopie du passé. Au Québec, l'économie sociale, en plein développement, permet d'attirer des jeunes dans des régions qui se dépeuplent.



—Le Devoir Montréal

Une entreprise qui part des besoins concrets d'une communauté, gérée démocratiquement par les travailleurs et qui redistribue équitablement ses profits : une utopie du passé ? C'est pourtant un modèle qui a le vent en poupe et qui conquiert des secteurs économiques plus diversifiés que jamais. Loin d'être un secteur marginal, l'économie sociale représente aujourd'hui 7 000 entreprises au Québec, quelque 210 000 emplois, avec un chiffre d'affaires de 40 milliards de dollars [canadiens, environ 27 milliards d'euros].

À l'heure de la crise du modèle économique traditionnel, les coopératives de travail et les organismes à buts non lucratifs (OBNL) représentent une solution de rechange pour tenter de concilier valeurs et travail, surtout pour les jeunes générations. «Aujourd'hui, on a affaire à des jeunes qui savent qu'ils veulent avant tout une entreprise sociale, et trouvent l'objet de l'entreprise ensuite», explique Martin Frappier, directeur des communications et de la recherche au Chantier de l'économie sociale du Québec.

L'idée de transformer l'économie par sa prise en charge collective

ne date pas d'hier. Les premières coopératives agricoles et de caisses d'épargne – dont est héritier le Mouvement Desjardins – remontent à plus d'un siècle au Québec.

En 1996, le Sommet sur l'économie et l'emploi, conjugué à la Marche du pain et des roses [marche des femmes qui a duré dix jours en 1995, et dont les revendications étaient avant tout économiques], remet la coopération au goût du jour. Avec sa recommandation «Oser la solidarité», le Chantier de l'économie sociale propose une logique différente «où le profit n'est pas le principal moteur, mais repose davantage sur les besoins de la population». L'économie sociale apparaît désormais comme un outil primordial pour l'insertion et la lutte contre la pauvreté.

Ainsi, les premières initiatives issues du Chantier seront les centres de la petite enfance, les soins périnataux ou encore les soins à domicile.

Mais le modèle social n'est pas seulement réservé au communautaire, plaide Martin Frappier. Il a également fait ses preuves pour le développement des régions. Plusieurs territoires voient les jeunes partir parce qu'ils ne trouvent pas de travail intéressant, et des aînés qui restent avec très peu de services. Dans ce

contexte, une entreprise d'économie sociale permet de se créer un emploi sur mesure tout en participant à la vitalité d'une région.

Les coopératives affichent un taux de survie deux fois supérieur à celui des entreprises traditionnelles, «*puisque'elles s'inscrivent d'emblée dans une logique durable à partir des besoins concrets*».

De quoi remettre en question l'hégémonie d'un modèle économique fondé sur l'exploitation des ressources et des personnes. C'est une des raisons qui participent à la popularité de l'entreprise sociale. D'autant que la gouvernance démocratique correspond aux aspirations des plus jeunes qui «*souhaitent avoir droit de parole dans l'organisation et s'identifient de moins en moins à des rapports autoritaires*», poursuit Martin Frappier.

Succès. L'autre raison du succès de l'entreprise sociale, c'est qu'on y travaille différemment. La mission sociale remplit pour certains le besoin de se réaliser, au lieu de travailler simplement pour un salaire. Les entreprises sociales sont également, en général, des milieux plus soucieux des personnes et de la conciliation famille-travail. Enfin, le modèle de gestion démocratique permet une plus grande diversité des tâches par la participation des travailleurs aux différents comités et aux réflexions stratégiques.

Le grand défi des entreprises sociales reste cependant la concurrence avec l'économie capitaliste. Aujourd'hui, le secteur social doit se repositionner face à la révolution du numérique et de la prétendue «économie du partage». Cette économie à la Uber ou Airbnb n'a rien de collectif, «*car les profits, eux, ne sont pas partagés*», explique Martin Frappier. L'économie sociale doit reprendre l'initiative face à ces nouveaux modèles économiques déroutants, qui échappent au droit du travail et aux cadres juridiques.

D'autant plus que l'époque est au «*social washing*» : un nombre croissant de grandes entreprises font valoir leur impact social, affichent un volet «équitable». Or, «*il suffirait d'une crise dans l'économie, d'un changement de dirigeant, et ce volet social pourrait sauter*», prévient Martin Frappier. Les entreprises sociales, elles, n'ont pas le choix d'assurer leur mission, puisqu'elle est inscrite dans leur constitution même.

Difficile donc de survivre devant les avancées du capitalisme

effréné, surtout lorsque les entreprises privées bénéficient d'aides publiques, souvent des crédits d'impôt, desquels les coopératives et les OBNL sont par définition exclues, puisqu'elles ne payent pas d'impôts sur le profit. Le secteur social est donc défavorisé devant les aides de l'État, et cela l'empêche d'autant plus d'investir dans la recherche et le développement, ce qui lui permettrait de rester concurrentiel.

Cependant, devant la multiplication d'initiatives de plus en plus audacieuses, comme les coopératives de programmeurs de jeux vidéo ou d'humoristes, on ne peut que constater que l'économie sociale est loin d'avoir dit son dernier mot.

—**Nadia Koromyslova**
Publié le 25 mars

SOURCE



LE DEVOIR

Montréal, Canada
Quotidien, 26 000 ex.
ledevoir.com

Henri Bourassa publie en 1910 le premier numéro du *Devoir*, en promettant d'en faire un journal «d'opinion» et «d'échange d'idées» pour raviver la fibre nationaliste des Canadiens français. Aujourd'hui, le dernier quotidien indépendant du Québec jouit d'une solide réputation, même si sa diffusion est restreinte. Plutôt souverainiste.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com/expat

Courrier Expat, le site pour tout savoir sur l'expatriation. Si vous vivez à l'étranger ou comptez vous y installer pour vos études, pour votre travail ou pour des raisons familiales, vous trouverez sur notre site toutes les infos pour vous aider.

Vous trouverez notamment une fiche spéciale Canada, des bons plans pour étudier, se loger et travailler au Québec et ailleurs dans le pays et des témoignages de Français qui sont partis y vivre.

ne parvienne pas à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Après avoir annoncé son intention de passer la main, Masayoshi Son a décidé l'année dernière de continuer un moment et s'est séparé du manager qu'il avait choisi pour lui succéder. Peut-être pourra-t-il montrer au monde à quoi servent toutes ses sociétés et ses participations. À promouvoir l'intelligence artificielle ? Mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Quel est le lien entre toutes ces activités – à part lui-même ? Pour le moment, c'est un mystère.

Acquisitions. Les hommes communiqueront-ils par l'intermédiaire de Pepper, par exemple ? Ce robot à roulettes [développé par Aldebaran pour Softbank] qui ressemble à un iPad avec une tête et des bras réagit aux émotions humaines. Il doit devenir l'emblème de Softbank dans le monde entier. Il y en a déjà 10 000 au Japon, dans les boutiques Softbank ou les banques : ils serrent la main des clients ou leur montrent le chemin. Masayoshi Son a passé beaucoup de temps à superviser la mise au point de cet homme artificiel. Pepper n'est pas un gadget : employé par des millions de sociétés et de foyers dans le monde, il permet à Softbank de réunir de précieuses données car il les transmet en permanence au cloud où elles sont conservées.

Les géants américains, Google par exemple, rêvent eux aussi de régner sur les données mondiales et sont souvent bien plus avancés que Softbank. Ceci vaut également pour l'Inde, qui est l'un des derniers grands marchés de croissance : Masayoshi Son a annoncé en 2014 qu'il y investirait dix milliards de dollars d'ici à 2024, essentiellement dans le commerce en ligne. Il a cependant peu de chances de gagner contre Amazon, le leader du marché. La concurrence est tout aussi rude sur le marché américain. L'opérateur de téléphonie mobile Sprint, qu'il a acheté 22 milliards de dollars, perd des clients et est dans le rouge. Si Softbank ne parvient pas à devenir un géant par d'autres acquisitions, il devra le revendre.

C'est entre autres pour cela que Masayoshi Son a été l'un des premiers à solliciter les faveurs de Donald Trump. «*Les États-Unis retrouveront leur grandeur*», a-t-il déclaré après cette rencontre à New York. Il devait penser à ses affaires dans le pays.

—**Wieland Wagner**
Publié le 3 juin

**Courrier
EXPAT**

360

SPÉCIAL
CANADA

MAGAZINE

Drake, le roi de Toronto	•	Musique	44
Une autre vision des mythes fondateurs	•	Culture	46
Vancouver, l'eldorado de la côte Ouest	•	Voyages	48
Vive le Québec moderne!	•	Histoire	50

ET DIEU CRÉA LES LACS DU MANITOBA

Mais il n'a pas eu le temps de les nommer. Cette mission a donc échoué à un homme, le toponymiste Des Kappel, chargé par la province de baptiser quelque 90 000 plans d'eau anonymes. Rencontre.

—Winnipeg Free Press [extraits] Winnipeg

→ Dessin de Ale + Ale pour
Courrier international

Le toponymiste Des Kappel, chargé de nommer les caractéristiques du paysage de la province du Manitoba, reçoit de drôles de demandes. À l'approche de la Saint-Valentin, des hommes l'appellent pour savoir s'il serait possible de baptiser un lac du nom de leur petite amie. Des Kappel les éconduit gentiment et leur explique que les choses ne fonctionnent pas ainsi. *“Je pourrais le faire, mais au détriment de ma principale source de revenus”*, plaisante-t-il.

L'homme dit pourtant vrai : les choses ne fonctionnent pas ainsi. Quand il arrive au travail, il ne commence pas la journée en se bandant les yeux pour envoyer une fléchette sur la grande carte du Manitoba affichée au mur. Son bureau est encombré de nombreuses cartes topographiques, déroulées ou non. Mais ce n'est pas avec une fléchette que l'on détermine le prochain lieu à baptiser. Car nommer les lacs et autres sites géographiques est une mission à la fois complexe et vitale.

Et il y a du pain sur la planche. Le Manitoba compte environ 100 000 lacs de toutes tailles, selon un relevé provincial des années 1970. Environ 10 000 ont été nommés jusqu'à présent. Il en reste donc à peu près 90 000. Des Kappel progresse. Il a fait partie d'une équipe qui, en 1995 [à l'occasion du cinquantenaire de la capitulation

allemande], a donné à des lacs, îles et baies les noms de plus de 4 000 habitants du Manitoba morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agissait en majorité de lacs situés dans le nord de la province. Actuellement, il est chargé d'associer des lieux à des noms de victimes de la Première Guerre mondiale.

Des Kappel n'en veut à personne de se poser des questions sur son travail. En 1994, quand il a pris ce poste de toponymiste (spécialiste des noms de lieux), il a eu la même réaction. *“J'étais le premier surpris que ce soit le boulot de quelqu'un.”* Il siège aussi à la Commission de toponymie du Canada, créée en 1897 pour veiller à l'application de normes communes en la matière. *“Pour éviter d'avoir trois villages qui s'appellent Portage la Prairie”*, résume-t-il. Mais aussi pour imposer des critères stricts, afin que la procédure ne perde pas de son prestige. Jusqu'en 1961, c'est le gouvernement fédéral qui avait le dernier mot sur les noms attribués.

Le Manitoba a dès le départ été représenté au sein de la commission, mais il a fallu attendre 1971 pour qu'un poste soit exclusivement consacré aux noms géographiques. Des Kappel est la deuxième personne à occuper cette fonction. Tout comme Adam a été chargé par Dieu de nommer tous les oiseaux et les bêtes sauvages, le gouvernement provincial a assigné à Des Kappel la mission de nommer le reste : les caractéristiques du paysage.

Mais pourquoi tout devrait-il avoir un nom ? D'abord pour aider les services d'urgence. Dernièrement, au lac Rossman, au sud du parc national du Mont-Riding, une ambulance s'est rendue à la mauvaise adresse. Tout s'est heureusement bien terminé. Mais le lac a depuis été

divisé en trois zones : Rossman-Ouest, Rossman-Sud et Rossman-Sunset Point. L'idée est aussi d'aider des secteurs d'activité tels que l'extraction minière, l'exploitation forestière et le bâtiment, pour lesquels les points de repère et les dénominations sont cruciaux. Enfin, il s'agit tout simplement d'être précis. *“Si quelqu'un m'appelle pour me dire qu'il a pêché un gros poisson, explique Des Kappel, c'est mieux s'il peut identifier l'endroit où il a attrapé le poisson, au lieu de dire ‘Je l'ai capturé dans le lac qui se trouve à trois kilomètres au nord de la cascade Smith.’”*

Certains toponymes, comme Portage la Prairie, évoquent avec nostalgie le commerce de la fourrure [les portages désignent les sentiers que les marchands empruntaient, leurs canoës sur le dos, pour contourner un obstacle sur une voie d'eau]. D'autres reflètent la nationalité d'une population immigrée, comme Selkirk ou Brandon, Steinbach ou Schanzenfeld, Gimli ou Baldur, Zhoda ou Prawda et Saint-Pierre-Jolys ou Letellier. D'autres encore rappellent les racines amérindiennes de la province, comme Waywayseecappo ou Manigotagan. Tous ont quelque chose à nous apprendre sur l'histoire du Canada. Au total, il y a environ 16 200 noms enregistrés dans la base de données provinciale, qui regroupe toutes sortes de localités, depuis les villes, petites ou grandes, jusqu'à des formations géologiques isolées telles que Young Hill [la colline Young, dans l'ouest de la province], baptisée en hommage à un soldat mort au combat.

Les lieux principaux avaient bien sûr été nommés avant que Des Kappel ne prenne son poste. Tout ce qui





se trouve près d'une route ou d'une voie ferrée avait déjà un nom quand il est arrivé. Quand on lui demande s'il a baptisé quelque chose de connu, Des Kappel mentionne néanmoins la plage Patricia.

Minute papillon ! Désolé de vous décevoir, Des, mais cette plage était ainsi nommée bien avant votre naissance. Pas exactement, répond-il. Il y avait bien le parc provincial de la plage Patricia, sur la rive sud-est du lac Winnipeg, mais la dénomination de "plage Patricia" n'avait jamais officiellement été attribuée en tant que telle, d'après la base de données provinciale. Un bon connaisseur du patrimoine local a donc déposé une demande pour veiller à ce que les savoirs séculaires ne se perdent pas. Les noms de lieux sont des marqueurs historiques essentiels, après tout. La demande a été appuyée par les habitants des alentours et les élus, ce qui est généralement obligatoire. Il faut dire que, à titre public ou privé, la plage en question est un lieu de loisirs depuis 1925, date à laquelle un certain George Allen s'y est fait construire un pavillon de chasse. Avec le temps, le site est devenu un lieu de villégiature populaire et a pris le nom de la fille de George et Olive Allen, Patricia. Les habitants et les autorités locales le désignaient depuis longtemps ainsi, ce qui était une raison suffisante pour lui accorder une dénomination officielle.

Mais ce lieu ne désigne pas un peuplement. Officiellement, il s'agit d'une "localité", c'est-à-dire un "endroit dénommé, avec ou sans population clairsemée". Bref, un terme fourre-tout pour n'importe quel endroit auquel les habitants ont donné un nom. Birds Hill [la colline aux oiseaux] a la même histoire. Autrefois, tout le monde appelait cet endroit Bird's Hill, à la forme possessive, parce qu'une famille du nom de Bird y vivait. Dans le Manitoba, de nombreuses "localités" ont ainsi un nom. Harperville, un hameau de deux ou trois maisons si l'on en croit une image floue sur Google Earth, n'a rien à voir avec l'ancien Premier ministre canadien Stephen Harper [au pouvoir de 2006 à 2015]. Il ne s'agit pas non plus une communauté de fervents sympathisants dudit Harper. En réalité, Harperville a été baptisé en 1906 d'après son postier, Peter Harper, qui a vécu là avant de partir s'installer à Stonewall. La localité n'en mérite pas moins un panneau le long de la route n° 6.

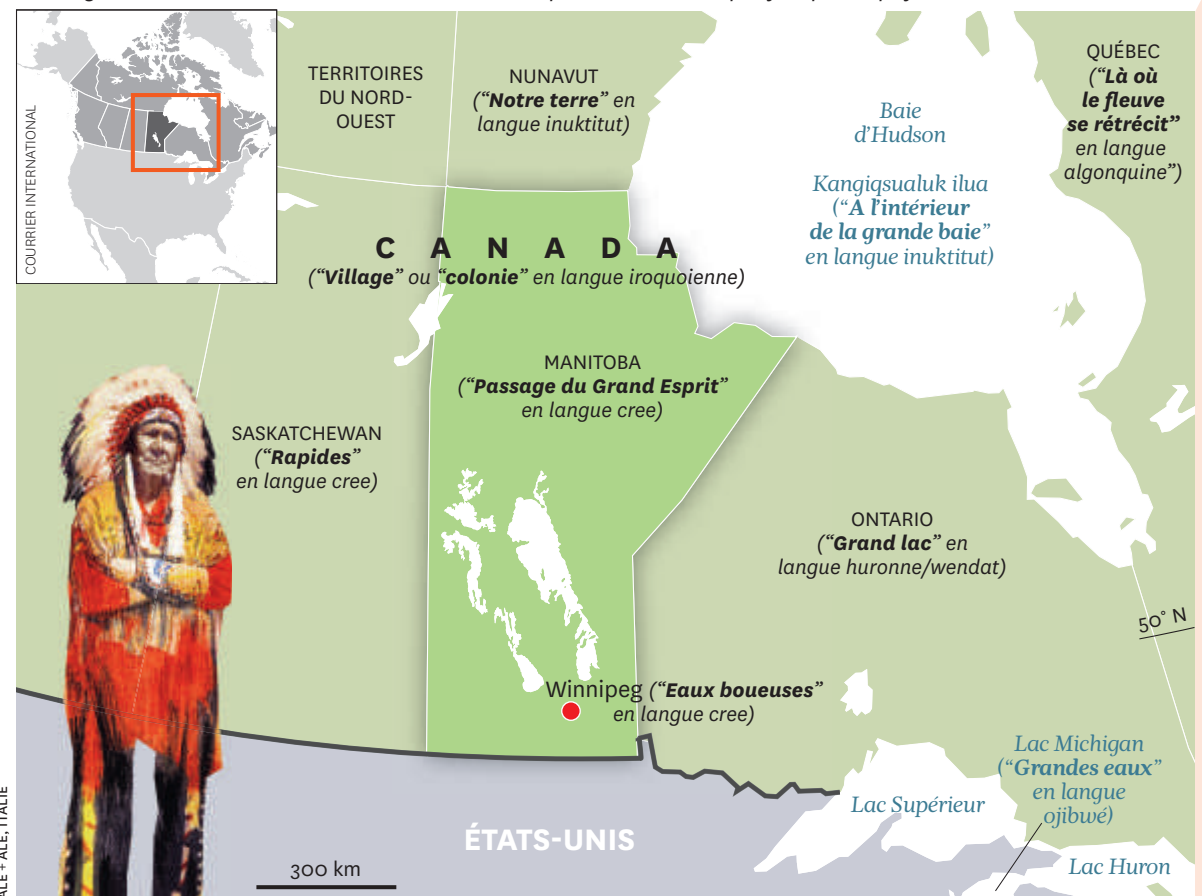
Même chose pour Monominto, tout près de la route n° 15, à l'est de Winnipeg. D'après Google Earth, il n'y aurait qu'un ou deux bâtiments à Monominto, mais ce lieu-dit a aussi son panneau. C'est ce qu'on appelle un "aiguillage ferroviaire", qui fait aussi office de voie de garage pour le Greater Winnipeg Water District Railway, le chemin de fer qui dessert l'aqueduc transportant l'eau potable vers Winnipeg depuis le lac Shoal, à la frontière entre le Manitoba et l'Ontario. Monominto a été baptisé d'après le quatrième comte de Minto, Gilbert John Elliot-Murray-Kynynmound, qui a été gouverneur général du Canada de 1898 à 1904, et d'après le surnom de sa fille, Mono. Il y avait déjà assez de lieux appelés Minto – la ville de Minto au sud de Brandon, la rue Minto et le manège militaire Minto à Winnipeg. C'est pour quoi la "localité" a été nommée Monominto.

Même si les lieux les plus faciles d'accès ont un nom, un nombre incroyable de sites plus reculés restent anonymes. Douze types de sites peuvent être associés à un nom commémoratif : les lacs, les cours d'eau, les îles, les baies, les pointes, les péninsules, les rapides, les ruisseaux,

La plupart de ces lacs sont accessibles uniquement par avion.

Carte étymologique du Manitoba et des alentours

Les langues amérindiennes et inuites ont alimenté la première strate toponymique du pays



les collines, les défilés [passages resserrés entre deux montagnes], les eskers [étroites levées de terre, de sable et de graviers, qui peuvent s'étendre sur des dizaines de kilomètres] et les cascades. D'après Des Kappel, au moins 500 000 d'entre eux sont encore aujourd'hui privés de nom.

Il estime à quinze le nombre de lieux qu'il nomme chaque année. En 1995, du personnel avait été recruté pour accélérer le choix des noms en hommage aux victimes de la Seconde Guerre mondiale. Deux mille sites ont ainsi été baptisés en un an. Chacun doit faire l'objet de recherches afin de s'assurer qu'aucune autre histoire ou aucun autre nom local n'est prioritaire. Ce projet n'était pas seulement une question de dénomination. La province a aussi demandé aux familles concernées de fournir des photos, des informations biographiques et toute autre documentation pertinente. L'ensemble a ensuite été saisi dans une base de données.

Des Kappel est resté en contact avec nombre de ces familles tout au long de la procédure. "Certaines personnes sont encore très émuës. Même après cinquante ans, des familles parlent du défunt en pleurs", raconte-t-il. "L'attribution d'un nom commémoratif permet parfois de tourner la page, poursuit-il, notamment si la personne est morte à l'étranger ou en mer et qu'elle est enterrée dans un autre pays – si tant est que son corps ait été retrouvé. Des familles vont à ces lacs pour construire un cairn ou poser une plaque commémorative." D'autres demandent que les cendres de leur proche défunt soient dispersées dans le lac qui porte son nom.

En 2005, la province a publié un livre sur les soldats tombés au combat [et dont la mémoire a ainsi pu être honorée]. L'ouvrage n'est plus réimprimé, mais la province le propose sous forme de CD sur le site Canada Map Sales. Ce recueil d'histoires dit la folie de la guerre. Il comporte des noms, des photos, des biographies, les lieux baptisés en hommage aux victimes et des informations très

personnelles, comme leur correspondance. Prenez le soldat Ralph Aandal, de Saint-Vital [un quartier de Winnipeg qui formait autrefois une municipalité à part entière]. "J'ai passé un agréable moment ici. Nous sommes restés longtemps dans le train, avant de descendre pour faire du chameau pendant des kilomètres et des kilomètres." Il plaisantait. Il était en fait arrivé aux dunes de Carberry pour être formé à la base militaire de Shilo, dans le sud-ouest du Manitoba.

Le jeune homme est ensuite allé à Debert (Nouvelle-Écosse) pour continuer son entraînement, puis au Royaume-Uni, où il s'est, écrit-il, "beaucoup amusé... J'ai visité toutes les grandes galeries d'art et le musée de cire." Il se plaint aussi des cigarettes européennes et demande à ses parents de lui envoyer des Player's Mild. Son dernier courrier est daté du jour de sa mort : "Nous sommes encore à la frontière allemande, raconte-t-il. Je n'ai pas du tout été malade ici. C'est surprenant qu'on n'ait pas tous fini à l'hôpital. On baigne dans l'eau jour et nuit... Je vous embrasse, Ralph (14 décembre 1944)." Ce n'est là que la première entrée de l'édition commémorative. Le lac Aandal, au nord-est du lac Reindeer, dans le nord du Manitoba, a été nommé en l'honneur de Ralph. "Comme nous n'avons pas de tombe ici, dans le Manitoba, le lac Aandal revêt une grande importance pour nous, sa famille", confie sa sœur dans le livre.

Il y a plus de 4000 histoires comme celle-ci. Le lieutenant Sidney A. Armstrong Adams, originaire du Pas, a obtenu son diplôme d'architecte à l'université du Manitoba en mai 1942. Trois mois plus tard, il avait intégré l'armée. Tué par un tir de mortier le 17 juin 1944, à l'âge de 25 ans, il est enterré dans le Calvados, en France. Au lac Dafoe, la baie Sidney Adams lui est consacrée. Pour le besoin des biographies, on a demandé aux familles de mentionner l'activité favorite de leur proche disparu. Leurs passions allaient de la nature au sport, en passant par l'aquarelle, les

Il faut être mort pour qu'un site porte votre nom. Les gens ne sont pas prêts à ce sacrifice.

vales de Strauss, les farces et “*taquiner ses sœurs*”, comme c'était le cas du cavalier Cecil E. Switzer, de Fisher Branch, mort à 23 ans. Le lac Switzer, au sud de la rivière Caribou, porte son nom.

“*Honorer la mémoire de ces hommes et femmes par la dénomination de sites géographiques n'est pas uniquement une attention polie à l'égard de leurs familles*”, écrit dans la préface Anthony Buckner, un archéologue qui a travaillé sur le projet des noms commémoratifs. Par exemple, la sœur de Frank Foord, disparu au combat, a écrit qu'en “*l'absence de tombe il a toujours été 'disparu' à Hong Kong*”. Aujourd'hui, grâce à ce lieu qui porte son nom au Canada, il aura enfin sa demeure éternelle.”

Vingt-deux personnes ayant reçu la croix de Victoria [la plus haute distinction militaire du Commonwealth, attribuée au Canada jusqu'en 1972] ont aussi été honorées, dont environ la moitié sont mortes au combat. D'autres lieux rendent hommage à trente-sept victimes de la guerre de Corée, sept victimes de la guerre en Afghanistan et un casque bleu des Nations unies. La province a récemment commencé à baptiser des lieux d'après les noms de policiers ou de secouristes morts dans l'exercice de leurs fonctions. Parmi eux, Dennis Strongquill, un policier de la gendarmerie royale du Canada qui a été abattu par balles lors d'un contrôle routier près de Russell, en 2001. Le lac Strongquill se trouve à 45 kilomètres au nord de la ville minière de Flin Flon [à la frontière avec la province de la Saskatchewan].

Mais attention, tous les lacs ne conviennent pas. “*Ils doivent être assez grands pour qu'un hydravion puisse y amerrir (environ 1,6 kilomètre de large)*”. Il ne peut s'agir de trous d'eau pour rats musqués”, précise Des Kappel. La plupart de ces lacs sont uniquement accessibles par avion.

Les formations géologiques sont associées à des défunts de manière aléatoire : un général n'aura pas droit à un lac plus grand qu'un simple soldat. Si tel est le cas, ce n'est que pure coïncidence. Des Kappel entreprend désormais de rendre hommage aux victimes de la Première Guerre mondiale. Quand ce projet a été lancé en 2016, la province avait dans ses archives une liste comptant environ 1 500 personnes. La mission a été estimée à cinq ans. Mais les autorités du Manitoba savaient que le décompte des défunts était incomplet. Le gouvernement fédéral conserve certes un registre des personnes tuées pendant la Première Guerre mondiale, mais sans mentionner d'où elles viennent au Canada. Darryl R. Toews, instituteur à Morden et bénévole à la Société historique du Manitoba, a alors rejoint l'aventure. Il a étudié les monuments aux morts de la province, ainsi que les archives des journaux, et a trouvé près de 7 000 noms supplémentaires.

La base de données des Manitobains tués pendant la Première Guerre mondiale compte désormais environ 8 200 personnes. “*J'ai voulu établir cette liste pour que nous prenions toute la mesure du sacrifice de la population du Manitoba*”, explique Darryl Toews. Cela fait un nombre considérable de noms commémoratifs. Les histoires de ces gens datant de la génération précédente par rapport à la Seconde Guerre mondiale, les informations sont plus

difficiles à trouver. Aucune échéance n'a été fixée pour terminer le projet. “*C'est flexible*”, résume Des Kappel.

Le bureau de toponymie reçoit aussi un autre type d'appel : celui de familles qui ont un chalet sur une île, près d'un ruisseau ou d'un petit lac, ou dont la propriété a une caractéristique physique particulière, et qui voudraient lui donner leur nom. Hum, oui, répond Des Kappel en les écoutant. Il se montrera aussi dubitatif à la fin du coup de fil. Tout d'abord, être propriétaire d'un lieu n'est pas un facteur pris en compte pour sa dénomination. La toponymie ne se soucie pas de savoir si quelque chose est sur votre propriété ou non. De plus, il faut être mort pour qu'un site porte votre nom. La plupart des gens ne sont pas prêts à faire ce sacrifice. Si, à tel ou tel endroit, les ancêtres d'une famille avaient une importance particulière sur le plan historique, comme les premiers colons, la requête pourra alors être examinée.

Une rare exception a été faite lorsque l'ancien Premier ministre de la province du Manitoba [de 2009 à 2016] Greg Selinger a contourné la procédure habituelle pour donner à un lac le nom de Jonathan Toews, la star bien vivante des Blackhawks de Chicago – membre de la Ligue nationale de hockey [qui regroupe des équipes du Canada et des États-Unis]. Originaire de Winnipeg, celui-ci avait remporté en 2010 une médaille d'or olympique avec l'équipe canadienne, avant de devenir le capitaine des Blackhawks, qui ont remporté la Coupe Stanley, ce pour quoi il a obtenu le titre de meilleur joueur.

Winnipeg prévoyait d'honorer Jonathan Toews de plusieurs manières, notamment en organisant une procession et en donnant son nom à la patinoire de hockey du Dakota Community Centre [le club de la ville où le joueur s'était formé]. Greg Selinger, de son côté, a décidé que la province baptiserait un lac en l'honneur du sportif, qui avait 22 ans à l'époque. Le lac Toews se trouve à 120 kilomètres au nord de Flin Flon. Cette décision a provoqué un petit scandale, car certains ont fait valoir que Jonathan Toews passait devant tout le monde, notamment des victimes de la guerre en Afghanistan et des secouristes morts dans l'exercice de leurs fonctions.

Des Kappel ne souhaite pas s'attarder sur les choix politiques qui ont abouti à cette désignation, mais il reconnaît que quasi tous les noms commémoratifs sont attribués à titre posthume, non seulement dans le Manitoba mais aussi dans le reste du Canada. Il ajoute que cette affaire a souffert d'un problème de timing. La province était en train de nommer des lacs d'après des soldats morts en Afghanistan mais attendait le Jour du souvenir [le 11 novembre au Canada] pour l'annoncer. “*Nous aurions dû contacter ces familles avant l'annonce faite pour le lac Toews*”, explique-t-il. Cela dit, quitte à faire une exception, Des Kappel ne conteste pas le choix de Jonathan Toews. Le sportif est un formidable ambassadeur du Manitoba et il fait beaucoup pour les associations caritatives, notamment par le biais de sa fondation qui porte son nom. En 2016, il a fait un don de 1 million de dollars [896 000 euros] au Dakota Community Centre.

D'autres sites canadiens ont-ils fait l'objet d'une exception et pris le nom d'une personne vivante ? “*Pas que je sache*”, convient Des Kappel. *Les toponymistes des autres provinces m'embêtent toujours avec ça lors de nos réunions.*”

— **Bill Redekop**
Publié le 24 février

En bref

LA LANGUE RETROUVÉE DES HAIDAS

Sur le papier, le film de réalisateur inuit Zacharias Kunuk a tout d'une gageure : tourner un long-métrage à Haida Gwaii, un archipel situé au nord-ouest de l'île de Vancouver, avec des acteurs non professionnels et dans une langue amérindienne – le haida – que ces derniers ne parlent plus. Réputé pour sa complexité, l'idiome compte aujourd'hui moins de 20 locuteurs, sur une population d'environ 2 500 Haidas recensés dans l'archipel.

Une quasi-disparition causée par le système des pensionnats où ont été enrôlés de force, pendant des décennies, les enfants autochtones, auxquels on interdisait de parler leur langue. *Edge of the Knife* racontera l'histoire d'un homme qui perd la raison et se coupe des siens après la mort d'un enfant. Le tournage a débuté, mais il pourrait durer plusieurs années, selon *The New York Times*. Il se déroulera au rythme de l'apprentissage par les acteurs de la langue de leurs ancêtres.

TOUCHE PAS À MA POUTINE!

Des frites, du cheddar en grains et de la “sauce brune” constituée à partir de bouillon de poulet, ce sont les ingrédients de la poutine. A priori pas la spécialité culinaire la plus élaborée qui soit, ce qui n'empêche pas le mets d'être une fierté canadienne. Au point d'en nier les origines ? Créée dans le Québec rural des années 1950, la poutine a longtemps été “*moquée et ridiculisée*”, rappelle le chercheur Nicolas Fabien-Ouellet au site de culture culinaire *Munchies*. Des temps anciens puisque, en mars 2016, le plat a été servi à la Maison-Blanche à Justin Trudeau lors de sa première rencontre avec le président américain. “*Nous voulons faire en sorte que nos amis canadiens se sentent chez eux*”, a alors commenté Barack Obama. “*La poutine est devenue de facto une spécialité canadienne*”, mais “*la labelliser comme telle alors que c'est un plat québécois relève de l'appropriation culturelle*”, explique *Munchies*. Le problème, pour Fabien-Ouellet, c'est que, “*petit à petit, la culture québécoise a été absorbée par la culture canadienne*”. Le faire remarquer à travers “*un sujet aussi léger que la poutine*” est le meilleur moyen selon lui de mettre en lumière l'importance des cultures minoritaires.

SOURCE



WINNIPEG FREE PRESS

Winnipeg, Canada
Quotidien, 101 000 ex.
par semaine (2015)
winnipegfreepress.com

Ce quotidien régional se targue d'être le plus vieux journal de l'Ouest canadien : il a été lancé en 1872, deux ans seulement après que la province du Manitoba a rejoint la Confédération canadienne. Il est donc aussi deux ans plus vieux que la ville de Winnipeg, la capitale de la province, où se trouve son siège. Couvrant l'actualité locale, nationale et internationale, c'est la lecture de référence des habitants du Manitoba.



musique. 

Le roi de Toronto

Le rappeur Drake s'est imposé en quelques années comme le meilleur ambassadeur de la capitale de l'Ontario. Sa plus grande prouesse : faire exister sa ville natale à l'étranger.



—The Globe and Mail (extraits) Toronto

Pour descendre dans les entrailles du palais omnisports de Toronto depuis la tribune de presse après un match des Raptors [l'équipe de basket-ball locale], il faut passer devant le vestiaire de l'équipe. C'est comme ça que je me suis retrouvé, un soir, derrière trois coachs adjoints qui marchaient au ralenti. Dans un angle, Drake était là, en personne, faisant le pied de grue. Son visage s'est éclairé comme s'il venait de faire une heureuse rencontre. Il s'est penché en avant avec déférence, offrant à chacun une solide poignée de main façon Bay Street [quartier financier de Toronto], et leur a lâché, le regard intense : "Joli match. Joli match. Joli match."

J'étais juste derrière. Drake savait que je ne faisais pas partie du staff ni des gens qui comptent. Il aurait très bien pu se détourner sans que j'en sois vexé. J'ai essayé de me faufiler en catimini pour lui éviter d'avoir à me saluer, mais il a obliqué légèrement vers moi de sorte que je n'avais pas d'autre choix que de marquer un arrêt complet. Il m'a tendu la main. A planté ses yeux dans les miens. M'a serré vigoureusement la main. "Joli match", m'a-t-il. "Merci", ai-je bêtement répondu. Puis, les yeux toujours rivés aux miens, il a fait un pas de côté afin que je puisse continuer mon chemin.

À l'époque, j'ai trouvé le geste très canadien. Aujourd'hui, je pense que ça allait au-delà de ça. Drake a passé le plus clair de sa carrière à prendre possession de la ville de Toronto et de son style.

Il serait faux de dire qu'il a redoré le blason de la ville dans le monde. Cela laisserait supposer qu'elle avait déjà une image. Or avant que Drake ne décide d'en faire une folle mission, Toronto n'existait pas dans l'imaginaire du reste du monde. Si la ville y a sa place aujourd'hui, c'est presque

Biographie

DRAKE, L'ENFANT CHÉRI DU RAP

Bien avant d'être un célèbre rappeur, Drake a fait ses débuts à la télévision canadienne dans la série culte pour ados *Degrassi*, de 2002 à 2010. Né en 1986, l'enfant star de Toronto sort son premier album de hip-hop, *Thank Me Later*, en 2010. Il se classe directement numéro un des ventes aux États-Unis, tout comme ses trois albums suivants. Avec son dernier opus, *More Life*, sorti en mars 2017, Drake pulvérise tous les records de ventes et d'écoutes en streaming, selon le classement de référence du magazine américain *Billboard*.

exclusivement en raison de la vision lyrique qu'en offre le rappeur de Forest Hill [un quartier huppé de Toronto où il a déménagé avec sa mère quand il avait 14 ans].

La première apparition de Drake sous la casquette de porte-parole quasi officiel de la ville date de la mi-septembre 2013 – à l'époque où l'on a appris que Toronto allait accueillir le NBA All-Star Game de 2016 [match annuel opposant les meilleurs joueurs des conférences Est et Ouest de la NBA]. Peu de temps auparavant, les Raptors l'avaient choisi comme ambassadeur mondial. Drake s'est retrouvé sur scène à côté

C'est à la fois une star hollywoodienne, un inspirateur de la jeunesse et une entreprise citoyenne.

de [feu] Rob Ford, le maire de la ville [de 2010 à 2014]. On a vu compagnie plus flatteuse pour un coup de com. Nous sommes quatre mois après la diffusion de la vidéo montrant l'édile en train de fumer du crack et Ford fait l'expérience de la chute libre dans l'opinion. Et ça se voit : il se liquéfie sous les projecteurs.

Drake s'en rend compte. Avant le coup d'envoi de la conférence de presse, sans rien dire, le jeune homme donne des petites tapes amicales à l'édile enfiévré. De petits gestes affectueux qui produisent manifestement un effet apaisant sur Ford. Quand la présentation démarre, le maire aux abois semble même trouver du plaisir dans l'exercice. La conférence de presse a tout du charabia marketing habituel. Il n'y a pas grand-chose à en tirer, sinon qu'on y a vu l'homme qui tient la ville – et que ce n'est pas celui qui est sorti vainqueur des urnes.

Faut-il vraiment dire pourquoi Drake aime autant Toronto ? Parce qu'il n'y a pas de bonne réponse à cette question. Drake s'y essaie. Il ne donne pas souvent d'interviews, mais quand c'est le cas, il n'échappe pas à la question : "Quand je pense à moi, je pense à Toronto." Au-delà de ses origines géographiques, on a du mal à comprendre ce qui rend ce lien si fort. Je suis moi-même de Toronto. J'aime beaucoup la ville. Mais je n'ai jamais rencontré personne qui en pince autant pour elle. Peut-être parce que la plupart des gens sont obligés de prendre le métro.

Si Drake a créé son propre sous-genre musical en s'inspirant de ses amours déçues, c'est la ville, plus que quiconque, qui est sa Béatrice. Il a fait sa rencontre enfant et n'a jamais pu l'oublier. "J'ai commencé à remarquer [son amour de la ville] il y a quelques années", témoigne Cameron Bailey, directeur artistique du produit d'exportation culturelle local le plus connu avant l'arrivée de Drake, le Festival international de cinéma de Toronto. "Quand je vais à Los Angeles ou à un festival de cinéma n'importe où dans le monde et que je suis à table avec quelqu'un, Toronto peut être un sujet de conversation, maintenant. Les gens ont quelque chose à dire dessus. Avant, les gens bugaient. C'est grâce à Drake que ça a changé. Il a fait connaître la ville plus qu'aucun autre avant lui."

Par le passé, le hip-hop a souvent donné à des zones une image de paradis à part. Grandmaster Flash l'a fait pour le Bronx, Jay-Z pour les Marcy Projects [un quartier de Brooklyn], OutKast pour Atlanta – si vous y êtes déjà allé, vous savez que la ville fait l'objet de travaux de modernisation dignes du prix Pritzker. Ce que ces endroits ont en commun, c'est qu'ils sont, ou qu'ils étaient, la zone, mais une zone digne d'intérêt. Ils ont eu une histoire contrariée, un passé d'outsider. Toronto n'a pas ce passé. Ou en tout cas, si elle en a un,



PLAYLIST

À écouter sur notre site, notre sélection de morceaux canadiens.

← Drake à Toronto en 2016. Photo Caitlin Cronenberg/Universal

à sa place. C'est sa ville.

Et c'est le dernier stade de l'ascension du rappeur : surveiller le territoire dont il a tracé le périmètre. À l'été 2015, il a eu une prise de bec avec Meek Mill, rappeur de Philadelphie avec qui il collabora jadis. Pendant que Mill faisait monter la mayonnaise sur Internet, Drake gardait son sang-froid, héritant du soutien improbable de Norm Kelly, conseiller municipal alors âgé de 74 ans. Kelly a remonté les bretelles de Mill sur Twitter. L'image du "vieux édile qui recadre le blanc-bec" était si cocasse qu'elle a coupé le sifflet de Mill bien avant que Drake ne lui réponde en chanson. Sur la pochette du titre *Back to Back* – la plus cinglante de ses ripostes à Mill – on voit ainsi [le joueur de baseball] Joe Carter sauter de joie au moment où les Toronto Blue Jays remportent les World Series de 1993 face à Philadelphie. Toutes les passions de Drake réunies.

Norm Kelly est devenu une star. Drake et lui se sont rencontrés avant un concert surprise à l'université Ryerson [à Toronto]. "La première chose que Drake m'a dit, je me souviens, c'est : 'Vous êtes mon héros.'" Kelly se penche en arrière sur sa chaise, une fierté de gosse illuminant son visage. Nous sommes dans son bureau de la mairie, et il y a là suffisamment de babioles évoquant l'univers de Drake pour dresser une chapelle en son nom. On comprend qu'il boive du petit-lait. Cette relation improbable fait de lui le parrain un peu ringard du hip-hop. Le cadeau qu'on lui a fait, c'est qu'il est dans la confiance. On comprend aussi par où est passé Drake. Après avoir passé des années à prendre la défense de la ville, c'est maintenant la ville qui l'a défendu, par l'entremise d'une sommité de l'équipe municipale. Drake s'est empressé d'aller étreindre cette personne. Cela vaut toutes les clés de la ville...

Drake semble faire tous ces calculs en apparence dérotants sans songer aux retombées marketing. Et c'est sans doute pour ça que ça marche. Nous laisserons le mot de la fin à Masai Ujiri [manager général des Raptors]. Les deux hommes se parlent souvent, généralement par textos. Drake change souvent de téléphone. Les rares fois où il appelle, l'écran de son interlocuteur affiche "Drake New New New New Number" [le nouveau, nouveau, nouveau nouveau numéro de Drake]. Ujiri raconte que Drake l'a appelé une fois au milieu de la nuit après que le pivot des Raptors, Jonas Valanciunas, s'est blessé pendant un match sur la côte Ouest. Il se tortille sur sa chaise, essayant de cerner l'homme en profondeur. "C'est quelqu'un d'authentique, explique Ujiri. Quelqu'un de vrai. Écrivez ça, s'il vous plaît."

Peut-être est-ce là ce qui fait son charme – le fait que, dans son rapport à la ville, Drake donne quand il n'y a rien à prendre. C'est ce que les gens veulent dire quand ils le trouvent "authentique". Pour en être, nul besoin de s'intéresser à la musique, au business de Drake ou à ses (rares) apparitions dans la presse people. Si vous vivez à Toronto, vous avez été touché par son amour du lieu. Il a étoffé l'imaginaire de la ville. A pris un endroit que vous connaissiez aussi bien que lui et vous l'a présenté sous un jour nouveau qui vous donne l'impression qu'il est, et que vous êtes, meilleur.

—Cathal Kelly
Publié le 13 février 2016

Céline Dion nouvelle reine du cool ?

En seulement quelques années, la chanteuse est passée du statut de star de variété un peu kitsch à celui de véritable icône de la pop culture. Une transformation révélatrice d'une époque en mal de nostalgie.

Aujourd'hui, en 2017, il semble impossible d'imaginer que qui que ce soit ait pu un jour la détester." C'est ce qu'avance dans le magazine **Maclean's** l'auteur canadien Carl Wilson à propos de Céline Dion. Dans un essai publié en 2014, *Let's Talk About Love* (traduit en français aux éditions Le Mot et le Reste), il s'interrogeait déjà sur le statut de la chanteuse québécoise et sur les fondements du jugement esthétique. Comment décide-t-on de ce qui relève du "bon" et du "mauvais" goût, se demandait-il.

Trente-six ans après la sortie de son premier album au Québec, alors qu'elle n'avait que 13 ans, et vingt ans après la sortie de son tube planétaire *My Heart Will Go On* (la chanson du film *Titanic*), "Dion reste la chanteuse canadienne préférée de la nation", insiste le critique canadien. Y compris des moins de 25 ans. Carl Wilson cite pour preuve les résultats du sondage The Canada Project, mené pour les 150 ans du Canada : *Maclean's* a demandé à 1 500 Canadiens ce qu'ils préféreraient de leur pays.

"Cet amour pour Céline n'est pas juste un phénomène canadien", ajoute Wilson, qui rappelle que de nombreux journaux américains hype l'adulent – depuis peu. Si le changement s'est opéré progressivement au cours de ces dix dernières années, le moment décisif reste la mort de son manager et mari de longue date, René Angélil : "Maintenant qu'elle est sur le point d'avoir 50 ans, pour la première fois, plus personne n'est le boss de Céline."

Qu'elle porte un sweat-shirt extralarge à l'effigie du film *Titanic* dans la rue ou une robe en cuir Versace à la célèbre soirée caritative du Met Gala, les moindres faits et gestes de Céline Dion sont considérés comme audacieux, voire prescripteurs de cool. Aux antipodes de temps pas très anciens, où ses choix vestimentaires étaient plutôt jugés douteux par la presse people internationale.

Alors qu'elle s'était toujours faite discrète sur ses opinions politiques, Dion n'a pas caché dernièrement ses orientations libérales en refusant d'abord de chanter à l'inauguration de Trump, puis en écrivant une lettre de soutien sans équivoque à la communauté LGBT, à laquelle nombre de ses fans les plus loyaux appartiennent. Une nouvelle attitude qui agit comme un bouclier contre la violence ambiante actuelle. Comme le note Wilson dans l'hebdomadaire canadien : "En tant que star des années 1990, Dion représente une période d'innocence, ce qu'il y avait avant la guerre contre le terrorisme et le trumpisme." —

les habitants n'en parlent guère. Parce qu'il avait besoin, au-delà de la musique, d'une porte d'entrée dans la diaspora de banlieue et ses mutations démographiques, Drake a misé sur le basket. Sans qu'on n'y voie jamais aucun calcul de sa part. En 2013, l'équipe locale faisait peine à voir. Drake était la seule célébrité à la soutenir publiquement. En quête d'un porte-parole du cru, le nouveau président de Maple Leaf Sports and Entertainment [MLSE, le groupe propriétaire des Raptors], l'Américain Tim Leiweke, est venu le trouver. Le fait que ce soit l'agent de Justin Bieber, Scooter Braun, qui ait joué les entremetteurs en dit long sur l'image de la ville à l'époque. Il a fallu deux Américains pour comprendre ce que le plus célèbre des enfants du pays représentait vraiment pour la ville.

Il n'y avait pas le moindre calcul financier dans cette relation naissante entre Drake et les Raptors. "Il ne gagne pas un kopeck dans tout ça", confiait Tim Leiweke à l'époque. Depuis, Drake a étoffé son rôle de représentant de facto de la ligue. Il est bien plus qu'une mascotte – ce que deviennent la plupart des people qui parrainent une équipe. Il est un totem. C'est à la fois une star hollywoodienne, un inspirateur de la jeunesse et une entreprise citoyenne. Leiweke voit dans Drake un *city greeter*, celui qui souhaite la bienvenue aux visiteurs. Vous l'imaginez penché en avant, main tendue, les yeux plantés dans les vôtres. Il a quelques obligations officielles, mais qui se limitent à peu de chose. À l'approche du NBA All-Star Game, la rumeur prétend qu'il a loué une villa cosquée dans un quartier chic de la ville, servant de club olé olé aux joueurs de la NBA. LeBron James [célèbre joueur de basket-ball américain] aurait voulu prendre en charge cette mission, mais Drake l'aurait remis





culture.



Une autre vision des mythes fondateurs

Le peintre Kent Monkman revisite l'histoire officielle pour attirer l'attention sur le sort des Amérindiens. Une exposition itinérante lui est consacrée en cette année anniversaire.

—**Toronto Star** (extraits) *Toronto*

Si le travail du célèbre artiste canadien d'origine cree Kent Monkman vous est un tant soit peu familier, vous connaissez aussi obligatoirement Miss Chief Eagle Testickle [M^{lle} Testicule Aigle en Chef], son avatar moitié guerrière, moitié drag-queen. Avec son humour décalé, celle-ci a toujours été la cuillerée de miel qui aide à faire passer le remède qui nous sauvera tous : l'intégration des Premières Nations amérindiennes [dont les Cree forment le plus grand groupe] dans la version officielle, étriquée et bien comme il faut, de l'histoire du Canada. Miss Chief n'a jamais été à court de mots pour dire ce qu'elle pensait. Jusqu'à aujourd'hui.

Avec l'exposition "Shame and Prejudice : A Story of Resilience" [Honte et préjugés : une histoire de résilience]*, Monkman révisite cette histoire à laquelle les honnêtes colons et la vertueuse nation que nous formons nous cramponnons. À mi-parcours, le visiteur arrive dans une petite galerie aux murs peints en noir. Une collection de porte-bébés traditionnels très simples, fabriqués pour les enfants des réserves et abandonnés après leur placement de force dans les "pensionnats autochtones", y est accrochée dans un silence marmoréen, symbole fantomatique de tout ce qui s'est perdu [on estime que 150 000 enfants autochtones ont été arrachés à leurs familles de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1970, pour être envoyés dans ces établissements où les mauvais traitements étaient fréquents].

À côté, sur un mur haut de deux mètres et large de presque trois mètres et demi, la sombre histoire qu'évoquent ces objets prend vie avec des couleurs vives : des Mounties [agents de la gendarmerie royale du Canada] en habit rouge, des prêtres en soutane et des religieuses en robe arrachent des enfants amérindiens de tous âges des bras de leurs parents, désespérés et terrorisés. Des nuages noirs se sont amoncelés au-dessus d'une maison

en préfabriqué. Dans le fond, d'autres enfants s'enfuient vers la forêt. Le tableau a pour titre *The Scream* [Le cri]. Et il n'y a rien de drôle à son sujet.

Miss Chief a abondamment exercé sa poésie moqueuse sur les diverses calamités que les intrus ont apportées à son peuple, comme l'extermination des bisons et l'épidémie de violence urbaine. Mais ici, elle se tait. "Je ne peux pas parler de cela, dit un court texte accroché sur le mur. *La douleur est trop profonde. Nous n'avons plus jamais été les mêmes.*"

Fin 2015, le rapport final de la Commission de vérité et réconciliation sur les pensionnats indiens a déchiré le voile du bienséant mythe fondateur de la Confédération canadienne [et conduit le Premier ministre Justin Trudeau à présenter des excuses au nom de l'État]. Intentionnellement ou non, la Commission a planté le décor pour un anniversaire très différent de celui prévu pour les 150 ans du Canada. Monkman juge le moment opportun. "Notre pays se trouve à un tournant, déclare-t-il. Cette partie de l'histoire a été occultée, laissant dans l'ombre

Moitié canadien anglais, moitié Cree, l'artiste, a grandi à cheval entre deux mondes.

plusieurs générations de Canadiens. Comment une société peut-elle progresser si le mythe sur lequel elle s'est érigée est faux, exclusif et unilatéral ?

Barbara Fischer, directrice du musée d'Art de l'université de Toronto, a contacté Monkman en 2014 pour lui demander s'il aurait envie de participer à un projet pour le 150^e anniversaire du Canada. "Je ne voyais personne d'autre que lui pour interroger l'histoire de cette façon, explique-t-elle. Si quelqu'un devait faire quelque chose, c'était lui." Monkman a consacré sa carrière à défier la myopie de l'histoire officielle. Il a accepté sans hésiter. "Je me suis dit qu'il fallait produire un contre-récit,

raconte-t-il. *L'image éclatante du Mountie canadien avait besoin d'être quelque peu ternie.* La tâche était d'envergure nationale, et il a consacré la majeure partie de ces trois dernières années à parcourir le pays d'un océan à l'autre.

Le résultat est une exposition en neuf chapitres narrés par Miss Chief, dans laquelle des épisodes historiques et des objets anciens côtoient d'impressionnantes peintures de l'histoire révisée par Monkman. L'absurde fait ça et là des apparitions. Dans le chapitre consacré à la Confédération, une Miss Chief complètement nue atterrit au milieu du célèbre tableau de Robert Harris *The Fathers of Confederation* [Les pères de la Confédération] et exige de siéger à leur table pendant qu'ils découpent en morceaux la terre de ses ancêtres [les pères de la Confédération sont les 36 représentants, tous des hommes, qui ont participé à au moins l'une des conférences ayant abouti à l'union des colonies britanniques d'Amérique du Nord].

À mesure que progresse l'exposition, l'absurde le cède à un autre type de non-sens. Dans le chapitre "Wards of the State/The Indian Problem" [Pupilles de l'État/Le problème indien], Monkman montre les chefs crees Big Bear et Poundmaker entravés par des chaînes, qui signent un traité avec le Premier ministre et père de la nation John A. Macdonald.

"L'histoire est un récit approuvé par le pouvoir en place."

Kent Monkman

La raison (et les fers à leurs pieds) pousse à penser qu'ils n'auraient jamais accepté cet accord de leur plein gré. Monkman ne laisse ici aucune place au doute : il a intitulé la toile *Subjugation of the Truth* [Soumission de la vérité].

Le portrait officiel de Macdonald, accroché non loin, se retrouve soudain dans un contexte trouble. La fiction prend de plus en plus la forme d'un fait : l'artiste a placé à proximité du tableau les vrais mocassins de Poundmaker, empruntés au musée canadien de l'Histoire à Ottawa. La question s'impose : de qui racontent-ils l'histoire, et pourquoi ? Elle hante toute l'exposition.

Monkman connaît bien ce type de fantômes. Moitié canadien anglais [l'expression désigne les descendants des immigrants venus d'Angleterre et des loyalistes exilés dans les colonies anglaises après la révolution américaine], moitié cree du nord du Manitoba, l'artiste, âgé aujourd'hui de 52 ans, a grandi à Winnipeg, à cheval entre deux mondes. Un autre chapitre de l'exposition tourne autour d'un tableau intitulé *Le Petit Déjeuner sur l'herbe*. On y voit un hôtel sordide dans la rue principale de Winnipeg, avec des corps d'Amérindiennes disloqués, peints à la façon de Picasso. Le choix du style est délibéré : Monkman reproche à l'art moderne son empressement à effacer le passé, et plus particulièrement les ravages de la colonisation. Mais il répond aussi à des motivations très personnelles. "Lorsque j'étais enfant, nous allions au musée du Manitoba, où nous contemplions de jolis dioramas sur les Indiens. Et en sortant nous voyions ça, dit-il en montrant le tableau. Tous les autres enfants de la classe me regardaient en pensant : 'Qu'est-ce qui ne va pas chez vous ? Et je ne pouvais pas le dire parce que je ne le savais simplement pas.'"

Un long chemin nous a lentement rapprochés de la vérité : on peut difficilement s'attendre à ce que plusieurs générations d'enfants maltraités et ayant grandi sans parents forment des communautés saines. "Shame and Prejudice" veut transformer ce chemin en autoroute. Pour Barbara Fischer, les habiles juxtapositions de Monkman font plus qu'ébranler cette histoire officielle contre laquelle il se bat. "L'histoire que racontent nos musées est une histoire chrétienne, européenne, qui ne prend pas vraiment en compte ce qui s'est passé ici ces deux cents dernières années, dit-elle. Kent pose les fondations d'un nouveau type de musée."

"Shame and Prejudice" comprend plusieurs installations. Dans l'une d'elle, *Nativity Scene* [Nativité], un couple d'Amérindiens regarde une Miss Chief qui vient de naître, couchée dans une vieille mangeoire. Une autre consiste en une table de sept mètres de long richement dressée, avec des assiettes en porcelaine ornées de scènes représentant le triomphe colonial. Remplies de nourriture à un bout de la table, elles sont de moins en moins pleines, jusqu'à ne contenir que des os à l'extrémité opposée : les Amérindiens n'avaient que les restes.

Mais "Shame and Prejudice" est surtout une exposition sur la peinture et sur la façon dont elle a perpétué au fil des siècles une version officielle héroïque, indélébile, du déferlement du progrès. Monkman a peint en 2013 un magnifique paysage où figure un lac étincelant au pied d'une montagne couverte de neige. On y voit Miss Chief, un pinceau à la main devant un chevalet, entourée de jeunes hommes blancs, sveltes et nus. Contre-pied *queer* et satirique à la fétichisation européenne des Amérindiens, le tableau porte un titre qui dit tout : *History Is Painted by the Victors* ["L'histoire est peinte par les vainqueurs"]; une possible source d'inspiration de cette œuvre pourrait être les autportraits de l'Américain George Catlin (1796-1872), plusieurs fois représenté au milieu de ses sujets amérindiens].

L'histoire en question était très sélective. Les artistes étaient employés par les puissants – monarques, Premiers ministres, présidents et autres capitaines d'industrie – pour raconter leur vie comme ils voulaient qu'on la raconte. Pour subjectives que soient ces œuvres, elles font autorité. Ce n'est pas pour rien qu'on les appelle "peintures historiques" (Velázquez, David, Delacroix, le Caravage et beaucoup d'autres en ont signé). Mais en servant les puissants elles ont laissé tomber sur le plancher de la salle de montage de vastes pans d'une vérité qui dérange. Il en a été ainsi dans le Canada colonial et partout ailleurs. Avec "Shame and Prejudice", Monkman a voulu non seulement annoter ces contes héroïques, mais aussi les affronter. "L'histoire est un récit, déclare-t-il. Un recueil d'histoires approuvées par le pouvoir en place et étayées par les mots et les images idoines. Mon principal objectif, en m'attaquant à la peinture historique, était de réhabiliter les épisodes restés cachés sous le tapis pendant plusieurs générations."

— Murray Whyte
Publié le 22 janvier

* Après Toronto en début d'année, l'exposition "Shame and Prejudice" est présentée jusqu'au 10 septembre au Glenbow Museum de Calgary. Elle circulera ensuite dans tout le pays jusqu'en avril 2020. Tous les détails sur le site de l'artiste : www.kentmonkman.com/events

← *The Daddies*, 2016, par Kent Monkman.

Le tableau est un détournement de la célèbre toile de Robert Harris *The Fathers of Confederation*.
Glenbow Museum

SOURCE

TORONTO STAR

Toronto, Canada
Quotidien, 300 000 ex.
thestar.com

Fondé en 1893 lors d'un conflit social, le journal continue de défendre les intérêts des travailleurs. Il défend aussi une vision du Canada fort, uni et indépendant, la justice sociale, les libertés civiles et individuelles, et l'engagement civique. C'est le quotidien le plus vendu du pays. Le groupe Torstar, sa compagnie mère, détient plusieurs quotidiens régionaux et Harlequin Enterprises, le plus grand éditeur au monde de romans à l'eau de rose.

Best-of

UNE TERRE D'INVENTIONS



Pour fêter les 150 ans de la Confédération, le mensuel canadien *The Walrus* a publié un hors-série spécial, intitulé *L'Histoire du Canada en 150 objets*. Parmi tous les articles,

emblèmes ou idées qui cristallisent un pan de l'identité canadienne, le magazine cite bien évidemment la feuille d'érable (qui s'étale sur le drapeau national depuis 1965), les mâts totémiques sculptés par les Amérindiens, la tuque (le bonnet québécois, avec pompon s'il vous plaît) ou encore les beignets de la chaîne Tim Hortons, fondée en 1964 par un hockeyeur professionnel. Mais *The Walrus* met également en valeur la capacité d'innovation de la jeune nation et énumère : le téléphone, inventé en 1876 par Graham Bell dans l'Ontario (et tant pis si la paternité de cette invention est contestée, ce que le magazine ne mentionne pas) ; le format de pellicule Imax, mis au point à Toronto en 1971 et qui a révolutionné le cinéma ; le langage de programmation Java, conçu en 1995 par James Gosling, natif de la province de l'Alberta, ou encore le téléphone BlackBerry, développé à partir de 1999 par une société de Waterloo, en Ontario. Comme le rappelle le mensuel, "cela semble incroyable aujourd'hui, mais en 2009 un cinquième des propriétaires de portables dans le monde avaient un petit morceau de Canada dans la poche". Et qu'importe si l'aventure a été de courte durée – la firme ayant depuis renoncé à fabriquer des mobiles –,

"elle a contribué à faire du Canada un pionnier du high-tech", assure le mensuel.





Vancouver, l'eldorado de la côte ouest

Réputée pour sa qualité de vie et son dynamisme, la ville a été récemment classée comme l'une des plus accueillantes pour les millennials. Mais ce succès a un prix.

La “ville de verre”, la “Hollywood du Nord”, la “Silicon Valley du Canada” : nombreux sont les surnoms attribués à Vancouver. Tous reflètent le dynamisme de cette ville cosmopolite de Colombie-Britannique et de ses 631 000 habitants.

Dans une étude récente menée par le site de recherche d'appartements Nestpick, rapportée par **Forbes**, Vancouver se hisse en dixième position des cités les plus accueillantes du monde pour les millennials. “Cette génération pionnière recherche des villes qui se caractérisent par des bassins d'emplois prospères, un coût de la vie abordable, une bonne qualité de vie, des équipements

connectés et plus encore”, explique le magazine américain. Vancouver est familière de tels classements. Elle est notamment la quatrième ville la plus verte du monde, selon le cabinet d'analyse américain Dual Citizen LLC, qui publie chaque année le rapport “Global Green Index Economy”. Il suffit d'observer son paysage de montagnes et de tours de verre – qui lui vaut son premier surnom. Ces façades réfléchissantes permettent une plus grande luminosité pendant les saisons grises et pluvieuses et font surtout office,

pour la majorité, de panneaux solaires. Pour le **Journal du Québec**, Vancouver est sans conteste “le plus grand succès d'Amérique du Nord” en matière de développement durable. Elle a depuis longtemps “dit non à la domination de l'auto”. En 2016, la moitié des déplacements s'y faisaient à vélo, à pied ou en transports en commun. Un taux qui était initialement espéré pour 2020. Le quotidien relève que même “le maire de Vancouver, Gregor Robertson, est un cycliste et ne possède pas de voiture”. Avec plus de 400 kilomètres de pistes cyclables, tout est fait pour privilégier le déplacement écolo.

On peut le constater sur Main Street, l'une des artères principales, qui est dans le top 15 des rues les plus cool d'Amérique du Nord. C'est une “avenue sous stéroïdes”, assure **Global News**, qui explique que peu d'endroits peuvent se targuer d'une telle fusion de dynamismes en arts, musique, gastronomie et sorties nocturnes, en plus d'être totalement adaptée aux cyclistes. Même si “l'attention mondiale peut être aussi ce qu'il y a de pire”, prévient un Vancouverois interrogé par le site d'information canadien, car “c'est ainsi que les loyers augmentent encore”. Parmi les nombreux classements dans lesquels la cité portuaire figure, il y a en effet celui, moins attractif, des villes les plus chères du monde. Après Hong Kong et Sydney, elle atteint la troisième place du podium peu convoité, signale le **Huffington Post** canadien, qui explique que “tandis que les salaires ont augmenté d'environ 6,6%

entre 2011 et 2015, les loyers ont augmenté deux fois plus vite (11,5%)”.

C'est la rançon du succès pour celle qui attire notamment l'industrie hollywoodienne ou le secteur de la technologie. **The Hollywood Reporter** conseillait récemment aux paparazzis américains : “Déménagez dans le Nord !” tant le nombre de productions télévisées délocalisées dans la métropole canadienne n'a cessé de croître. Le magazine américain recense 44 séries américaines (toutes chaînes et plateformes de VOD confondues) en tournage à Vancouver. Le président de la chaîne CW leur confie : “Il est plus facile de s'installer ici puisque tout le monde est là. Il y a une vraie communauté créative.”

Un boom qui touche aussi le secteur des nouvelles technologies. Avec l'élection de Trump et les craintes qui entourent les réglementations sur l'immigration, Vancouver est devenue un nouvel eldorado pour la Silicon Valley, décrypte le **Financial Times**. Si de nombreuses entreprises américaines avaient déjà un pied dans la métropole, les choses se sont largement accélérées. Amazon va y délocaliser plus de 700 employés supplémentaires, tandis que Microsoft vient d'y ouvrir de nouveaux bureaux de 750 personnes. Sans compter que de nombreuses jeunes entreprises, telles que Slack (un outil de messagerie collaboratif) ou Zenefits (une plateforme de gestion des ressources humaines), s'y développent. Pour le quotidien économique anglais, “grâce au plein essor du secteur des nouvelles technologies et du bâtiment, Vancouver et sa région connaissent la croissance économique la plus rapide du pays”. —



Revue
de presse

← Vue sur les gratte-ciel de Vancouver depuis le pont de Granville. Photo Rick Friedman/Corbis via Getty Images



ALE + ALE, ITALIE

Bois d'œuvre



SHIGERU BAN ARCHITECTS

ARCHI — Dans le quartier de Downtown, donnant sur la mer, trônera bientôt le plus haut immeuble du monde constitué majoritairement de bois. Conçue par le Japonais Shigeru Ban, à qui l'on doit le Centre Pompidou-Metz, la structure hybride, composée de bois, de verre et de béton (par ordre d'importance), comptera 19 étages et mesurera 71 mètres de hauteur. Bien que "construire la plus haute structure en bois jamais créée n'ait pas été le but premier [de l'architecte], il existe clairement, en ce moment, une compétition pour ce titre", explique **The Vancouver Sun**.



JEFF WALL, MONOLOGUE, 2013. COURTESY VANCOUVER ART GALLERY

Photographes d'ici

EXPOSITION — C'est la première fois que Jeff Wall expose *Monologue* dans sa ville natale. Cette œuvre réalisée en 2013 est à admirer jusqu'au 4 septembre à la Vancouver Art Gallery, dans le cadre de "Pictures from Here" ("Des images d'ici"), une exposition qui montre le rayonnement de la cité de Colombie-Britannique dans le domaine de la photographie contemporaine. Car si Jeff Wall est "à la fois un pionnier et une superstar du photoconceptualisme", comme le rappelle *The Globe and Mail*, il n'est pas le seul artiste local à s'être fait un nom. Les travaux de Stan Douglas, Christos Dikeakos, Ian Wallace, Roy Arden ou Rodney Graham sont ainsi à (re)découvrir.



SKWACHÀYS LODGE

Un havre d'héritage

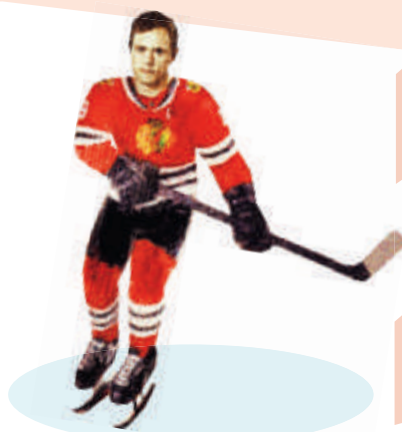
TOURISME — Traditionnellement, "Skwachàys" était le nom de la zone qui surplombe la baie de False Creek. Aujourd'hui, c'est le nom d'un hôtel conceptuel situé au croisement des quartiers de Chinatown et de Downtown. Pensé comme un hommage à la culture amérindienne, le *Skwachàys Lodge* est à la fois un hôtel cosy, une galerie d'art autochtone et un restaurant de spécialités, détaille le **Toronto Star**. Enthousiaste, le quotidien canadien ajoute : "Votre budget voyage sera bien dépensé au Skwachàys Lodge, qui se décrit fièrement comme le premier hôtel autochtone du Canada et un endroit qui fait la différence."

Sushis modifiés

GASTRONOMIE — Après dix-huit mois de développement, la société vancouveroise Top Tier Foods a commencé la mise en vente de sa petite révolution culinaire : le quinoa gluant, spécialement conçu pour élaborer des sushis. "Les gens veulent pouvoir utiliser autre chose que du riz blanc", déclarent au **Vancouver Sun** les créateurs, qui parlent d'un véritable engouement venu du Japon, de la Corée et de la Chine pour leur produit. L'intérêt de ce quinoa spécial est qu'il pourrait bien "réinventer le sushi" et, grâce à ses protéines et à ses fibres, rendre plus digestes vos prochains plateaux de California makis.



TOP TIER FOODS



ALE + ALE, ITALIE

DÉMOGRAPHIE — C'est, en pourcentage, la part de la population chinoise dans la métropole de Vancouver (185 000 personnes). L'une des plus grosses vagues d'immigration a eu lieu à la fin des années 1980. Elle s'est faite particulièrement en provenance de Hong Kong. C'est ce qui vaut à Vancouver son surnom de "Hongcouver", le titre qu'a choisi le journaliste local Ian Young pour le blog qu'il tient sur le site du **South China Morning Post**. Il y relate "l'actualité de la culture hybride hongkongaise à Vancouver et les relations en pleine expansion de la ville avec le continent chinois".

Retrouvez chaque semaine la chronique

Courrier d'ailleurs

sur OÜI FM

Judi à 11 h 30 et samedi à 17 h avec

Courrier international



histoire. 

Vive le Québec moderne !

1967 Montréal

L'Exposition universelle a servi de vitrine aux transformations qui secouaient alors la Belle Province. Jusqu'à devenir un événement fondateur de son identité actuelle.



➤ **Expo 67 : pavillons de l'Ontario, du Canada et des provinces de l'Ouest.**
Photo Laurent Bélanger/
Creative Commons

SOURCE

L'ACTUALITÉ

Montréal, Canada
Mensuel, 156 000 ex.
lactualite.com

Fondé en 1976, le plus grand magazine d'information francophone du Canada, libéral et international est un grand vulgarisateur qui tente de décrypter le monde et de rester à l'affût des nouvelles tendances. Le titre a été racheté en 2016 par Mishmash Média.

— **L'Actualité** (extraits) Montréal

Bien des Québécois sortiront leur vieux passeport d'Expo 67 de leur boîte à souvenirs en cette année d'anniversaires [voir infographie p. 26]. Ces "passeports pour la Terre des hommes", avec leurs pages émaillées de visas multicolores – que des hôtes estampillaient à l'entrée des pavillons des différents pays –, rappellent les 185 jours magiques de 1967 où une petite métropole est devenue capitale du monde. Expo 67 aura été le plus important événement international de son temps. Elle aura fait la une des grands médias américains, européens et même asiatiques, et aura enregistré 50 millions d'entrées, la moitié américaines, un demi-million françaises. Près de 80 chefs d'État et de gouvernement, ou leurs représentants, sont également venus.

Pour les Québécois, Expo 67 aura été tout ça, et beaucoup plus. Il est rare qu'à l'échelle d'un peuple on assiste à un passage initiatique collectif, qui transforme l'idée que ce peuple a de lui-même. C'est Expo 67 qui a introduit au Québec la culture si particulière des festivals et des grands concerts sur le mont Royal [à Montréal] ou les plaines d'Abraham [à Québec], mais aussi la mode des cafés-terrasses, l'intérêt pour la gastronomie, le design, l'aménagement paysager ou l'horticulture. Au Québec, quand on fait l'histoire de l'entrepreneuriat, du vélo, du multimédia, du design, du féminisme, du soccer [football], de la mode, de la muséologie, de la francophonie, de l'architecture ou de l'urbanisme, tout passe par Expo 67. Sous l'effet de toutes ces nouveautés, une vaste métamorphose, beaucoup plus profonde, s'est produite.

C'est l'identité collective des Québécois qui a changé brusquement, comme une mue soudaine après un hiver interminable et une trop grande noirceur. "Le récit dominant était encore celui de la survivance canadienne-française [soit une conception du Québec comme peuplé principalement de descendants de colons français]. Mais à l'Expo, un autre récit prend le dessus : celui d'un peuple moderne, capable

de réaliser des choses", dit Pauline Curien, coordonnatrice du développement, de la recherche et des communications à l'Institut québécois des hautes études internationales de l'université Laval. Ce sera d'ailleurs après Expo 67 que le mot "québécois" se substituera à "canadien-français" dans le discours public. Même le Parti québécois, fondé en 1968, se serait sans doute appelé autrement s'il avait été créé avant l'Exposition.

Si Expo 67 fut si marquante, c'est parce que ses organisateurs lui ont imprimé une véritable direction artistique, au lieu de simplement l'organiser. Deux chiffres résumant toute l'intensité de l'expérience. D'abord, on y a présenté 5 000 films (28 par jour), dont un bon nombre expérimentaient de nouveaux procédés, comme l'ancêtre de la technologie Imax [un format de pellicule, inventé au

Le public se déplace à pied, en téléphérique, en aéroglisseur et même en gondole !

Canada, qui permettait de projeter des images de plus grande taille et de meilleure résolution]. L'autre chiffre, c'est 6 700. Voilà le nombre de spectacles et de concerts donnés dans le cadre du Festival mondial de la musique. En une journée, on pouvait aussi bien assister à des danses marocaines ou se croire à la Scala de Milan, entendre Maurice Chevalier ou Grateful Dead. "L'un des succès des organisateurs de l'Expo est d'en avoir fait une destination", dit Diana Nicholson, qui était adjointe aux relations publiques. Une invitation au voyage vers tous les pays, toutes les coutumes, toutes les cuisines. La plupart des pavillons nationaux avaient leur propre restaurant, et c'est à l'Expo que les Québécois ont découvert les bières anglaises, la choucroute, les sushis, les tacos.

"Un voyage psychédélique sans LSD dans un monde inconnu" : c'est en ces termes que le journaliste Bill Bantey, du quotidien montréalais *The Gazette*,

présente l'événement. Il évoque ainsi cette grande utopie architecturale et urbanistique qui a légué à Montréal deux importantes signatures de sa silhouette urbaine : le dôme géodésique (connu sous l'appellation de "Biosphère"), signé Buckminster Fuller, et Habitat 67, le complexe résidentiel novateur de Moshe Safdie. Avec ses pavillons en forme d'étoile, de pétale, de cube, d'escalier, d'échafaudage, de cône et même de tente de 15 étages, Expo 67 aura été l'expérience architecturale la plus audacieuse de son temps. Fait inhabituel dans les années 1960, les organisateurs sont allés jusqu'à proscrire le transport automobile : le public allait se déplacer à pied, en métro... mais aussi en monorail, en téléphérique, en aéroglisseur et même en gondole vénitienne à moteur !

Très tôt, Expo 67 s'est placée à l'avant-garde du design. Dès 1964, le designer torontois Paul Arthur invente pour l'Expo une signalétique moderne avec une vingtaine d'icônes, dont le pictogramme des toilettes, compréhensible dans toutes les langues et aujourd'hui universel. La même année, le designer industriel colombien établi à Philadelphie Luis Villa et son associé Frank Macioge dessinent le mobilier urbain d'Expo 67 : ses bancs et poubelles basés sur la même forme triangulaire, mais aussi ses lampadaires et ses cabines téléphoniques, dont on dira qu'ils étaient les objets d'art les plus originaux d'Expo 67.

Au milieu d'une décennie tumultueuse, Terre des hommes se veut un havre de paix et de sûreté dans un monde inquiétant. C'était beaucoup demander : l'année de l'Expo, Israël a déclenché la guerre des Six-Jours et l'effort américain au Vietnam a atteint son apogée.

Et pourtant, malgré ce climat politique et social incertain, rien n'y paraîtra jamais sur les lieux de l'exposition : pas une manif ! La principale turbulence viendra du fameux "Vive le Québec libre !" du général de Gaulle, prononcé depuis le balcon de l'hôtel de ville de Montréal – et donc hors de l'emplacement de l'Expo – la veille de sa visite officielle.

— **Julie Barlow et Jean-Benoît Nadeau**

Publié le 15 juin



Le Monde FESTIVAL

DÉBATS - RENCONTRES - SPECTACLES

À RÊVER

22-25
SEPTEMBRE 2017



**PROGRAMME ET
INSCRIPTION SUR
LeMonde.fr/festival**

Opéra Bastille - Palais Garnier
Théâtre des Bouffes du Nord
Cinéma Gaumont Opéra



Heineken[®]



NOUVEAU

0.0% ALCOOL

**APRÈS L'HEURE,
C'EST ENCORE L'HEURE***

*Heineken 0.0 est une bière sans alcool qui peut se déguster à l'heure de l'apéritif, au moment du repas, ou à toute autre occasion de consommation sans alcool.

Heineken Entreprise SAS RCS Nanterre 414 842 062

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.